



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 21 AVRIL 1951

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, APRIL 21st, 1951

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc. sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si un creux typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
29088 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
29088 — 1-52

Lettres patentes

Achille Lafond Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date, du premier mars 1951, constituant en corporation: Ernest Beaulieu, manufacturier, Dame Albertine Rhéaume Beaulieu, épouse séparée de biens de Ernest Beaulieu, manufacturière, tous deux de Saint-Émile, et E.-Ludger Boulet, comptable agréé, de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, fabriquer, transformer et disposer de toutes façons les cuirs, chaussures, pantouffes et tous autres produits de l'industrie de la chaussure, sous le nom de "Achille Lafond Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Émile, district judiciaire de Québec.

Letters Patent

Achille Lafond Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the first day of March, 1951, incorporating: Ernest Beaulieu, manufacturer, Dame Albertine Rhéaume Beaulieu manufacturer, wife separate as to property of Ernest Beaulieu, both of Saint-Émile, and E. Ludger Boulet, chartered accountant, of Québec, all of the judicial district of Québec, for the following purposes:

To purchase, sell, manufacture, transform and in any manner dispose of leather, footwear slippers and any other products of the shoe industry, under the name of "Achille Lafond Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Émile, judicial district of Québec.

Daté du bureau du Procureur général le premier mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
29920-o L. DÉSILETS.

Ajax Investments Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf février 1951, constituant en corporation: Paul Brooks Pitcher, avocat, de la cité de Westmount, Ruston Botterell Lamb, et Grant Hall Day avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de porte-feuille et de placement en général, sous le nom de "Ajax Investments Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf février 1951.

L'Assistant-procureur général,
29920 L. DÉSILETS.

Allied Cigar Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du premier mars 1951, constituant en corporation: Henry Marvin, marchand de cigares, Louis Abraham Dezwirek, avocat et conseil en loi du Roi, tous deux de la cité de Montréal, et Samuel Léon Mendelsohn, avocat et conseil en loi du Roi de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du tabac, sous le nom de "Allied Cigar Corp.", avec un capital de \$100,000 divisé en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
29920 L. DÉSILETS.

Carousel Children's Wear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six février 1951, constituant en corporation: Abraham Salomon, marchand, Féodora Lazarovitz, fille majeure, et Dame Rita Salomon, ménagère, épouse séparée de biens d'Abraham Salomon, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre des fabrications de coton, des soies, toiles et vêtements de toute sorte sous le nom de "Carousel Children's Wear Inc.", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six février 1951.

L'Assistant-procureur général,
29920 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
29920 Deputy Attorney General.

Ajax Investments Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1951, incorporating: Paul Brooks Pitcher, advocate, of the City of Westmount, Ruston Botterell Lamb, and Grant Hall Day, advocates, of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company generally, under the name of "Ajax Investments Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this nineteenth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,
29920-o Deputy Attorney General.

Allied Cigar Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the first day of March, 1951, incorporating: Henry Marvin, cigar merchant, Louis Abraham DeZwirek, advocate and King's Counsel, both of the city of Montreal, and Samuel Leon Mendelsohn, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the tobacco business, under the name of "Allied Cigar Corp.", with a capital stock of \$100,000 divided into 500 preferred shares of a par value of \$100 each, and 1,000 common shares of a par value of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
29920-o Deputy Attorney General.

Carousel Children's Wear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of February, 1951, incorporating: Abraham Salomon, merchant, Feodora Lazarovitz, spinster, and Mrs Rita Salomon, housewife, wife separate as to property of Abraham Salomon, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell, cotton fabrics, woollens, silks, linens and clothing of every sort, under the name of "Carousel Children's Wear Inc.", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,
29920-o Deputy Attorney General.

Central & South America Traders Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six février 1951, constituant en corporation: Dollard Dansereau, avocat, Jos. Gauthier, employé civil, tous deux de Montréal, et Wilfrid Beauchemin, employé civil, de Belœil, pour les objets suivants:

Faire le commerce en général de toutes sortes de machineries, d'automobiles, marchandises sèches, ferronnerie, bijouterie, accessoires électriques et tous articles faits de métal, de bois, de caoutchouc, de plastique, sous le nom de "Central & South America Traders Corporation", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six février 1951.

29920-o L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

F. Didier & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit février 1951, constituant en corporation: Ferdinand Didier, Edgar Didier, commerçants, et Dame Fernande Didier Bellavance, épouse séparée de biens dudit Paul-Emile Bellavance et par lui dûment autorisée aux fins des présentes, tous trois de Causapscaal, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce du bois et de tous les articles et matériaux dans la manufacture desquels le bois est employé, sous le nom de "F. Didier & Fils Ltée", avec un capital de \$150,000 divisé en 1,500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Causapscaal, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit février 1951.

29920-o L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

General Chemicals Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux mars 1951, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, C.R., Hyman Solomon, avocats et Morris Shuter, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce des marchandises, articles et marchandises de toutes sortes généralement connues comme produits chimiques, teintures, ciments, savons, peintures, acides, produits de goudron et les dérivés, marchandises et produits de caoutchouc sous le nom de "General Chemicals Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mars 1951.

29920 L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Central & South America Traders Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of February, 1951, incorporating: Dollard Dansereau, advocate, Jos Gauthier, civil servant, both of Montreal, and Wilfrid Beauchemin, civil servant, of Belœil, for the following purposes:

To deal generally in all kinds of machinery, automobiles, dry-goods, ironware, jewellery, electric accessories and all articles made of metal, wood, rubber, or plastic, under the name of Central & South America Traders Corporation, with a capital stock of \$10,000 divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of February, 1951.

29920 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

F. Didier & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of February, 1951 incorporating: Ferdinand Didier, Edgar Didier, dealers, and Dame Fernande Didier Bellavance, wife separate as to property of said Paul Emile Bellavance and authorized by him for the purposes hereof, all three of Causapscaal, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To manufacture and deal in lumber and in all articles and materials in the manufacture of which wood is used, under the name of "F. Didier & Fils Ltée", with a capital stock of \$150,000, divided into 1,500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Causapscaal, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of February, 1951.

29920 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

General Chemicals Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of March, 1951, incorporating: Philip Meyerovitch, K.C., Hyman Solomon, advocates, and Morris Shuter, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise of all kinds generally known as chemicals, dye stuffs, cements, soaps, paints, acids, coal tar products and derivatives, rubber goods and products, under the name of "General Chemicals Ltd.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of March, 1951.

29920-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

G. Labrecque & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six février 1951, constituant en corporation: Georges Labrecque, Grégoire Labrecque, Gérard Labrecque, Georges-Henri Labrecque, Raymond Labrecque, tous marchands, de Plessisville, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Acquérir et vendre ou autrement disposer des immeubles de toutes sortes et descriptions, faire le commerce de matériaux de construction, quincaillerie, combustible, articles de plomberie, ferronnerie, sous le nom de "G. Labrecque & Fils Ltée", avec un capital de \$80,000 divisé en 80 actions de \$1,000 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Plessisville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six février 1951.

L'Assistant-procureur général,
29920-o L. DÉSILETS.

G. Labrecque & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of February, 1951, incorporating: Georges Labrecque, Grégoire Labrecque, Gérard Labrecque, Georges-Henri Labrecque, Raymond Labrecque, all merchants, of Plessisville, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To acquire, sell or otherwise dispose of immovables of all kinds and descriptions, to deal in building requisites, hardware, fuel, plumbing supplies and ironware, under the name of "G. Labrecque & Fils Ltée", with a capital stock of \$80,000 divided into 80 shares of \$1,000 each.

The head office of the company will be at Plessisville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,
29920 Deputy Attorney General.

Humidity Wall Protector Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre février 1951, constituant en corporation: Onésime Desjardins, entrepreneur, de la cité de Montréal, Maurice-H. Fortier, avocat, d'Outremont, et Mariette DesRosiers, sténographe, de Ville La Salle, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre l'érection de la construction de bâtiments de toutes sortes et descriptions, sous le nom de "Humidity Wall Protector Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre février 1951.

L'Assistant-procureur général,
29920-o L. DÉSILETS.

Humidity Wall Protector Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of February, 1951, incorporating: Onésime Desjardins, contractor, of the city of Montreal, Maurice H. Fortier, advocate, of Outremont, and Mariette DesRosiers, stenographer, of Ville la Salle, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To undertake the building and construction of buildings of every kind and description, under the name of "Humidity Wall Protector Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,
29920 Deputy Attorney General.

J. R. Lebreux & Cie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit février 1951, constituant en corporation: Joseph-Robert Lebreux, marchand, Gilles-Georges Richard et Adhémard Richard, commis, tous du Village de Grande-Vallée, district judiciaire de Gaspé, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands généraux, de marchandises sèches et d'épicerie de toutes sortes et de toutes descriptions; exercer le commerce d'hôtellerie et de restaurant, sous le nom de "J. R. Lebreux & Cie Ltée", avec un capital de \$50,000 divisé en 2,000 actions de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au Village de Grande-Vallée, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit février 1951.

L'Assistant-procureur général,
29920-o L. DÉSILETS.

J. R. Lebreux & Cie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of February, 1951, incorporating: Joseph Robert Lebreux, merchant, Gilles Georges Richard and Adhémard Richard, clerks, all of the Village of Grande Vallée, judicial district of Gaspé, for the following purposes:

To carry on business as general merchants dealing in dry-goods and groceries of all kinds and descriptions; to carry on the hotel and restaurant business, under the name of "J. R. Lebreux & Cie Ltée", with a capital stock of \$50,000 divided into 2,000 shares of \$25 each.

The head office of the company will be in the Village of Grande-Vallée, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,
29920 Deputy Attorney General.

La Brique de Québec Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois mars 1951, constituant en corporation: Alfred Giroux, marchand, Claude Giroux, commis, tous deux de Beauport, district judiciaire de Québec, Philippe Roy, industriel, et Lucien Roy, commis, tous deux de Saint-Georges Ouest, district judiciaire de Beauce, pour les objets suivants:

Manufacturier de brique de glaise, de terracotta, et de tous matériaux de construction, sous le nom de "La Brique de Québec Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 311, rue Dorchester, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trois mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
29920-o L. DÉSILETS.

La Brique de Québec Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March, 1951, incorporating: Alfred Giroux merchant, Claude Giroux, clerk, both of Beauport, judicial district of Quebec, Philippe Roy, industrialist, and Lucien Roy, clerk, both of Saint-Georges-Ouest, judicial district of Beauce, for the following purposes:

To manufacture brick from clay, terracotta, and deal in all building requisites, under the name of "La Brique de Québec Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 311 Dorchester Street Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
29920 Deputy Attorney General.

**La Pierre de Taille Archambault Limitée
Archambault Cut Stone Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-sept février 1951, constituant en corporation: Gérard Bélanger, industriel, Jules Archambault, tailleur de pierres, tous deux de Rosemont, et Maurice Laurin, comptable, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une ou des carrières; faire le commerce de la pierre de taille sous toutes ses espèces, sous le nom de "La Pierre de Taille Archambault Limitée"—"Archambault Cut Stone Limited", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Canton Bélanger, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept février 1951.

L'Assistant-procureur général,
29920-o L. DÉSILETS.

**La Pierre de Taille Archambault Limitée
Archambault Cut Stone Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-seventh day of February, 1951, incorporating: Gérard Bélanger, industrialist, Jules Archambault, stone cutter, both of Rosemount, and Maurice Laurin, accountant, of the city of Montreal, all of the Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate one or more quarries; to deal in cut stone of all kinds, under the name of "La Pierre de Taille Archambault Limitée"—"Archambault Cut Stone Limited", with a capital stock of \$100,000 divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the Township Bélanger, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1951.

L. DÉSILETS,
29920 Deputy Attorney General.

Lesieur & Frère Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept février 1951, constituant en corporation: J.-Maurice Lesieur, marchand, Stanislas Déry, avocat, tous deux de la cité de Saint-Jean, et Edgar Lesieur, gérant, d'Iberville, tous du district judiciaire d'Iberville, pour les objets suivants:

Faire le commerce sous toutes ses formes du bois, sous le nom de "Lesieur & Frère Limitée", avec un capital de \$125,000 divisé en 450 actions privilégiées de \$100 chacune et en 800 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept février 1951.

L'Assistant-procureur général,
29920-o L. DÉSILETS.

Lesieur & Frère Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1951, incorporating: J. Maurice Lesieur, merchant, Stanislas Déry, advocate, both of the city of Saint John's and Edgar Lesieur, manager, of Iberville, all of the judicial district of Iberville, for the following purposes:

To carry on the lumber business under all the forms thereof, under the name of "Lesieur & Frère Limitée", with a capital stock of \$125,000 divided into 450 preferred shares of \$100 each, and 800 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St. John's, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1951.

L. DÉSILETS,
29920 Deputy Attorney General.

Lion Bottling Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept février 1951, constituant en corporation: J.-P. Marcel Ouellette, bourgeois, Dame Rita Beaulieu Ouellette, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de J.-P.-Marcel Ouellette, et Dame Eugénie Beaulieu, veuve, ménagère, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

La préparation, la fabrication, la distribution et la vente d'eaux gazeuses, sous le nom de "Lion Bottling Company", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept février 1951.

L'Assistant-procureur général,
29920-o L. DÉSILETS.

Lion Bottling Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1951, incorporating: J. P. Marcel Ouellette, bourgeois, Dame Rita Beaulieu Ouellette, housewife, wife separate as to property by marriage contract of J. P. Marcel Ouellette, and Dame Eugénie Beaulieu, widow, housewife, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

The preparation, manufacturing, distribution and sale of aerated waters, under the name of "Lion Bottling Company", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1951.

L. DÉSILETS,
29920 Deputy Attorney General.

Mallard Investment Corpn.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier mars 1951, constituant en corporation: Joseph S. Caplan, Murray Lapin et Harold Lande, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal pour les objets suivants:

Opérer comme agents d'immeubles sous le nom de "Mallard Investment Corpn.", avec un capital de \$70,000 divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune, et en 600 actions privilégiées ayant une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur-général, le premier mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
29920 L. DÉSILETS.

Mallard Investment Corpn.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of March, 1951, incorporating: Joseph S. Caplan, Murray Lapin and Harold Lande, advocates, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To act as real estate agents under the name of "Mallard Investment Corpn", with a capital stock of \$70,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100, each, and 600 preferred shares having a par value of \$100, each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
29920-o Deputy Attorney General.

Outremont Electric Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-six février 1951, constituant en corporation: Jean-Jules Desjardins, entrepreneur, Léopold DeGrâce, electricien, et Bernard Villeneuve, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Sujet aux dispositions de la Loi des Electriciens et installations électriques, exercer le commerce d'entrepreneur electricien, sous le nom de "Outremont Electric Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 180 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six février 1951.

L'Assistant-procureur général,
29920-o L. DÉSILETS.

Outremont Electric Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-sixth day of February, 1951, incorporating: Jean Jules desjardins, contractor, Léopold DeGrâce, electrician, and Bernard Villeneuve, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Subject to the provisions of the Electricians and Electrical Installations Act, to carry on the business of electrical contractor: under the name of "Outremont Electric Inc.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 common shares of a par value of \$10 each and 180 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,
29920 Deputy Attorney General.

Paul Provisions Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

Paul Provisions Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit février 1951, constituant en corporation: Yvon Jasmin, avocat, Lucienne Méryneau et Rita Dufresne, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'épiciers, marchands de grains, produits alimentaires et toute autre provision sous le nom de "Paul Provisions Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 6,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 340 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit février 1951.

L'Assistant-procureur général,
29920 L. DÉSILETS.

Pine Avenue Medical Building Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit février 1951, constituant en corporation: Edmond-Jacques Courtois, Ross Trenholme Clarkson et Edward Herrick Knatchbull-Hugessen, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des édifices de bureaux et des laboratoires pour médecins, sous le nom de "Pine Avenue Medical Building Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100. chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit février 1951.

L'Assistant-procureur général,
29920 L. DÉSILETS.

R. Cohen Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six février 1951, constituant en corporation: Joseph Cohen, avocat et conseil en loi du Roi, Ezra Leithman, avocat et Dorothy Singer, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers, négociants et marchands de bouteilles et produits connexes, ferraille, vieux métaux, bronze sous toutes leurs formes, de papier fabriqué de toute matière, carton et autre préparations et produits, sous le nom de "R. Cohen Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six février 1951.

L'Assistant-procureur général,
29920 L. DÉSILETS.

Sillery Transport Compagnie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier mars 1951, constituant en corporation: Jean-Marie Francœur, technicien, de Sillery, district judiciaire de Québec, Jean Ra-

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of February, 1951, incorporating: Yvon Jasmin, advocate, Lucienne Méryneau and Rita Dufresne, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of grocers, grain, foodstuffs and all other provision merchants, under the name of "Paul Provisions Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 6,000 common shares of \$1 each, and 340 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,
29920-o Deputy Attorney General

Pine Avenue Medical Building Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of February, 1951, incorporating: Edmond-Jacques Courtois, Ross Trenholme Clarkson and Edward Herrick Knatchbull-Hugessen, Advocates, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To operate medical office buildings and laboratories, under the name of "Pine Avenue Medical Building Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,
29920-o Deputy Attorney General.

R. Cohen Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of February, 1951, incorporating: Joseph Cohen, advocate and King's Counsel, Ezra Leithman, advocate, and Dorothy Singer, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, dealers and traders in bottles and allied products, junk, old metals, brass in all their forms, in paper made from any material, cardboard and other preparations and products, under the name of "R. Cohen Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-sixth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,
29920-o Deputy Attorney General.

Sillery Transport Compagnie Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of March, 1951, incorporating: Jean Marie Francœur, technicien, of Sillery, judicial district of Quebec, Jean Racicot, notary, and Gi-

ciot, notaire, et Gisèle Mercier, secrétaire, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire dans toutes ses branches les affaires de transport en général, d'emmagasinage, sous le nom de "Sillery Transport Compagnie Limitée", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 180 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sillery, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le premier mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
29920-o L. DÉSILETS.

Snowdon Fur Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six février 1951, constituant en corporation: Irving Cheyfetz, entrepreneur, Dame Irène Wooden, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Irving Cheyfetz et dûment autorisée par lui, Harry Blanshay et Joël Marcovitz, procureurs, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands de toutes sortes de fourrures et peaux d'animaux manufacturer et faire le commerce de machandises sèches vêtements et articles vestimentaires, sous le nom de "Snowdon Fur Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$50 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six février 1951.

L'Assistant-procureur général,
29920 L. DÉSILETS.

Stork Club, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux février 1951, constituant en corporation: Alfred Tourigny, avocat, Lucienne Mériteau et Rita Dufresne, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter, restaurant ou toute autre exploitation du même genre, sous le nom de "Stork Club Inc.", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 action de \$100 chacune

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-deux février 1951.

L'Assistant-procureur général,
29920-o L. DÉSILETS.

Style Plastics Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six mars 1951, constituant en corporation: Roger Poirier, marchand, Claude Girard et Guy Girard, notaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

sèle Mercier, secretary, both of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all its branches the transportation and storage business in general, under the name of "Sillery Transport Compagnie Limitée", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 common shares of a par value of \$10 each and 180 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Sillery, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
29920 Deputy Attorney General.

Snowdon Fur Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of February, 1951, incorporating: Irving Cheyfetz, contractor, Dame Irène Wooden, housewife, wife contractually separate as to property from Irving Cheyfetz and by him duly authorized, Harry Blanshay and Joël Marcovitz, attorneys, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as dealer in all kinds of furs and animal skins; to manufacture and deal in dry goods, garments and clothing, under the name of "Snowdon Fur Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$50 each, and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-sixth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,
29920-o Deputy Attorney General.

Stork Club, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February, 1951, incorporating: Alfred Tourigny, advocate, Lucienne Mériteau and Rita Dufresne, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate a restaurant or any other establishment of the same kind, under the name of "Stork Club Inc.", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the Company, will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1951.

L. DÉSILETS,
29920 Deputy Attorney General.

Style Plastics Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1951, incorporating: Roger Poirier, merchant, Claude Girard and Guy Girard, notaries, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer, vendre et faire le commerce de substances et plastique de toute sorte et description et d'articles fabriqués en tout ou en partie de plastique ou de toute matière semblable, sous le nom de "Style Plastics Company Limited", avec un capital de \$5,000 divisé en 1,000 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 579 David Lane, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
29920 L. DÉSILETS.

The Freemont Company Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit février 1951, constituant en corporation: Roy Fraser Elliott, avocat, Amy Jean Fitzgerald, secrétaire et Margot Mary Quinn, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits en bois et autres produits naturels et produits en métal et de plastiques, sous le nom de "The Freemont Company Inc.", avec un capital de \$4,000 divisé en 4,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1178 Place Phillips, cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit février 1951.

L'Assistant-procureur général,
29920 L. DÉSILETS.

W. A. Snyder Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux mars 1951, constituant en corporation: Walter A. Snyder, administrateur, John Cameron Mair, administrateur et Samuel S. Smiley, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de jouets, articles de nouveauté, textiles, étoffes, soieries, toiles, canevas et tissus de toutes sortes; exercer le commerce et effectuer les opérations comme teinturiers et imprimeurs sur textiles, sous le nom de "W. A. Snyder Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
29920 L. DÉSILETS.

Lettres patentes supplémentaires

Baronet Sportswear Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite

To manufacture, sell and deal in plastic substances of every kind and description and articles made, in whole or in part, from plastic or any similar material, under the name of "Style Plastics Company Limited", with a capital stock of \$5,000, divided into 1,000 shares of \$5. each.

The head office of the Company will be at 579 David Lane, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
29920-o Deputy Attorney General.

The Freemont Company Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of February, 1951, incorporating: Roy Fraser Elliott, advocate, Amy Jean Fitzgerald, secretary, and Margot Mary Quinn, stenographer, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wood products and other natural products and metal products and in plastics, under the name of "The Freemont Company Inc.", with a capital stock of \$4,000 divided into 4,000 shares of \$1. each.

The head office of the Company will be at 1178 Phillips Place, City and Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,
29920-o Deputy Attorney General.

W. A. Snyder Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of March, 1951, incorporating: Walter S. Snyder, executive, John Cameron Mair, executive, and Samuel S. Smiley, advocate, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in toys, novelty goods, textiles, cloths, silks, linens, canvasses and fabrics of all kinds; To carry on the business and operations of textile dyers and printers under the name of "W. S. Snyder Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 preferred shares of a par value of \$100. each, and 2,000 common shares of a par value of \$10. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
29920-o Deputy Attorney General.

Supplementary Letters Patent

Baronet Sportswear Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of March, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr.

Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 7 mars 1951, à la compagnie "Baronet Pants & Sportswear Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 janvier 1940 sous le nom originaire de "St. Hubert Pants Co. Ltd.", lequel nom originaire a été changé en celui de "Baronet Pants & Sportswear Ltd.", par lettres patentes supplémentaires en date du 18 novembre 1941, changeant de nouveau le nom de la compagnie en celui de "Baronet Sportswear Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le 7 mars 1951.

29921 L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Canadian Sponging Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 22 mars 1951, à la compagnie "Canadian Sponging Co. Ltd.", ratifiant son règlement N° 25, portant son capital de \$20,000 à \$44,000 par la création de 240 actions privilégiées additionnelles de \$100 chacune, comprenant les droits, restrictions et privilèges mentionnés aux règlement susdit.

Daté du bureau du Procureur général, le 22 mars 1951.

29921 L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Daigle Lumber Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12 mars 1951, à la compagnie "Daigle Lumber Limited", ratifiant un règlement de ladite compagnie: 1° réduisant son capital-actions de \$49,000 à \$34,000 par l'annulation de 150 actions privilégiées de \$100 chacune; 2° portant le capital-actions de la compagnie de \$34,000 à \$384,000 par la création de 3500 actions privilégiées nouvelles de \$100 chacune, sujettes aux droits et restrictions mentionnés audit règlement; 3° imposant certaines restrictions au transfert des actions et par là modifiant certaines dispositions des lettres patentes.

Daté du bureau du Procureur général, le 12 mars 1951.

29921-o L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Donalda Mines Limited
(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276 des lettres supplémentaires en date du 28 mars 1951, à la compagnie "Donalda Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), ratifiant son règlement N° 25, portant son capital de \$4,000,000 à \$4,500,000, par la création de 500,00 actions additionnelles de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 28 mars 1951.

29921 L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Baronet Pants & Sportswear Ltd.", incorporated by letters patent dated January 15th, 1940, under the original name of "St. Hubert Pants Co. Ltd.", which original name was changed to "Baronet Pants & Sportswear Ltd." by supplementary letters patent dated November 18th, 1941, changing again the name of the company to that of "Baronet Sportswear Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this 7th day of March, 1951.

29921-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Canadian Sponging Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Canadian Sponging Co. Ltd.", ratifying its By-Law No. 25 increasing its capital stock from \$20,000 to \$44,000, by the creation of 240 additional preferred shares of \$100 each, comprising the rights, restrictions and privileges mentioned in the aforesaid by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of March, 1951.

29921-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Daigle Lumber Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twelfth day of March, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Daigle Lumber Limited" ratifying a by-law of the said company: 1. reducing its capital stock of \$49,000 to \$34,000, by the cancellation of 150 preferred shares of \$100 each; 2. increasing the capital stock from \$34,000 to \$384,000, by the creation of 3500 new preferred shares of \$100 each, subject to the rights and restrictions mentioned in the said by-law; 3. imposing certain restrictions on the transfer of shares and thus amending certain provisions of the letters patent.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of March, 1951.

29921 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Donalda Mines Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of March, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Donalda Mines Limited" (No Personal Liability), ratifying its By-law No. 25 increasing its capital from \$4,000,000 to \$4,500,000 by the creation of 500,000 additional shares of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 28th day of March, 1951.

29921-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Frontenac Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 17 février 1951, à la compagnie "Frontenac Ice Cream Co. Limited", constituée en corporation par lettres patentes datées du 10 avril 1928 sous le nom originaire de "Frontenac Cream Products Co. Limited", le quel nom originaire a été changé en celui de "Frontenac Ice Cream Co. Limited": a) changeant de nouveau le nom de la compagnie en celui de "Frontenac Holdings Ltd."; b) changeant et étendant les pouvoirs de la compagnie suivant sa résolution du 9 janvier 1951.

Daté du bureau du procureur général, le 17 février 1951.

L'Assistant-procureur général,
29921 L. DÉSILETS.

Frontenac Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of February, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Frontenac Ice Cream Co. Limited", incorporated by letters patent dated April 10th, 1928, under the original name of "Frontenac Cream Products Co. Limited", which original name was changed to "Frontenac Ice Cream Co. Limited"; a) changing again the name of the company into that of "Frontenac Holdings Ltd."; b) changing and extending the powers of the company as per its resolution of January 9th, 1951.

Dated at the office of the Attorney General, this 17th day of February, 1951.

L. DÉSILETS,
29921-o Deputy Attorney General.

Hygrade Food Products Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 16 mars 1951, à la compagnie "Hygrade Food Products Incorporated", ratifiant son règlement N° 26, portant son capital de \$10,000 à \$100,000 par la création de 900 actions privilégiées de \$100 chacune, sujettes aux droits, restrictions et privilèges énumérés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
29921 L. DÉSILETS.

Hygrade Food Products Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of March, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Hygrade Food products Incorporated", ratifying its By-law No. 26 increasing its capital from \$10,000 to \$100,000 by the creation of 900 preferred shares of \$100 each, subject to the rights, restrictions and privileges enumerated in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
29921-o Deputy Attorney General.

Iberville Lumber Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 16 mars 1951, à la compagnie "Iberville Lumber Sales Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 août 1949, ratifiant son règlement N° 14: 1) changeant ses 100 actions sans valeur au pair en 200 actions ordinaires de \$50 chacune; 2) créant 600 actions privilégiées de \$50 chacune, sujettes aux droits et restrictions indiquées audit règlement; 3) changeant le nom de la compagnie en celui de "Iberville Lumber Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le 16 mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
29921 L. DÉSILETS.

Iberville Lumber Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of March, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Iberville Lumber Sales Inc.", incorporated by letters patent dated the 11th day of August, 1949, ratifying its By-Law No. 14: 1) changing its 100 shares without par value into 200 common shares of \$50 each; 2) creating 600 preferred shares of \$50 each, subject to the rights and restrictions indicated in the said By-law; 3) changing the name of the company to that of "Iberville Lumber Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
29921-o Deputy Attorney General.

John R. Anderson & Son Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 9 mars 1951, à la compagnie "John R. Anderson & Son Limited", ratifiant son règlement N° 13 augmentant son capital de \$10,000 à \$50,000 par la création de 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune, su-

John R. Anderson & Son Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of March, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "John R. Anderson & Son Limited", ratifying its By-law No. 13 increasing its capital from \$10,000 to \$50,000 by the creation of 4,000 preferred shares of \$10 each, subject to the rights, res-

jettes aux droits, restrictions et privilèges énumérés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 9 mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
29921 L. DÉSILETS.

Kavanagh, Hodgson & Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 16 mars 1951, à la compagnie "Kavanagh, Hodgson & Co. Limited", ratifiant son règlement N° 5 augmentant son capital de \$5,000 à \$55,000 par la création de 50,000 actions privilégiées de \$1 chacune, sujettes aux droits et restrictions énumérés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général le 16 mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
29921 L. DÉSILETS.

Loudee Steel Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 13 mars 1951, à la compagnie "Loudee Steel Corporation", ratifiant son règlement N° 25, augmentant son capital de \$149,000 à \$349,000 par la création de 2,000 actions privilégiées additionnelles de \$100 chacune, sujettes aux droits, restrictions et privilèges énumérés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 13 mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
29921 L. DÉSILETS.

Tailor-Maid Lingerie Manufacturing Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 19 mars 1951, à la compagnie "Tailor-Maid Lingerie Manufacturing Company Limited", ratifiant son règlement No. 22 augmentant son capital de \$20,000 à \$60,000, par la création de 400 actions privilégiées de \$100 chacune, comprenant les droits, restrictions et privilèges mentionnés au susdit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 19 mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
29921 L. DÉSILETS.

Textile Merchants Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21 mars 1951, à la compagnie "Textile Merchants Ltd.", ratifiant son règlement No. 24 réduisant son capital de \$60,000 à \$52,400 par l'annulation de 760 actions ordinaires de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 21 mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
29921 L. DÉSILETS.

trictions and privileges enumerated in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 9th day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
29921-o Deputy Attorney General.

Kavanagh, Hodgson & Co. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of March, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Kavanagh, Hodgson & Co. Limited", ratifying its By-law No. 5 increasing its capital stock from \$5,000 to \$55,000 by the creation of 50,000 preferred shares of \$1 each, subject to the rights and restrictions enumerated in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
29921-o Deputy Attorney General.

Loudee Steel Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of March, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Loudee Steel Corporation", ratifying its by-Law No. 25 increasing its capital from \$149,000 to \$349,000 by the creation of 2,000 additional preferred shares of \$100 each, subject to the rights, restrictions and privileges enumerated in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 13th day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
29921-o Deputy Attorney General.

Tailor-Maid Lingerie Manufacturing Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of March, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Tailor-Maid Lingerie Manufacturing Company Limited", ratifying its By-Law No. 22 increasing its capital stock from \$20,000 to \$60,000, by the creation of 400 preferred shares of \$100 each, comprising the rights, restrictions and privileges mentioned in the aforesaid by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 19th day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
29921-o Deputy Attorney General.

Textile Merchants Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of March, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Textile Merchants Ltd.", ratifying its By-Law Number 24 reducing its capital stock from \$60,000 to \$52,400 by the cancellation of 760 common shares of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 21st day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
29921-o Deputy Attorney General.

The National Wallpaper & Paints Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 19 mars 1951, à la compagnie "The National Wallpaper & Paints Limited", ratifiant son règlement spécial "B" subdivisant et convertissant 600 actions communes de \$100 chacune en 6,000 actions privilégiées de \$10 chacune, sujettes aux droits et restrictions énumérés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 19 mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
29921 L. DÉSILETS.

The Upton Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276 des lettres patentes supplémentaires en date du 14 mars 1951, à la compagnie "The Upton Company Limited", 1) son règlement spécial "A" réduisant son capital autorisé de \$20,000 à \$4,500 par l'annulation de 155 actions ordinaires de \$100 chacune; 2) son règlement spécial "B" augmentant ledit capital autorisé de \$4,500 à \$129,500 par la création de 1,250 actions privilégiées de \$100 chacune, sujettes aux droits, restrictions et privilèges énumérés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 14 mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
29921 L. DÉSILETS.

AVIS DE CORRECTION**W. C. MACDONALD INCORPORATED**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a plus au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec de corriger les lettres patentes supplémentaires en date du 19 mars 1937 et les lettres patentes supplémentaires en date du 5 juillet 1941 de la compagnie "W. C. Macdonald Incorporated" de la manière suivantes: partout où il apparaît dans le nom de la compagnie, le millésime "(1930)" est enlevé, de sorte que, dans lesdites lettres patentes supplémentaires, au lieu de "W.C. Macdonald (1930) Incorporated", le nom de ladite compagnie doit se lire comme suit: "W. C. Macdonald Incorporated".

Daté du bureau du procureur général, le treize avril, 1951.

L'Assistant-procureur général,
29921-o L. DÉSILETS.

Assemblées

Les actionnaires de "La Compagnie de Chemin de Fer Alma & Jonquières" sont convoqués en assemblée générale annuelle le mardi, vingt-quatre avril 1951, à trois heures de l'après-midi, au numéro 2101 de l'immeuble Sun Life, à Montréal, Québec, Canada, pour recevoir les comptes de l'exercice 1950, procéder à l'élection des administrateurs et à la nomination des vérificateurs

The National Wallpaper & Paints Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of March, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "The National Wallpaper & Paints Limited", ratifying its Special By-law "B" subdividing and converting 600 common shares of \$100 each into 6,000 preferred shares of \$10 each, subject to the rights and restrictions enumerated in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 19th day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
29921-o Deputy Attorney General.

The Upton Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of March, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "The Upton Company Limited", ratifying: 1) its Special By-law "A" reducing its authorized capital stock from \$20,000 to \$4,500 by the cancellation of 155 common shares of \$100 each; 2) its Special By-law "B" increasing said authorized capital stock from \$4,500 to \$129,500 by the creation of \$1,250 preferred shares of \$100 each, subject to the rights, restrictions and privileges enumerated in the said By-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 14th day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
29921-o Deputy Attorney General.

NOTICE OF CORRECTION**W. C. MACDONALD INCORPORATED**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, the Lieutenant-Governor of the Province has been pleased to correct the supplementary letters patent, dated March 19, 1937, and the supplementary letters patent dated July 5, 1941, of the company "W. C. Macdonald Incorporated", in the following manner: wherever it appears, in the company's name, the year "(1930)" is deleted, so that in the said supplementary letters patent instead of "W. C. Macdonald (1930) Incorporated", the name of the said company shall read as follows: "W. C. Macdonald Incorporated".

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth of April, 1951.

L. DÉSILETS,
29921 Deputy Attorney General.

Meetings

The Annual Meeting of the Shareholders of "The Alma & Jonquières Railway Company" to receive the 1950 financial statements of the Company, to elect Directors and appoint Auditors for the ensuing year, and to transact such other business as may properly come before the meeting, will be held in Room 2101, Sun Life Building, Montreal, Quebec, Canada, on

pour le prochain terme d'office et pour délibérer sur toute autres question du ressort de l'assemblée. Tuesday, April 24th, 1951, at three o'clock in the afternoon.

29874-15-2-o Le Secrétaire,
PAUL LAROQUE.

29874-15-2-o PAUL LAROQUE,
Secretary.

LA COMPAGNIE DES TRAMWAYS
DE MONTRÉAL

MONTREAL TRAMWAYS
COMPANY

Assemblée générale annuelle

Annual General Meeting

Avis est par les présentes donné que, conformément aux règlements de la compagnie, l'assemblée générale annuelle des actionnaires de "La Compagnie des Tramways de Montréal" sera tenue aux bureaux de la compagnie, Immeuble des Tramways, 159 ouest, rue Craig, Montréal, à midi, jeudi le 26 avril 1951. Cette assemblée est convoquée pour la réception du rapport annuel, l'élection du nouveau conseil, et la délibération de toute autre question du ressort de l'assemblée.

Notice is hereby given that in accordance with the By-laws of the company, the Annual General Meeting of the shareholders of "Montreal Tramways Company" will be held at the company's offices, Tramways Building, 159 Craig Street West, Montreal, P.Q., at 12 o'clock noon, on Thursday, the 26th day of April, 1951. This meeting will be held for the reception of the Annual Report, Election of Directors, and the transaction of such other business as may legally come before said meeting.

Les registres de transfert seront fermés du 6 au 25 avril 1951 inclusivement.

The transfer books will be closed from the 6th day of April, 1951 to the 25th day of April, 1951, both days inclusive.

Montréal, le 16 mars 1951.

Montreal, March 16th, 1951.

Par ordre du conseil d'administration,
Le Secrétaire-trésorier,
T. D. ROBERTSON.

By order of the Board,
T. D. ROBERTSON,
Secretary-Treasurer.

Avis divers

Miscellaneous Notices

RÉGIME DES EAUX

WATER-COURSES' ACT

Chapitre 98, S.R.Q. 1941

Chapter 98, R.S.Q. 1941

*Avis de la demande du dépôt des plans
et spécifications*

*Notice of application and deposit of plans
and specifications*

Avis public est par les présentes donné conformément à la Loi du Régime des Eaux Courantes que la "Pembroke Electric Light Co., Limited," de la Ville de Pembroke, a exécuté certains travaux au barrage et à son usine électrique situés à High Falls, sur la Rivière Noire, dans le Canton de Waltham, dans le but d'améliorer le pouvoir d'eau et de donner un meilleur service.

Public notice is hereby given in accordance with Chapter 98, R.S.Q. 1941, that the "Pembroke Electric Light Co., Limited," of the Town of Pembroke, has executed certain works to the dam and power house situated at High Falls, on the Black River, in the Township of Waltham, with the object of improving the water power and give better service to the community.

Avis est aussi donné que la requête pour les dits travaux mentionnés aux plans et spécifications a été adressée au Ministre des Terres et Forêts, et qu'un duplicata desdits plans et spécifications a été déposé au Bureau d'Enregistrement de la Division de Pontiac à Campbell's Bay.

Notice is also given that the Petition to have the said works, mentioned in the plan and specifications, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of same has been deposited at the Registry Office of the Registration Division of Pontiac at Campbell's Bay.

La demande contenue dans la dite requête sera prise en considération par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.
Hull, le 22 mars 1951.

The application contained in the Petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the 10th day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.
Hull, March 22, 1951.

PEMBROKE ELECTRIC LIGHT CO.,
LIMITED,
Contresigné par le Vice-président,
D. N. ROGERS.
Le Secrétaire,
CYRIL J. WEBB.

PEMBROKE ELECTRIC LIGHT CO.,
LIMITED,
Countersigned per D. N. ROGERS,
Vice-President.
CYRIL J. WEBB,
Secretary.

Les Procureurs de la Requérante, —
29782-13-4-o STE-MARIE & STE-MARIE.

STE-MARIE & STE-MARIE,
Attorneys for Petitioner.
29782-13-4-o

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of

syndicat coopératif "Holy Cross Credit Union", en date du 21 mars 1951, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 2 avril 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29923-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société sous le nom de "Syndicat Catholique National du Textile de Méthot et Frères Ltée Laine du Cap St-Ignace", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 6 avril 1951.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Cap St-Ignace, comté de Montmagny.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29924-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Métiers de la Construction de Charlevoix", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 3 avril 1951.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à La Malbaie, comté de Charlevoix.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29925-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat National Catholique des Employés du Corduroy de St-Hyacinthe", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le 26 février 1951.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Hyacinthe, comté de Saint-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29926-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Instituteurs Catholiques de Montréal", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 16 avril 1951.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29933-o JEAN BRUCHÉSI.

foundation of the cooperative syndicate "Holy Cross Credit Union" under date the 21st day of March, 1951, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of April, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
29923 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat Catholique National du Textile de Méthot & Frères Ltée Laine du Cap St-Ignace", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interest of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on April 6, 1951.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Cap St-Ignace, county of Montmagny.

JEAN BRUCHÉSI,
29924 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat des Métiers de la Construction de Charlevoix", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members has been authorized by the Provincial Secretary on April 3, 1951.

The principal place of business of the said professional syndicate is at La Malbaie, county of Charlevoix.

JEAN BRUCHÉSI,
29925 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat National Catholique des Employés du Corduroy de St-Hyacinthe", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on February 26, 1951.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Hyacinthe, county of Saint-Hyacinthe.

JEAN BRUCHÉSI,
29926 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association des Instituteurs Catholiques de Montréal" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members has been authorized by the Provincial Secretary on April 16, 1951.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
29933 Under Secretary of the Province.

CHARLES SHRYBMAN LIMITED

Un règlement pour augmenter le nombre de directeur de la compagnie ci-dessus de trois à quatre.

Règlement N° 14

"14. Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de quatre directeurs."

(Seal)

29934-o

Le Secrétaire,
GRACE CODAS.

QUEBEC SHEET METAL CO. LTD.

Règlement spécial N° 24

1. Que le nombre des membres du bureau de direction de la compagnie soit et il est, par les présentes, diminué de quatre à trois.

2. Que les règlements de la compagnie soient et ils sont, par les présentes, modifiés pour se conformer au précédent.

Le précédent est une copie certifiée du règlement spécial N° 24 de la compagnie "Quebec Sheet Metal Co. Ltd." passé par les directeurs de la compagnie à une assemblée tenue le 7 février 1951 et dûment ratifié et confirmé à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie tenue le 7 février 1951 et dûment convoquée à cette fin, à laquelle les détenteurs d'au moins les deux tiers des actions émises et en cours de la compagnie votèrent favorablement.

29936

Le Secrétaire,
ELAINE NATHANSON.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "The Stelco Employees Credit Union, Notre Dame Works, Montreal", en date du 19 mars 1951, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 9 avril 1951.

29939-o

Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

CANADA FLUSHWOOD DOOR LIMITED

Extrait du procès-verbal de l'assemblée du conseil d'administration de "Canada Flushwood Door Limited," tenue au siège social de la compagnie, le 27 mars 1951 à midi.

"Règlement N° 8: Pour augmenter le nombre des Directeurs de la Compagnie de trois à cinq.

Qu'il soit et il est par les présentes statué que l'article N° 3 des règlements généraux N° 1 de la compagnie est modifié pour se lire comme suit:

"Nombre: Les affaires de la compagnie seront gérées par un conseil d'administration composé de cinq directeurs."

Certifié copie exacte du Règlement N° 8 de "Canada Flushwood Door Limited" adopté à une assemblée du conseil d'administration tenue le 27 mars 1951 et approuvé par le vote unanime

CHARLES SHRYBMAN LIMITED

By-Law increasing the number of Directors of the above company from three to four.

By-law No. 14

"14. The affairs of the Company shall be managed by a Board of Four Directors."

(Seal)

29934-o

GRACE CODAS,
Secretary.

QUEBEC SHEET METAL CO. LTD.

Special By-Law No. 24

1. The number of the board of directors of the Company be and it is hereby decreased from four to three.

2. The by-laws of the Company be and they are hereby amended to accord with the foregoing.

The foregoing is a certified copy of Special By-Law N° 24 of "Quebec Sheet Metal Co. Ltd." passed by the Directors of the Company at a Meeting held on the 7th day of February, 1951 and duly ratified and confirmed at a Special General Meeting of Shareholders of the Company held on the 7th day of February, 1951, duly convened for the purpose, at which there voted favourably the holdings of at least two-thirds of the issued and outstanding shares of the company.

29936-o

ELAINE NATHANSON,
Secretary.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "The Stelco Employees Credit Union, Notre Dame Works, Montreal" under date the 19th day of March, 1951, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of April, 1951.

29939

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

CANADA FLUSHWOOD DOOR LIMITED

Excerpt from the minutes of the meeting of the board of directors of "Canada Flushwood Door Limited", held at the head office of the company on the 27th of March, 1951, at noon.

"By-law No. 8: To increase the number of directors of the company from three to five.

Be it and it is hereby enacted that section No. 3 of the general by-laws No. 1 of the company is amended to read as follows:

"Number: The affairs of the company will be managed by a board of directors of five members."

Certified true copy of By-law No. 8 of "Canada Flushwood Door Limited", adopted at a meeting of the board of directors held on the 27th day of March, 1951, and approved by the

des actionnaires présents à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin et tenue le 3 avril 1951.
(Sceau)

29951-o Le Secrétaire-trésorier,
L. N. PAUL.

WENDELL MINERAL PRODUCTS LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Règlement spécial "C"

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs de la compagnie.

Attendu qu'il est opportun et de l'intérêt de la compagnie que le nombre des directeurs soit augmenté de six à sept.

Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété, que les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de sept directeurs dont quatre formeront quorum.

Je, M. W. Wegler, secrétaire de la compagnie "Wendell Mineral Products Limited" (Libre de responsabilité personnelle), certifie, par les présentes, que le précédent est une vraie copie du règlement spécial "C" décrété par le bureau de direction à son assemblée tenue le 9 avril 1951, en la cité de Montréal, province de Québec, et ratifié et confirmé à une assemblée des actionnaires de la compagnie tenue le 16 avril 1951, à laquelle les détenteurs de 1,984,200 actions du capital-actions émis de la compagnie étaient présents et votèrent à l'unanimité en faveur de sanctionner et ratifier ledit règlement.

Montréal, Québec, le 17 avril 1951.
(Sceau)

29952 Le Secrétaire,
M. W. WEGLER.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a décrété, le 17 avril 1951, la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel "L'Association des Professeurs des Écoles Normales Catholiques de Québec", et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles que modifiées.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 18 avril 1951.

29953-o Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

ASTORIA SHIRT LIMITED

Siège social, Montréal, Québec

Un règlement pour augmenter le nom des directeurs de trois à cinq.

Règlement N° 3a

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de la compagnie "Astoria Shirt Limited", ce qui suit:

Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de cinq (5) directeurs.

(Sceau)
29963 Le Secrétaire,
ERNEST PAPPELBAUM.

unanimous vote of the shareholders present at a special general meeting called for such purpose and held on the 3rd day of April, 1951.
(Seal)

29951 L. N. PAUL,
Secretary-Treasurer.

WENDELL MINERAL PRODUCTS LIMITED
(No Personal Liability)

Special By-law "C"

A By-law to increase the number of Directors of the Company.

Whereas it is expedient and in the interests of the Company that the number of Directors be increased from six to seven.

Be and it is hereby enacted that the affairs of the Company shall be managed by a Board of seven directors, four of whom shall form a quorum.

I, M. W. Wegler, Secretary of "Wendell Mineral Products Limited," (No Personal Liability) hereby certify the foregoing to be a true copy of Special By-law "C" enacted by the Board of Directors at its meeting held on the 9th day of April, 1951, at the City of Montreal, Province of Quebec, and ratified and confirmed at a meeting of the Shareholders of the Company held on the 16th day of April, 1951, at which were present the holders of 1,984,200 shares of the issued capital stock of the Company who voted unanimously in favour of sanctioning and ratifying the said By-law.

Montreal, Quebec, April 17th, 1951.
(Seal)

29952-o M. W. WEGLER,
Secretary.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, under date of April 17, 1951, enacted the termination of the corporate existence of the professional syndicate "L'Association des Professeurs des Ecoles Normales Catholiques du Québec", and such in conformity with the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as amended.

Given at the office of the Provincial Secretary, April 18, 1951.

29953 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

ASTORIA SHIRT LIMITED

Head Office, Montreal, Quebec

By-law increasing the number of Directors from three to five.

By-law No. 3a

Be it enacted and it is hereby enacted as a By-law of "Astoria Shirt Limited," as follows:

The affairs of the Company shall be managed by a Board of five (5) Directors.

(Seal)
29963-0 ERNEST PAPPELBAUM,
Secretary.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "L'Unité Économique de Thetford Mines", en date du 17 avril 1951, dont le siège social est situé à Thetford-Mines, comté de Mégantic, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 18 avril 1951.

Le Sous-secrétaire de la province,
29957-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "L'Unité Économique de Thetford Mines", under date the 17th day of April 1951, whereof the head office is at Thetford-Mines, county of Mégantic, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th of April, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
29957 Under Secretary of the Province.

Avis est donné que, sur recommandation de l'Assistant-procureur général, l'amendement aux règlements de "Dominion Bridge Recreation Club Inc.", tel qu'adopté à l'assemblée tenue le 8 janvier 1951, a été approuvé par l'Honorable Secrétaire de la Province en date du 11 avril 1951, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 13 avril 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29959 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the amendment to the By-laws of "Dominion Bridge Recreation Club Inc.", as adopted at the meeting held on January 8th, 1951, was approved by the Honourable the Provincial Secretary on April 11th, 1951, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act (R.S.Q. 1941, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
29959-o Under-Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de St-Luc", en date du 12 mars 1951, dont le siège social est situé à Saint-Luc, comté de Saint-Jean, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 2 avril 1951.

Le Sous-secrétaire de la province,
29960-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de St-Luc" under date the 12th day of March, 1951, whereof the head office is at Saint-Luc, county of Saint John's and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of April, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
29960 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "The Monsanto Employees' Association - Montreal Plant", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par l'Honorable Secrétaire de la Province en date du 18 avril 1951.

La principale place d'affaires dudit syndicat professionnel est à Ville LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29964 JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association, under the name of "The Monsanto Employees' Association - Montreal Plant", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Honourable the Provincial Secretary on April 18, 1951.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Ville LaSalle, in the judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
29964-o Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif de Cases et Entrepôts Frigorifiques de Victoriaville", en date du 20 janvier 1951, dont le siège social est situé à Victoriaville, comté d'Arthabaska, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 31 janvier 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29972-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif de Cases et Entrepôts Frigorifiques de Victoriaville" under date twentieth day of January, 1951, whereof the head office is at Victoriaville, county of Arthabaska, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this thirty-first day of January, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
29972 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Employés de Eastern Dress (Eastern Dress Employees' Association)", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 18 avril 1951.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29967-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Employés de Eastern Dress (Eastern Dress Employees' Association)" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members has been, authorized by the Provincial Secretary on April 18, 1951.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
29967 Under Secretary of the Province.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 382

Québec, le 12 avril 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans l'Île de Montréal, la cité de Saint-Lambert et les villes de Jacques-Cartier, Mackayville, Préville, Lemoyne et Greenfield Park.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier et de coiffeur dans l'Île de Montréal, la cité de Saint-Lambert et les villes de Jacques-Cartier, Mackayville, Préville, Lemoyne et Greenfield Park, rendue obligatoire par le décret numéro 2162 du 20 août 1941, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 3 mars 1951;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 2162, soit modifié comme suit:

1° Les mots suivants sont ajoutés à la fin des paragraphes "e" et "f" de l'article I:

"Durant les mois d'octobre à juin inclusivement, et quarante-neuf (49) heures durant les mois de juillet, août et septembre."

2° Les paragraphes "a", "b", "e" et "g" de l'article III sont remplacés par les suivants:

"a) Le maximum des heures de travail pour le compagnon barbier-coiffeur et l'apprenti barbier-coiffeur est de cinquante (50) heures par semaine de travail durant les mois d'octobre à juin inclusivement et de quarante-neuf (49) heures durant les mois de juillet, août et septembre."

"b) Les heures de travail dans un salon de barbier-coiffeur sont réparties comme suit:

Entre 8.30 a.m. et 6.30 p.m. les lundi, mardi, mercredi et jeudi;

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 382

Quebec, April 12, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments to the decree relating to the barber and hairdressing trades in the Island of Montreal, the city of St. Lambert and the towns of Jacques-Cartier, Mackayville, Preville, Lemoyne and Greenfield Park.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the Island of Montreal, the city of St. Lambert and the towns of Jacques-Cartier, Mackayville, Preville, Lemoyne and Greenfield Park, rendered obligatory by the decree number 2162 of August 20, 1941, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree, as amended;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 3, 1951;

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 2162, be amended as follows:

1. The following words are added at the end of subsection "e" and "f" of section I:

"during the months of October to June inclusive, and forty-nine (49) hours during the months of July, August and September."

2. Subsections "a", "b", "e" and "g" of section III are replaced by the following:

"a) The maximum hours of work for the journeyman barber-hairdresser and the apprentice barber-hairdresser if fifty (50) hours per week of work during the months of October to June inclusive, and forty-nine (49) hours during the months of July, August and September."

"b) The hours of work in a barber-hairdresser parlor are distributed as follows:

Between 8.30 a.m. and 6.30 p.m. Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday;

Entre 8.30 a.m. et 8.00 p.m. les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées mentionnées dans le présent décret, durant les mois d'octobre à juin inclusivement.

Entre 8.30 a.m. et 8.00 p.m. le vendredi et 7.00 p.m. les samedi, durant les mois de juillet, août et septembre."

"e) L'employeur barbier-coiffeur doit donner à son compagnon barbier-coiffeur régulier ou à son apprenti barbier-coiffeur, six (6) heures consécutives de congé, au cours de chaque semaine où il n'y a pas de fêtes chômées. Ces heures doivent être prises à même celles spécifiées au paragraphe "b" de cet article comme étant les heures de travail durant la semaine."

"g) L'employeur barbier-coiffeur doit retarder l'heure d'entrée au travail du compagnon barbier-coiffeur régulier et de l'apprenti barbier-coiffeur afin que le maximum de cinquante (50) heures de travail par semaine, durant les mois d'octobre à juin inclusivement, et de quarante-neuf (49) heures de travail par semaine, durant les mois de juillet, août et septembre, fixé par le décret, ne soit jamais dépassé."

3. L'article IV est remplacé par le suivant:

"IV. *Taux de salaires*: a) Les taux de salaires minima suivants doivent être payés:

Pour chaque compagnon barbier-coiffeur régulier, trente dollars (30.00) par semaine, plus une commission de 50% sur les recettes de son travail excédant quarante-et-un dollars (\$41.00) par semaine.

Pour chaque compagnon barbier-coiffeur sur numéraire: \$0.65 pour chaque heure de travail, plus une commission de 10% sur les recettes brutes de son travail. Toutefois, lorsque les recettes de son travail atteignent ou excèdent la somme de quarante-et-un (\$41.00) et que ledit salarié a travaillé pendant 30 heures ou plus durant la semaine, il doit être rémunéré au même tarif que le compagnon barbier-coiffeur régulier.

Remarque: Nonobstant les dispositions de l'alinéa précédent, il est interdit à tout employeur de réduire la durée du travail d'un compagnon barbier-coiffeur qui, habituellement, travaille cinquante (50) heures par semaine durant les mois d'octobre à juin inclusivement, et quarante-neuf (49) heures par semaine durant les mois de juillet, août et septembre.

b) Les salaires mentionnés au paragraphe "a" de cet article doivent être payés au moins chaque semaine.

c) Tout employeur barbier-coiffeur qui loge ou nourrit son compagnon barbier-coiffeur ou apprenti barbier-coiffeur ne peut exiger de ceux-ci plus de cinq dollars (\$5.00) par semaine pour le gîte et de six dollars (\$6.00) par semaine pour la nourriture."

4. Le début de l'article V jusqu'aux mots "flambage des cheveux... \$0.25" est modifié pour se lire comme suit:

"V. *Prix minima des services*: Les employeurs professionnels, les artisans et les salariés doivent charger au public les prix minima suivants pour les services ci-dessous énumérés. Ces taux sont payables en monnaie légale et doivent être exigés aussitôt le travail terminé:

Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes, les lundi, mardi, mercredi, jeudi, et vendredi.....	\$ 0.65
Les samedi et veilles de fêtes spécifiées dans le décret.....	0.75
Coupe de cheveux pour enfants des deux sexes, de moins de 15 ans, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi jusqu'à 5.00 p.m.....	0.35

Between 8.30 a.m. and 8.00 p.m. Friday, Saturday and eves of holidays mentioned in the present decree, during the months of October to June inclusive.

Between 8.30 a.m. and 8.00 p.m. Friday, and 7.00 p.m. Saturday, during the months of July, August and September."

"e) The barber-hairdresser's employer shall give his regular journeyman barber-hairdresser or his apprentice barber-hairdresser six consecutive hours off in the course of each week in which no holiday occurs. These hours shall be taken among the working hours of the week, as established in subsection "b" of this section."

"g) The barber-hairdresser's employer shall delay the starting hour of the regular journeyman barber-hairdresser and of the apprentice barber-hairdresser in order to avoid exceeding the maximum of fifty (50) hours of work per week during the months of October to June inclusive, and of forty-nine (49) hours of work per week during the months of July, August and September, as established in the decree."

3. Section IV is replaced by the following:

"IV. *Rates of Wages*: a) The minimum rates of wages shall be as follows:

For every regular journeyman barber-hairdresser, thirty dollars (\$30.00) per week plus a 50% commission on the receipts of his work exceeding forty-one dollars (\$41.00) per week.

For every occasional journeyman barber-hairdresser: \$0.65 per hour plus a 10% commission on the gross receipts of his work. However, when the receipts of his work attain or exceed the amount of forty-one (\$41.00) and when the said employee has worked a minimum of 30 hours during the week, he shall be paid the rate of the regular journeyman barber-hairdresser.

Proviso: Notwithstanding the provisions of the foregoing paragraph, no employer may reduce the hours of work of a journeyman barber-hairdresser who, habitually, works fifty (50) hours per week during the months of October to June inclusive, and forty-nine (49) hours per week during the months July, August and September.

b) The wages mentioned in subsection "a" of this section shall be paid at least every week.

c) Every barber-hairdresser's employer who lodges and boards his journeyman barber-hairdresser or apprentice barber-hairdresser shall not charge more than five dollars (\$5.00) per week for lodging, and six dollars (\$6.00) per week for board."

4. The lead of Section V down to the words "singeing of the hair... \$0.25" is modified to be read as follow:

"V. *Minimum prices of services*: The professional employers, the artisans and the employees shall charge to the public the following minimum prices for the services hereunder enumerated. These rates are payable in currency as soon as the work is done:

Haircut for adults, male and female:	
Monday, Tuesday, Wednesday,	
Thursday and Friday.....	\$0.65
Saturday and eves of holidays mentioned in the decree.....	0.75
Haircut for children, male and female, under 15 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday,	
Thursday and Friday until 5.00 p.m.....	0.35

le vendredi à partir de 5.00 p.m., les samedi et veilles de fêtes chômées spécifiées dans le décret..... 0.55
 Barbe, tous les jours de la semaine.... 0.40"
 5. Les paragraphes "l" et "o" de l'article VI sont remplacés par les suivants:

"l) Le nombre d'heures de travail dans un salon de barbier ne doit pas être de moins de quarante-cinq (45) heures ni dépasser cinquante (50) heures par semaine, durant les mois d'octobre à juin inclusivement et quarante-neuf (49) heures par semaine durant les mois de juillet, août et septembre."

"o) Le salaire hebdomadaire de l'apprenti est le suivant:

Du 4ème au 6ème mois d'apprentissage ou de la sortie du centre d'apprentissage au 6ème mois.....	\$12.00
Deuxième semestre	15.00
Troisième semestre	18.00
Quatrième semestre	21.00
Cinquième semestre	24.00
Sixième semestre	28.00"

6. Le paragraphe "c" de l'article VII est remplacé par le suivant:

"c) Les manucures sont sujettes aux heures de travail suivantes:

Quarante-huit (48) heures pour chaque semaine de travail, réparties comme suit:

Entre 9.00 a.m. et 6.30 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi;

Entre 9.00 a.m. et 8.00 p.m., les vendredi, samedi et veilles de fêtes mentionnées dans le présent décret pour les mois d'octobre à juin inclusivement.

Entre 9.00 a.m. et 7.00 p.m., les samedi et veilles de fêtes chômées, durant les mois de juillet, août et septembre."

(Document "B" annexé à l'arrêté)

29958-o A. MORISSET,
 Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
 CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 382

Québec, le 12 avril 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "E"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle et Témiscamingue.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie et aux métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle et Témiscamingue, rendue obligatoire par le décret numéro 1254 du 10 novembre 1949, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 3 mars 1951;

ATTENDU qu'une objection a été formulée et qu'elle a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Friday from 5.00 p.m., Saturday and eves of holidays mentioned in the decree..... 0.55
 Shave, every day of the week..... 0.40"
 5. Subsections "l" and "o" of section VI are replaced by the following:

"l) The number of working hours in a barber shop shall not be less than forty-five (45) nor more than fifty (50) per week during the months of October to June inclusive, and forty-nine (49) per week during the months of July, August and September."

"o) The weekly wages of the apprentice is as follows:

From the 4th to the 6th month of apprenticeship or from the time the apprentice leaves the apprenticeship center to the 6th month.....	\$12.00
Second six months	15.00
Third six months	18.00
Fourth six months	21.00
Fifth six months.....	24.00
Sixth six months.....	28.00"

6. Subsection "c" of section VII is replaced by the following:

"c) Manicure are subject to the following hours of work:

Forty-eight (48) hours per week distributed as follows:

Between 9.00 a.m. and 6.30 p.m., Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday;

Between 9.00 a.m. and 8.00 p.m., Friday, Saturday and eves of holidays mentioned in the present decree for the months of October to June inclusive;

Between 9.00 a.m. and 7.00 p.m., Saturday and holiday eves, during the months of July, August and September."

(Document "B" annexed to the order.)

29958-o A. MORISSET,
 Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
 EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 382

Quebec, April 12, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "E"

CONCERNING amendments to the decree relating to the construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle and Temiscamingue.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle and Temiscamingue, rendered obligatory by the decree number 1254 of November 10, 1949, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree, as amended;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 3, 1951;

WHEREAS one objection has been raised and was considered in pursuance of the provisions of the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

QUE ledit décret, numéro 1254, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "a" de l'article I est radié et remplacé par le suivant:

"a) *Charpentier-menuisier*: Le terme "charpentier-menuisier" désigne tout salarié qui travaille avec des outils ordinairement utilisés par des menuisiers-charpentiers, qui fait l'assemblage de pièces de bois, de planches murales en composition, peinturées ou tapissées, travaille la charpente, s'occupe de toutes les réparations des objets en bois, fait des planchers, pose les châssis et les fenêtres, les paravents, (bois ou métal), les divisions de portes et de châssis d'acier, prépare les formes à béton (boutique ou chantier) et est préposé à l'exécution de tous les travaux en bois sur un chantier de construction et au grattage des planchers à la main; en un mot, qui exécute tout travail concernant le posage et la réparation du bois."

2° A l'article III, les taux de salaires minima suivants sont substitués à ceux apparaissant actuellement dans le décret, dans la zone I, pour les métiers ci-après:

"Peintre.....	\$1.22
Briqueteur.....	1.70
Macon.....	1.70
Journalier:	
jusqu'au 1er mai 1951.....	0.85
après le 1er mai 1951.....	0.90"

3° L'article VII est radié et remplacé par le suivant:

"VII. Tout travail urgent ou spécial qui, pour des raisons trouvées suffisantes, ne peut être exécuté durant la période quotidienne de travail susmentionnée, peut être fait en n'importe quel autre temps de la journée, pourvu que l'employeur en avertisse le Comité paritaire. Ce travail est sujet au taux régulier, plus \$0.10 l'heure, à condition que le salarié n'ait pas travaillé durant le jour."

(Document "E" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

29974-o

Greffier du Conseil Exécutif.

THAT the said decree, number 1254, be amended as follows:

1. Subsection "a" of section I is deleted and the following substituted therefor:

"a) *Carpenter-joiner*: The term "carpenter-joiner" means any employee who works with tools ordinarily used by carpenter-joiners, who does the assembling of pieces of wood, composition wall-boards, either painted or papered, does frame-work, repairs all kinds or wooden article repairs, lays floors, erects window-frame and windows, screens (wood or metal), steel door and window partitions, makes concrete forms (shop or job), and does all wood work on a construction job as well as floor hand-scraping; in brief, he does all work connected with wood laying and repair."

2. In section III, the following minimum wage rates replace those actually mentioned in the decree for zone I and for the trades hereafter mentioned:

"Painter.....	\$1.22
Bricklayer.....	1.70
Mason.....	1.70
Labourer:	
until May 1, 1951.....	0.85
after May 1, 1951.....	0.90"

3. Section VII deleted and the following substituted therefor:

"VII. All urgent or special work which, for sufficient reasons, cannot be performed during the daily period of work above mentioned may be carried out at any other time of the day providing the employer notifies the Parity Committee. Such work is subject to the regular rates plus \$0.10 per hour, but the employees shall not work during the day."

(Document "E" annexed to the order)

A. MORISSET,

29974-o

Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Número 382

Québec, le 12 avril 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie du verre dans les cités de Québec, Lévis et Sillery et les villes de Québec-Ouest et Lauzon.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du verre dans les cités de Québec, Lévis et Sillery et les villes de Québec-Ouest et Lauzon, rendue obligatoire par le décret numéro 878 du 2 août 1950, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 3 mars 1951;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 382

Quebec, April 12, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING amendments to the decree relating to the glass processing industry in the cities of Quebec, Levis and Sillery and the towns of Quebec-West and Lauzon.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the glass processing industry in the cities of Quebec, Levis and Sillery and the towns of Quebec-West and Lauzon, rendered obligatory by the decree number 878 of August 2, 1950, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 3, 1951;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 878, soit modifié comme suit:

1° L'article III est radié et remplacé par le suivant:

"III. *Classification et salaires*: a) Les taux de salaires sont les suivants pour les salariés des classifications ci-après mentionnées:

SECTION 1

Classifications	Salaire horaires			
	A	B	C	Première année
Monteur.....	\$1.03	\$0.91	\$0.75	\$0.65
Biseauteur.....	1.00	0.88	0.75	0.65
Argenteur.....	1.00	0.88	0.75	0.65
Tailleur.....	1.00	0.88	0.75	0.65

SECTION 2

Classifications	Salaire horaires		
	B	C	Première année
Polisseur de rayures, polisseur (disque horizontal), vérificateur, polisseur de biseaux, polisseur (courroie), givreur, sableur, dessinateur.....	\$0.83	\$0.70	\$0.60

Aide-argenteur, aspergeur..	0.76	0.65	0.55
Expéditeur (plein temps) ..	0.93	0.77	0.65
Empaqueur.....	0.81	0.70	0.60
Conducteur de camions. . .	0.86	0.72	0.60
Aide d'entrepôt et aide monteur.....	0.78	0.68	0.60

b) L'employeur peut faire travailler un salarié temporairement dans une catégorie autre que la sienne mais le salaire de ce dernier doit demeurer inchangé.

c) Dans la section 1 du paragraphe "a" du présent article, sont classés "A" les salariés qui ont terminé leur apprentissage et ont plus de 54 mois d'expérience dans le métier dans lequel ils sont classifiés; sont classés "B" les salariés qui ont terminé leur apprentissage et ont plus de 36 mois et moins de 54 mois d'expérience dans le métier dans lequel ils sont classifiés; sont classés "C" les salariés qui n'ont pas fait leur apprentissage et ont plus de 12 mois et moins de 36 mois d'expérience dans le métier dans lequel ils sont classifiés; sont classés première année, les salariés qui n'ont pas fait leur apprentissage et qui ont moins de 12 mois d'expérience dans le métier dans lequel ils sont classifiés.

d) Dans la section 2 du paragraphe "a" du présent article, sont classés "B" les salariés qui n'ont pas fait d'apprentissage et ont plus de 36 mois d'expérience dans le métier ou l'emploi dans lequel ils sont classifiés; sont classés "C" les salariés qui n'ont pas fait d'apprentissage et ont plus de 12 mois et moins de 36 mois d'expérience dans le métier ou l'emploi dans lequel ils sont classifiés; sont classés première année, les salariés qui n'ont pas fait d'apprentissage et ont moins de 12 mois d'expérience dans le métier ou l'emploi dans lequel ils sont classifiés."

e) Le Comité paritaire chargé de surveiller l'application du présent décret ou le Bureau des Examineurs formé par lui, peut tenir compte de l'expérience et des autres qualifications des salariés concernés pour déterminer la compétence de chacun et leur classification."

2° Les mots "la Saint-Jean-Baptiste" sont ajoutés après les mots "le Jour de Noël" apparaissent au paragraphe "b" de l'article V.

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour.

THAT the said decree, number 878, be amended as follows:

1° Section III is deleted and the following substituted therefor:

"III. *Classifications and wages*: a) The rates of wages are as follows for the employees of the classifications hereafter mentioned:

PART 1

Classification	Hourly rates			
	A	B	C	First year
Setters.....	\$1.03	\$0.91	\$0.75	\$0.65
Bevellers.....	1.00	0.88	0.75	0.65
Silverers.....	1.00	0.88	0.75	0.65
Cutters.....	1.00	0.88	0.75	0.65

PART 2

Classification:	Hourly rates		
	B	C	First year
Scratch polishers, spinners, examiners, buffers, belt workers, froster, sand polishers, draughtsmen . . .	\$0.83	\$0.70	\$0.60

Silverer's helpers, spray painters.....	0.76	0.65	0.55
Shippers (full time).....	0.93	0.77	0.65
Packers.....	0.81	0.70	0.60
Truck drivers.....	0.86	0.72	0.60

Warehousemen's and setters' helpers..... 0.78 0.68 0.60

b) An employer may temporarily put an employee to work in a category other than his but the wages of such employee shall remain unchanged.

c) In part I of subsection "a" of the present section, employees who have completed their apprenticeship and have more than 54 months of experience in their trade are classified in A; employees who have completed their apprenticeship and have more than 36 and less than 54 months of experience in their trade are classified in B; employees who have not completed their apprenticeship and have more than 12 and less than 36 months of experience in their trade are classified in "C"; employees who have not served their apprenticeship and have less than 12 months of experience in their trade are classified in "first year".

d) In part 2 of subsection "a" of the present section, employees who have served no apprenticeship and have more than 36 months of experience in their trade or occupation are classified in "B"; employees who have served no apprenticeship and have more than 12 and less than 36 months of experience in their trade or occupation are classified in "C"; employees who have served no apprenticeship and have less than 12 months of experience in their trade or occupation are classified in "first year".

e) The Parity Committee entrusted with the administration of the present decree, or the Board of Examiners formed by it, will take into account the experience and other qualifications of the employees concerned to determine their competency and classification."

2. The words "St. Jean Baptiste Day" are added after the words "Christmas Day" mentioned in subsection "b" of section V.

3° L'article VII est remplacé par le suivant:
 "VII. *Jours chômés et payés*: Le Jour de Noël, le Premier de l'An, la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail sont des jours chômés et payés. La rémunération du salarié pour ces jours de fêtes doit être calculée à raison de salaire simple pour le nombre d'heures qu'il aurait normalement effectuées ces jours-là, pourvu qu'il ait travaillé le jour ouvrable qui précède et celui qui suit le jour de fête, à moins d'une permission accordée par l'employeur."

4° Le paragraphe "e" de l'article X est remplacé par le suivant:

"e) La proportion des apprentis par rapport aux salariés qualifiés, auxquels réfèrent la Section I du paragraphe "a" et le paragraphe "c" de l'article III, est comme suit:

<i>Salariés qualifiés:</i>	<i>Nombre d'apprentis:</i>
1 à 3	1
4 à 8	2
9 à 13	3
14 à 19	4
20 à 25	5
26 à 31	6
32 à 40	7
Plus de 40	Un apprenti additionnel par 10 salariés additionnels desdites catégories.

Il est nécessaire qu'un employeur ait un salarié qualifié dans une des catégories de la Section I du paragraphe "a" de l'article III pour avoir droit à un apprenti de la même classification d'emploi."

5° Les présents amendements sont obligatoires à compter du 1er février 1951.
 (Document "C" annexé à l'arrêté.)

A. MORISSET,
 29974-o Greffier du Conseil Exécutif.

3. Section VII is replaced by the following:
 "VII. *Holidays with pay*: Christmas Day, New Year's Day, St. Jean Baptiste Day, Labour Day shall be holidays with pay. The employee's pay for these days shall be computed on the regular rate for the number of hours which would be worked providing he is at work the working day before and the one following the holiday, unless otherwise authorized by the employer."

4. Subsection "e" of section X is replaced by the following:

"e) The proportion of apprentices in respect of skilled workers, referred to in part 1 of subsection "a" and in subsection "c" of section III, is as follows:

<i>Skilled workers</i>	<i>Apprentices</i>
1 to 3	1
4 to 8	2
9 to 12	3
14 to 19	4
20 to 25	5
26 to 31	6
32 to 40	7
Over 40	One additional apprentice to each 10 additional employees in said categories.

An employer must have at least one skilled worker in one of the categories of part 1 of subsection "a" of section III to be entitled to one apprentice of the same classification."

5. The present amendments shall come into force as from February 1, 1951.
 (Document "C" annexed to the order.)

A. MORISSET,
 29974-o Clerk of the Executive Council.

Chartes — Abandon de

ARTRUST HOLDING CORPORATION

Conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Artrust Holding Corporation" donne, par les présentes, avis que cette compagnie s'adressera au Procureur général et au Ministère des affaires municipales, de l'industrie et du commerce de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il leur plaira de fixer.

Daté le 16 avril 1951.

29927 Le Secrétaire,
 C. B. COOKE.

AVIS

Avis est par les présentes donné que, le ou vers le 25 avril courant, "The St. Lawrence Progressive Real Estate Company Limited" compagnie incorporée par lettres patentes émises sous le grand Sceau de la Province de Québec, le 13 novembre 1916, demandera au Procureur général de la Province, la permission d'abandonner sa charte.

29929-o ST. LAWRENCE PROGRESSIVE
 REAL ESTATE COMPANY LIMITED,
 Par le Président,
 ELZÉAR BEAUREGARD.

Charters — Surrender of

ARTRUST HOLDING CORPORATION

Under the provisions of the Quebec Companies, Act, "Artrust Holding Corporation" hereby gives notice that this company will apply to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter and its cancellation from a date to be fixed by them.

Dated this 16th day of April, 1951.

29927-o C. B. COOKE,
 Secretary.

NOTICE

Notice is hereby given that on or about the 25th of April instant, "The St. Lawrence Progressive Real Estate Company Limited", a company incorporated by letters patent issued under the Great Seal of the Province of Quebec, on November 13, 1916, will apply to the Attorney General of the Province for leave to surrender its charter.

29929 ST. LAWRENCE PROGRESSIVE
 REAL ESTATE COMPANY LIMITED,
 per ELZÉAR BEAUREGARD,
 President.

Avis est donné par les présentes, que "Ideal Securities Corp." demandera la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date à être déterminée.

Montréal, 12 avril 1951.

IDEAL SECURITIES CORP.

Par les Procureurs,

GARBER & BLUMENSTEIN.

29928-o

Notice is hereby given that "Ideal Securities Corp." will apply for leave to surrender its charter at a date to be fixed.

Montreal, April 12th, 1951.

IDEAL SECURITIES CORP.

per GARBER & BLUMENSTEIN,
Attorneys.

29928-o

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Amcan Furs Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 29 décembre 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze avril 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 16 avril 1951.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

29938

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Amcan Furs Limited", incorporated by letters patent dated the 29th day of December, 1944.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of April, 1951, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 16th day of April, 1951.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

29938-o

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "B. Wigdor Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 décembre 1930.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze avril 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 16 avril 1951.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

29938

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "B. Wigdor Inc." incorporated by letters patent dated the 12th day of December, 1930.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of April, 1951, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 16th day of April, 1951.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

29938-o

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Employing printers Association of Montreal Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes en date du 13 décembre 1926.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze avril 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 16 avril 1951.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS,

29938

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Employing Printers Association of Montreal Incorporated" incorporated by letters patent dated the 13th day of December, 1926.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of April, 1951, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the sixteenth day of April, 1951.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

29938-o

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Mansions, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 3 avril 1914.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze avril 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 16 avril 1951.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

29938

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Mansions, Limited" incorporated by letters patent dated the 3rd day of April, 1914.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of April, 1951, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 16th day of April, 1951.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

29938-o

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Monthew Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 16 juillet 1937.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze avril 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 16 avril 1951.

L'Assistant-procureur général,
29938 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Monthew Limited" incorporated by letters patent dated the 16th day of July, 1937.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of April, 1951, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 16th day of April, 1951.

L. DÉSILETS,
29938-o Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Montreal Mart Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 novembre 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze avril 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 16 avril 1951;

L'Assistant-procureur général,
29938 L. DÉSILETS,

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Montreal Mart Inc." incorporated by letters patent dated the 30th day of November, 1944.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of April, 1951, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 16th day of April, 1951.

L. DÉSILETS,
29938-o Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Palace Hotel Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 25 février 1932.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze avril 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 16 avril 1951.

L'Assistant-procureur général,
29938 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Palace Hotel Co. Ltd." incorporated by letters patent dated the 25th day of February, 1932.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of April, 1951, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 16th day of April, 1951.

L. DÉSILETS,
29938-o Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "R. M. Rainville & Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 13 décembre 1940.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze avril 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 16 avril 1951.

L'Assistant-procureur général,
29938 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "R. M. Rainville & Co. Ltd." incorporated by letters patent dated the 13th day of December, 1940.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of April, 1951, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the sixteenth day of April, 1951.

L. DÉSILETS,
29938-o Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "St. Lawrence Wood Heel Limited",

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "St. Lawrence Wood Heel Limited" incorp-

constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 avril 1949.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze avril 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 16 avril 1951.

L'Assistant-procureur général,
29938 L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Trans-Canada Export Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 février 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze avril 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 16 avril 1951.

L'Assistant-procureur général,
29938 L. DÉSILETS.

porated by letters patent dated the 9th day of April, 1949.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of April, 1951, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 16th day of April, 1951.

L. DÉSILETS,
29938-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Trans-Canada Export Limited" incorporated by letters patent dated the 9th day of February, 1944.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of April, 1951, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 16th day of April, 1951.

L. DÉSILETS,
29938-o Deputy Attorney General.

Compagnie autorisée à faire des affaires

Avis est donné que la compagnie "Monarch Overall Manufacturing Company, Limited" a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec, et sujets aux mêmes formalités telles que prescrites par les Lois existantes de cette Province.

L'agent principal de la compagnie dans cette Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle, est M. Philip Meyerovitch, C.R., de la cité de Montréal.

Le bureau principal de la corporation pour la province de Québec est à chambre 22, Hôtel Mont-Royal, en ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 16 avril 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29937 JEAN BRUCHÉSI.

Company Licensed to do Business

Notice is hereby given that "Monarch Overall Manufacturing Company, Limited" has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred upon the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec and subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

The chief agent of the Company is this Province for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it is Mr. Philip Meyerovitch, K.C., of the City of Montreal.

The principal office of the Corporation for the Province of Quebec is at Room 22, Mount Royal Hotel, in the said City of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of April, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
29937-o Under-Secretary of the Province.

Département de l'Agriculture Industrie Laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 51-Sp-IV

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 18 avril 1951, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures a.m.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r.,

Department of Agriculture Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 51-Sp-IV

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, April 18th, 1951, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal at 10 o'clock a.m.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache,

Aviseur légal et Roland Camirand, Inspecteur général des Produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'Industrie Laitière dans la région de Drummondville.

K.C. Legal Adviser and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Drummondville,

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Drummondville.

2° La région de Drummondville comprend la ville de Drummondville et les municipalités de Grantham, Saint-Joseph-de-Grantham, Grantham Ouest et Saint-Simon-de-Drummond.

3° Il ne sera permis de livrer du lait ou de la crème dans la région de Drummondville que les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi.

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.
29971-o

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Drummondville.

2. The region of Drummondville includes the town of Drummondville and the municipalities of Grantham, Saint-Joseph-de-Grantham, Grantham West and Saint-Simon-de-Drummond.

3. Delivery of milk or cream within the region of Drummondville will be permitted only on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and Saturday.

The present Order shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
29971-o

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 1168-47

Québec, le 5 avril 1951.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire protestante de La Grande Fresnière, dans le comté des Deux-Montagnes, pour les protestants seulement et pour toutes fins scolaires protestantes, les lots 50 à 84 inclusivement, de la paroisse de Ste-Dorothée, dans le comté de Laval et la municipalité des Iles Laval, dans le comté de Laval, qui est formée des lots 236 à 239 inclusivement, et les petites îles non-numérotées se trouvant dans les limites de cette municipalité.

Ce territoire comprend la municipalité scolaire dissidente de Ste-Dorothée N° 1.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
29876-15-2 O. J. DÉSAULNIERS.

No. 1168-47

Quebec, April 5th, 1951.

Application is made to annex to the Protestant school municipality of La Grande Fresnière, in the County of Two Mountains, for Protestants only and for all Protestant school purposes, Lots 50 to 84, inclusive, of the Parish of Ste Dorothée, in the County of Laval, and the municipality of Laval Islands, in the County of Laval, which is comprised of Lots 236 to 239, inclusive, and the small unnumbered islands within the boundaries of that municipality.

This territory comprises the dissentient school municipality of Ste Dorothée No. 1.

O. J. DÉSAULNIERS,
29876-15-2-o Superintendent of Education.

N° 672-49

Québec, le 7 mars 1951.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Gérard Majella, dans le comté de Québec, le territoire de la ville de Val Saint-Michel, tel que décrit dans la loi 23 George V, chapitre 137, article 3, et de l'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "la Municipalité scolaire de la Ville de Val Saint-Michel," dans le comté de Québec.

Pour le Surintendant de l'Instruction publique,
29877-15-2-o B.-O. FILTEAU.

No. 672-49

Quebec, March 7, 1951.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Gérard Majella, in the county of Quebec, the territory of the town of Val Saint-Michel, as described in the Act 23 George V, chapter 137, section 3, and to erect it into a separate school municipality, under the name of "The School Municipality of the Town of Val Saint-Michel" in the county of Quebec.

B. O. FILTEAU,
29877-15-2 For the Superintendent of Education.

N° 1684-50.

Québec, le 18 avril 1951.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire catholique de la Paroisse de Saint-Eustache, dans le comté des Deux-Montagnes, les lots du cadastre officiel de la paroisse de St-Eustache, portant les numéros suivants, tous inclusivement: 287 à 289; 292 à 295; les parties du lot N° 296 appartenant aux contribuables catholiques, ainsi que les lots 297 à 303, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Eustache, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
29955-16-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 1684-50.

Quebec, April 18, 1951.

Application is made to detach from the Catholic school municipality of the Parish of Saint-Eustache, in the county of Two Mountains, the lots of the official cadastre for the Parish of St-Eustache, bearing the following numbers, all inclusively: 287 to 289; 292 to 295; the parts of lot No. 296 belonging to Catholic taxpayers, and also lots 297 to 303, and to annex them to the school municipality of Saint-Eustache, in the same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
29955-16-2 Superintendent of Education.

N° 429-51.

Québec, le 18 avril 1951.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la Paroisse de Saint-Casimir, dans le comté de Portneuf, les lots 52 et 53 du cadastre officiel de la paroisse de St-Casimir, et de les annexer à la municipalité scolaire du Village de Saint-Casimir, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
29968-16-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 429-51

Quebec, April 18, 1951.

Application is made to detach from the school municipality of the Parish of Saint-Casimir, in the county of Portneuf, lots 52 and 53 of the official cadastre for the parish of St-Casimir, and to annex them to the school municipality of the Village of Saint-Casimir, in the same county.

29968-16-2 O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 395-51.

Québec, le 18 avril 1951.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Farnham-Ouest, paroisse, dans le comté de Missisquoi, les lots du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald-de-Farnham portant les numéros 419, 421, 422 et 426, et de les annexer à la municipalité scolaire de Sainte-Brigide, dans le comté d'Iberville.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
29954-16-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 395-51.

Quebec, April 18, 1951.

Application is made to detach from the School Municipality of Farnham-West, parish, in the county of Missisquoi, the lots of the official cadastre for the parish of Saint-Romuald-de-Farnham bearing numbers 419, 421, 422 and 426, and to annex them to the School Municipality of Sainte-Brigide, in the county of Iberville.

29954-16-2 O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 1562-50.

Québec, le 18 avril 1951.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Nicolas, paroisse, dans le comté de Lévis, le territoire de la municipalité scolaire de Saint-Jean-de-Saint-Nicolas, dans le même comté, tel qu'érigée par arrêté ministériel en date du 31 mai 1894.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
29956-16-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 1562-50.

Quebec, April 18, 1951.

Application is made to annex to the school municipality of Saint-Nicolas, parish, in the county of Lévis, the territory of the school municipality of Saint-Jean-de-Saint-Nicolas, in the same county, as erected by Order in Council bearing date the 31st day of May, 1894.

29956-16-2 O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel du Village d'Acton Vale Division d'enregistrement de Bagot.

Official cadastre of the village of Acton Vale.—
Registration Division of Bagot.

Avis est par la présente donné qu'une partie des lots 145 et 146 est annulée et le lot 99 est amendé en vertu de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 4 avril 1951.

Notice is hereby given that part of lots 145 and 146 is cancelled and lot 99 is amended in virtue of Article 2174A of the civil Code.
Quebec, April the 4th, 1951.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
29930-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
29930-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse de St-Vincent-de-Paul Division d'enregistrement de Laval.

Official Cadastre of the Parish of St. Vincent de Paul Registration Division of Laval.

Avis est par la présente donné que les lots 7-65, 7-85, partie des lots 7-66, 7-86, la partie restante des lots 7-64 et 7-84; les lots 32-457, 32-458, 32-479, 32-480, 32-502, 32-503, 32-524, 32-525, 32-547, 32-548, partie des lots 32-445, 32-456, 32-478, 32-490, 32-501, 32-523, 32-535, 32-546 et la partie restante des lots 32-459, 32-481, 32-504, 32-526 et 32-549 sont annulés en vertu de l'article 2174A du code civil.
Québec, le 2 avril 1951.

Notice is hereby given that lots 7-65, 7-85, part of lots 7-66, 7-86 and the remaining part of lots 7-64 and 7-84; lots 32-457, 32-458, 32-479, 32-480, 32-502, 32-503, 32-524, 32-525, 32-547, 32-548, part of lots 32-445, 32-456, 32-478, 32-490, 32-501, 32-523, 32-535, 32-546 and the remaining part of lots 32-459, 32-481, 32-504, 32-526 and 32-549 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.
Quebec, April the 2nd, 1951.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
29940-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
29940-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

AVIS

Cadastre officiel du Canton d'Otis Division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que les lots 66 à 72 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 22 février 1951.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

29940-o

NOTICE

Official Cadastre of the Township of Otis Registration Division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that lots 66 et 72 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, February the 22nd, 1951.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

29940-o

Département du Travail

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette ministre du Travail donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton, juridiction de Québec, et District, établi en exécution du décret numéro 1133 du 1er septembre 1948, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 832 du 12 avril 1951, section "G", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans, des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés.

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er avril 1951 au 1er avril 1952; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1133 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1133 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$20.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1133 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur rémunération (salaire fixe, pourcentage, commissions, allocations ou bonis).

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermement dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur

Department of Labour

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Paper Box Industry, Quebec Jurisdiction, formed under decree No. 1133 of September 1, 1948, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 832 of April 12 1951, part "G", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from April 1, 1951, to April 1, 1952; such levy is laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 1133, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree (regular wages, percentages, allocations, commissions or bonuses paid).

b) The artisans governed by the said decree, number 1133, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, i.e., \$20.00 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 1133, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of their remuneration (regular wages, percentages, commissions, allocations or bonuses).

2. Mode of collection

In order to facilitate, the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all the particulars required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th day of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional

professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton, juridiction de Québec, pour la période comprise entre le 1er avril 1951 et le 1er avril 1952.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA BOÎTE DE CARTON JURIDICTION DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er avril 1951 et le 1er avril 1952.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$1,750.00
Artisans	100.00
Salariés	1,750.00
	\$3,600.00
<i>Déboursés:</i>	
Salaire (Secrétaire inspecteur)	\$1,200.00
Frais de déplacement	400.00
Loyer de bureau	150.00
Frais légaux	250.00
Papeterie, impression, timbres, téléphone, télégrammes	400.00
Ameublement et accessoires de bureau	300.00
Vérification des livres	75.00
Assurance	10.00
Frais de déplacement des membres	150.00
Jetons de présence	100.00
Divers	565.00
	\$3,600.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 avril 1951. 29975-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'industrie de la construction des comtés de Roberval, Lac Saint-Jean, Chicoutimi et Charlevoix-Saguenay, établi en exécution du décret numéro 1743, du 11 juillet 1941, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 350 du 4 avril 1951, section "E", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er avril 1951 au 31 mars 1952; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, five days' notice shall be given to them to fulfil their obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Paper Box Industry, Quebec Jurisdiction, for the period between April 1, 1951, and April 1, 1952.

THE PARITY COMMITTEE OF THE PAPER BOX INDUSTRY, QUEBEC JURISDICTION

Estimate of the receipts and disbursements for the period between April 1, 1951, and April 1, 1952.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	\$1,750.00
Artisans	100.00
Employees	1,750.00
	\$3,600.00
<i>Disbursements:</i>	
Salary (Secretary-inspector)	\$1,200.00
Travelling expenses	400.00
Office rent	150.00
Legal fees	250.00
Stationery, printing, postage, telegrams	400.00
Furniture and office equipment	300.00
Audition	75.00
Insurance	10.00
Travelling expenses of members	150.00
Meeting expenses	100.00
Miscellaneous	565.00
	\$3,600.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 21, 1951. 29975-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Construction Industry of the counties of Roberval, Lake St. John, Chicoutimi, and Charlevoix-Saguenay, formed under decree No. 1743 of July 11th, 1941, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council No. 350 of April 4, 1951, part "E", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from April 1st, 1951, to March 31, 1952, it is laid in the following manner:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs listes de paye.

b) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their pay-roll.

b) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception des cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la période et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à chaque période de paye, à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations pour le mois précédent doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire de l'Industrie de la Construction des comtés de Roberval, Lac St-Jean, Chicoutimi et Charlevoix-Saguenay, pour la période comprise entre le 1er avril 1951 et le 31 mars 1952.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DES COMTÉS DE ROBERVAL, LAC ST-JEAN, CHICOUTIMI ET CHARLEVOIX-SAGUENAY

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er avril 1951 et le 31 mars 1952.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$46,500.00
Salariés.....	46,500.00
Honoraires d'examens.....	800.00
	<hr/>
	\$93,800.00

<i>Déboursés:</i>	
Subvention à la Commission d'Apprentissage.....	\$30,000.00
Administration (personnel du bureau)	16,500.00
Inspecteurs (7).....	25,740.00
Dépenses d'inspection.....	9,800.00
Taxes, chauffage, etc.....	2,200.00
Jetons de présence (14 membres)....	2,300.00
Frais généraux.....	3,150.00
Vérification.....	350.00
Frais légaux.....	3,000.00
Téléphone, télégrammes, timbres-poste.....	1,500.00
Impression, papeterie.....	1,200.00
Bureau des Examineurs.....	600.00

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of the assessments, the Committee shall furnish the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during the period, and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall have the forms filled in and sent to the Parity Committee, every month.

The professional employer shall retain, after each pay period, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments for the preceding month, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of each month.

3. Financial report

According to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the probable receipts and disbursements of the Parity Committee of the Construction Industry of the counties of Roberval, Lake St. John, Chicoutimi and Charlevoix-Saguenay, for the period between April 1st, 1951, and March 31st, 1952.

THE PARITY COMMITTEE OF THE CONSTRUCTION INDUSTRY OF THE COUNTIES OF ROBERVAL, LAKE ST. JOHN, CHICOUTIMI AND CHARLEVOIX-SAGUENAY

Estimate of the receipts and disbursements for the period between April 1st, 1951, and March 31st, 1952.

<i>Probable receipts:</i>	
Assessments (½ of the 1%):	
Professional employers.....	\$46,500.00
Employees.....	46,500.00
Examination fees.....	800.00
	<hr/>
	\$93,800.00

<i>Probable expenses:</i>	
Subsidy to the Apprenticeship Commission.....	\$30,000.00
Administration (Office staff).....	16,500.00
Inspectors (7).....	25,740.00
Inspection expenses.....	9,800.00
Taxes, heating, etc.....	2,200.00
Meeting expenses (14 members)....	2,300.00
General expenses.....	3,150.00
Audition.....	350.00
Legal fees.....	3,000.00
Telephone, telegrams, postage.....	1,500.00
Printing, stationery.....	1,200.00
Board of Examiners.....	600.00

Annonce et encouragement à la formation professionnelle.	1,500.00
Divers et imprévus.	1,000.00
	\$98,840.00

Le déficit probable de \$5,040.00 sera couvert par la réserve du Comité.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 avril 1951. 29942-0

Advertisement and assistance to occupational formation.	1,500.00
Miscellaneous and unforeseen expenses.	1,000.00
	\$98,840.00

The probable deficit of \$5,040.00 will be covered by the reserve of the Committee.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 21, 1951. 29942-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie de la chaussure, établi en exécution du décret numéro 3003 du 31 juillet 1946, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 350 du 4 avril 1951, section "F" le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er septembre 1950 au 31 août 1951; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Tous les employeurs professionnels de l'Industrie de la Chaussure, assujettis au décret numéro 3003 et amendements, doivent payer au Comité paritaire de ladite industrie, une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paie pour tous les salariés des deux sexes régis par ledit décret.

b) Tous les salariés des deux sexes de l'industrie de la Chaussure, régis par le décret numéro 3003 et amendements, sont sujets à une cotisation équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, gages ou autres rémunérations.

c) Tous les artisans des deux sexes de l'industrie de la Chaussure, régis par le décret numéro 3003 et amendements, qui travaillent individuellement ou en société, sont sujets à une cotisation $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire. Pour les fins de cotisation et de ce règlement, le salaire de chaque artisan qui travaille individuellement ou en société est considéré comme fixé à un montant égal au salaire payé au salarié compagnon le moins rémunéré.

2. Mode de perception

Le ou avant le quinze (15) de chaque mois, les employeurs professionnels doivent transmettre au Comité paritaire, sur des formules fournies par ledit Comité à cette fin, un rapport mentionnant tous les salaires, gages et autres rémunérations payés pendant le mois précédent à toutes les personnes des deux sexes, à leur emploi, assujetties audit décret. Ce rapport doit être fait sur une formule telle qu'exigée par ledit Comité.

Tous les employeurs professionnels, en faisant ce rapport doivent remettre au Comité paritaire le montant de leur cotisation calculé de la manière susdite et la cotisation de leurs salariés perçue de la manière ci-après indiquée.

La cotisations des salariés doit être perçue par les employeurs professionnels à même les salaires que ces derniers sont tenus de payer

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Shoe Industry, established under decree number 3003, of July 31, 1946, has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council number 350 of April, 4, 1951, part "F", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereafter mentioned: *

1. Assessments

The period of levy extends from September 1, 1950, to August 31, 1951; it shall be laid in the following manner:

a) All professional employers of the shoe industry, governed by decree number 3003 and amendments, shall pay to the Parity Committee of the said industry, a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for all male and female persons subject to the said decree.

b) All male and female employees of the shoe industry, governed by the decree number 3003, and amendments, shall pay an assessments equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, earnings or other remuneration.

c) All male and female artisans in the shoe industry, governed by decree number 3003, and amendments, working individually or in partnership are subject to an assessment of $\frac{1}{2}$ of 1% on their wages. For the purposes of the levy and of this by-law, the wages of each artisan working individually or in partnership are considered as being fixed to an amount equal to the wages paid to the journeyman employee with the lowest rate of pay.

2. Mode of collection

On or before the fifteenth (15) of each month, all professional employers shall submit to the Parity Committee (on forms furnished for this purpose by the said committee) a report indicating all wages, earnings and other remunerations paid during the preceding month to all male and female persons, in their employ, governed by the said decree. Such report shall be made on a form as required by the said committee.

All professional employers, in making such report, shall remit to the Parity Committee the amount of their assessments calculated as above and the assessments of their employees collected as follows.

The employees' assessments shall be collected by the professional employers from the wages which they pay to the said employees and shall

auxdits salariés et être transmise au Comité paritaire de la manière susdite.

Chaque artisan travaillant individuellement ou en société est sous les mêmes obligations que l'employeur professionnel quant au paiement de sa propre cotisation.

3. Rapport financier

Selon les termes de l'article 21 de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Chaussure pour la période comprise entre le 1er jour de septembre 1950 et le 31ème jour d'août 1951.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA CHAUSSURES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Estimé des recettes et des déboursés, du 1er septembre 1950 au 31 août 1951.

Recettes :

Cotisations (½ de 1% de \$9,000,000.00)	
Employeurs professionnels.....	\$45,000.00
Salariés.....	45,000.00
	\$90,000.00

Déboursés :

Frais généraux.....	1,000.00
Frais professionnels et judiciaires.....	3,000.00
Frais de déplacements des délégués y compris les sous-comités.....	9,000.00
Impression, papeterie et accessoires de bureau.....	4,000.00
Frais de déplacement des inspecteurs.....	8,000.00
Agios, intérêt et échange.....	200.00
Loyer, éclairage.....	2,200.00
Taxe d'affaires et d'eau.....	50.00
Mauvaises créances.....	100.00
Assurances et frais de cautionnement.....	500.00
Poste, téléphone et télégraphe.....	2,000.00
Salaires.....	41,950.00
Institut de la chaussure } Formation professionnelle. } Service de renseignements. }	15,000.00
Comité de négociations.....	3,000.00
	90,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 avril 1951. 29942-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'industrie de la construction du district des Cantons de l'Est, établi en exécution du décret numéro 1519, du 18 septembre 1947, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 350 du 4 avril 1951, section "C", le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements) à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés.

be sent to the Parity Committee as above mentioned.

Every artisan working individually or in partnership is under the same obligations as the professional employer for the payment of his own assessment.

3. Financial report

Under section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Shoe Industry, for the period between the 1st day of September 1950 and the 31st day of August 1951.

JOINT COMMITTEE OF THE SHOE INDUSTRY OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Estimated receipts and disbursements from September 1st, 1950 to August 31, 1951.

Receipts:

Assessments (½ of 1% of \$9,000,000.00):	
Professional employers.....	\$45,000.00
Employees.....	45,000.00
	\$90,000.00

Disbursements:

General expenses.....	1,000.00
Professional and judicial fees.....	3,000.00
Travelling expenses of delegates, subcommittees included.....	9,000.00
Stationery, printing and office accessories.....	4,000.00
Travelling expenses—inspectors.....	8,000.00
Agios, interest and exchange.....	200.00
Rent, electricity.....	2,200.00
Business and water taxes.....	50.00
Bad credits.....	100.00
Insurance and security bonds.....	500.00
Postage, telephone and telegraph.....	2,000.00
Salaries.....	41,950.00
"Institut de la Chaussure" } Occupational training. } Information Service } Negociation Committee.....	15,000.00
	90,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 21, 1951. 29942-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Joint Committee of the Eastern Townships District, formed under decree No. 1519, of September 18, 1947, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 350 of April 4, 1951, part "C", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er avril 1951 au 31 mars 1952; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié compagnon le moins rémunéré dans leur métier.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe et pourcentage.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les nom, prénoms et adresses de leurs salariés, les heures de travail faites, le salaire payé, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. Les employeurs professionnels doivent voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire au plus tard le 5 du mois suivant la période pour laquelle ils sont exigibles.

Le prélèvement ci-haut mentionné est dû et échu le cinq (5) de chaque mois, pour la période couvrant le mois de calendrier précédent et doit être payé par l'employeur professionnel, l'artisan ou le salarié, suivant le cas, au Comité paritaire, à son siège social, sans mise en demeure au préalable.

L'employeur professionnel est obligé de percevoir à la fin de chaque semaine, le prélèvement imposé aux salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ses derniers et les sommes ainsi retenues par l'employeur professionnel sont payables par lui, sans mise en demeure au préalable, au Comité paritaire, à son siège social, à la même date que celle où ledit employeur professionnel doit payer au Comité paritaire son propre prélèvement, suivant le paragraphe précédent.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un état des recettes et des dépenses probables du Comité conjoint de l'industrie de la Construction du district des Cantons de l'Est, pour la période comprise entre le 1er avril 1951 et le 31 mars 1952.

LE COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA
CONSTRUCTION DU DISTRICT
DES CANTONS DE L'EST

État des recettes et des dépenses probables pour
la période comprise entre le 1er avril 1951 et le
31 mars 1952.

1. *Assessments*

The period of levy extends from April 1, 1951, to March 31, 1952, it is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages set for a journeyman employee in their trade.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and of their percentage.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which the following shall be indicated: the names and addresses of their employees, the hours worked, the wages paid, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employers shall see to it that the reports be filled in and sent to the Parity Committee no later than the 5th day of the month following the period for which they are exigible.

The assessments above mentioned are due and payable the 5th day of each month, for the period covering the preceding calendar month and must be paid by the professional employer, the artisan or the employee, as the case may be, to the Parity Committee, at its place of business, without notice.

The professional employer must collect at the end of each week, the assessments levied upon the employees by means of deductions from their wages and the amounts so deducted by the professional employer are payable by him, without notice, to the Parity Committee, at its office, on the day set for the payment of the professional employer's own assessments to the Parity Committee, pursuant to the preceding paragraph.

The report of the professional employer must be signed before it is sent to the Parity Committee. This committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30, and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Building Trades Joint Committee of the Eastern Townships District for the period between April 1, 1951, and March 31, 1952.

THE BUILDING TRADES JOINT COMMITTEE
OF THE
EASTERN TOWNSHIPS DISTRICT

Estimate of the receipts and disbursements for
the period between April 1, 1951, and March
31, 1952.

Recettes:
Cotisations (½ de 1%):

Employeurs professionnels	\$28,000.00
Salariés	31,000.00
Artisans	900.00
Bureau des Examineurs	800.00
Recettes diverses	1,300.00
	<hr/>
	\$62,000.00

Dépenses:

Salaires:

Inspecteurs	\$13,200.00
Personnel du bureau	16,100.00

Frais de déplacement:

Inspecteurs et secrétaire	4,500.00
Loyer	1,800.00
Jetons de présence	700.00
Poste et téléphone	800.00
Frais légaux	1,000.00
Vérification	150.00
Échange	250.00
Impression et papeterie	1,000.00
Ameublement divers	300.00
Frais de déplacement des délégués ..	750.00
Bureau des examinateurs	1,500.00
Assurance-chômage	250.00
Entretien des machines	3,500.00
Divers	1,200.00
Subvention à la Commission d'ap- prentissage	15,000.00
	<hr/>
	\$62,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 avril 1951. 29942-o

Receipts:
Assessments (½ of 1%):

Professional employers	\$28,000.00
Employees	31,000.00
Artisans	900.00
Board of examiners	800.00
Various receipts	1,300.00
	<hr/>
	\$62,000.00

Expenses:

Salaries:

Inspectors	\$13,200.00
Office staff	16,100.00

Travelling expenses:

Inspectors and secretary	4,500.00
Rent	1,800.00
Meeting expenses	700.00
Telephone and postage	800.00
Legal charges	1,000.00
Audition	150.00
Exchange	250.00
Printing and stationery	1,000.00
Furniture	300.00
Travelling expenses of delegates	750.00
Board of examiners	1,500.00
Unemployment insurance ..	250.00
Upkeep of automobiles	3,500.00
Miscellaneous	1,200.00
Subvention to Apprenticeship Com- mission	15,000.00
	<hr/>
	\$62,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 21, 1951. 29942-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de garage dans les cités de Québec et de Lévis et les comtés de Québec, Lévis et Montmorency, rendue obligatoire par le décret numéro 765 du 13 mai 1938, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

1° Les taux horaires de salaires apparaissant au paragraphe "L-i" de l'article IV, seront remplacés par les suivants:

	<i>Taux horaire</i>
"Compagnon: mécanicien, ajusteur, machiniste, électricien, débosseur, charbon, forgeron, soudeur, peintre, bourreleur:	
Classe A	\$1.15
Classe B	1.00
Classe C	0.95
Classe D	0.90
Préposé aux accumulateurs, vulcanisateur ou rechappeur	0.92
Vitrier et graisseur	0.90
Apprenti:	
1ère année	0.40
2ème année	0.50
3ème année	0.60
4ème année	0.70"

2° L'échelle de salaires apparaissant au paragraphe "L-ii" de l'article IV sera remplacé par la suivante:

	<i>Taux horaire</i>
Homme de service:	
Apprenti, 1ère année	0.45

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the garage employees in the cities of Quebec and Levis and the counties of Quebec, Levis and Montmorency, rendered obligatory by the decree number 765 of May 13, 1938, have submitted to him a request to amend the said decree, as amended, as follows:

1. The hourly rates of wages contained in subsection "L-i" of section IV, will be replaced by the following

	<i>Hourly rates</i>
"Journeyman: Mechanic, fitter, machinist, electrician, body worker, wheelwright, blacksmith, welder, painter, upholsterer:	
Class A	\$1.15
Class B	1.00
Class C	0.95
Class D	0.90
Storage battery man, vulcanizer or reader	0.92
Glazier and greaser	0.90
Apprentice:	
1st year	0.40
2nd year	0.50
3rd year	0.60
4th year	0.70"

2. The wage scale contained in subsection "L-ii" of section IV will be replaced by the following:

	<i>Hourly rates</i>
Service man:	
Apprentice, 1st year	0.45

Apprenti, 2ème année 0.55
 Homme de service 0.75"

3° L'alinéa "iii" suivant sera ajouté au paragraphe "I" de l'article IV:

"iii. Dans les établissements de juridiction industrielle ou commerciale, le laveur d'automobiles signifie toute personne qui lave, nettoie ou essuie au complet ou en partie un véhicule-automobile et ne fait pas d'autre travail; son salaire sera comme suit:

Laveur d'automobiles \$0.65 de l'heure

Du 15 mai au 15 octobre de chaque année, l'employeur pourra faire travailler à la conduite des automobiles de promenade, entre un ou des garages et un ou des hôtels, des automobiles remisées au garage, et ces employés ne devront pas faire d'autre travail; leur salaire sera comme suit:

Chauffeur ou conducteur d'automobiles \$0.50 de l'heure"

4° Les taux horaires de "\$0.25" et "\$0.32" apparaissant à l'alinéa "a" du paragraphe 4 de l'article IV, seront remplacés par les suivants: "\$0.30" et "\$0.40".

5° Le paragraphe 5 de l'article IV sera radié.

6° Le paragraphe 6 de l'article VII sera remplacé par le suivant:

"6. Tout salarié régulier qui se présente à l'ouvrage a droit à une garantie minimum de deux heures de travail par demi-journée; si l'employeur ne lui donne pas de travail, le salarié a droit à deux heures de salaire à son taux régulier; cela ne s'applique pas aux samedis après-midi. Lorsque le taux de salaire d'un salarié est fixé à l'heure, l'employeur ou l'employeur professionnel devra lui donner une semaine d'avis s'il veut se libérer de ses services; ce paragraphe s'applique exclusivement à la zone I."

7° Le nouveau paragraphe suivant devient le paragraphe 18 de l'article VII:

"18. Avec l'autorisation du Comité paritaire, les ateliers de vulcanisation et de rechappage pourront avoir à leur emploi, du 15 juin au 15 septembre, des salariés non assujettis aux stipulations du décret relatives aux apprentis."

8° L'alinéa "c" suivant sera ajouté au paragraphe 1 de l'article VII-A:

"c) Après dix (10) ans de service continu pour le même employeur, en plus du congé prévu au paragraphe "a" ci-haut, à un congé annuel continu, payé, d'une durée de sept jours, comportant au moins six jours ouvrables; ce congé pourra être donné à une date choisie par l'employeur durant l'année qui suit le 1er avril où le droit aux vacances a été acquis."

9° Le paragraphe 7 suivant sera ajouté à l'article VII-A:

"V. Tout salarié qui est congédié ou quitte son emploi pour quelque raison que ce soit, avant le 1er avril de chaque année, a droit à une indemnité de vacances, équivalente à 2% du salaire total qu'il a gagné, à compter du 1er avril précédent jusqu'à la date de son départ s'il a moins de 10 ans de service continu, et à 4% du salaire, compté comme dit précédemment, s'il a plus de 10 ans de service continu pour son employeur."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
 GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
 Québec, le 21 avril 1951.

29975-0

Apprentice, 2nd year 0.55
 Service man 0.75"

3. The following paragraph "iii" will be added to subsection "I" of section IV:

"iii. In the establishments of the industrial or commercial jurisdiction, the automobile washer shall be a person who washes, cleans or rubs, in whole or part, a motor-vehicle and does no other work; his wage rate shall be as follows:

Automobile washer \$0.65 per hour

From May 15 to October 15 of each year, the employer may hire employees to drive pleasure vehicles between one or more garages and one or more hotels, as well as automobiles left at the garage; their wage rate shall be as follows:

Automobile driver \$0.50 per hour"

4. The hourly rates of "\$0.25" and "\$0.32" mentioned in paragraph "a" of subsection 4 of section IV will be replaced by the following: "\$0.30" and "\$0.40".

5. Subsection 5 of section IV will be deleted.

6. Subsection 6 of section VII will be replaced by the following:

"6 Every regular employee who goes to work is entitled to a minimum guarantee of two hours' pay per half day; if the employer does not give him work to do, the employee is entitled to two hours' pay at his regular rate. This, however, does not apply to Saturday afternoon. When the employee is paid on an hourly basis, the employer or professional employer shall give him a week's notice before dismissal. This paragraph applies to zone I only."

7. The following new subsection becomes subsection 18 of section VII:

"18. With the authorization of the Parity Committee, the vulcanizing and rethreading shops may, from June 15 to September 15, hire employees not regulated by the apprenticeship provisions of the decree."

8. The following paragraph "c" will be added to subsection 1 of section VII-A:

"c) After ten (10) years of continuous service for the same employer, besides the vacation provided for in subsection "a" hereof, to an annual continuous vacation with pay of seven days, including at least six working days; this vacation may be given at a date chosen by the employer during the year following April 1, date on which the right to the vacation has been acquired."

9. The following subsection 7 will be added to section VII-A:

"7. Every employee who is dismissed or who, for any reason whatsoever, leaves his employment before April 1st of each year is entitled to a vacation pay equivalent to 2% of the total wages earned by him from the preceding April 1st to the date of his departure if he has less than 10 years of continuous service, and to 4% computed as above, if he has more than 10 years of continuous service for his employer."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
 Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
 Québec, April 21, 1951.

29975-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation de la modification suivante au décret numéro 1730 du 23 octobre 1947 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans la région de Québec.

La "Disposition spéciale" apparaissant à la suite du paragraphe "g" de l'article V sera remplacée par la suivante:

"Disposition spéciale concernant les sinistrés de la ville de Rimouski et de la municipalité de Cabano: Nonobstant les dispositions du présent article, dans les limites de la ville de Rimouski et de la municipalité de Cabano, la réglementation concernant la limitation des heures de travail est suspendue jusqu'au 1er mai 1952 et les taux pour travail supplémentaire ne s'appliquent qu'après la dixième heure de travail faite dans une même journée."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 avril, 1951. 29975-0

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the provisions of Section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendment to the decree number 1730 of October 23, 1947, and amendments, relating to the construction industry in the district of Quebec.

The "Special provision" after subsection "g" of section V will be replaced by the following:

Special provision concerning the victims of the conflagrations in the town of Rimouski and the municipality of Cabano: Notwithstanding the provisions of the present section, within the limits of the town of Rimouski and of the municipality of Cabano, the ruling which applies to the hours of work is suspended until May 1, 1952 and the overtime rate shall apply only after the tenth hours worked in a same day."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 21, 1951. 29975-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements) que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans les comtés de Drummond, Arthabaska et Nicolet, rendue obligatoire par le décret numéro 658 du 13 mai 1948, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

1° Le paragraphe "a" de l'article II sera remplacé par le suivant:

"a) Le décret s'applique à tous les travaux de construction, installation, réfection, réparation, entretien, démolition, additions permanentes et déplacement de bâtisses, d'immeubles, de chemins, de routes, d'aqueducs, d'égoûts, de canaux, de tunnels, de viaducs, de ponts, de ponceaux, de murs de soutènement, de barrages, d'écluses, de puits, de nivellement et terrassement, d'installations électriques, de lignes de transmission électrique, (préparation des formes et bétonnage de piliers seulement) de systèmes de chauffage, de systèmes de plomberie, aux travaux de creusage, de fondations, d'excavation et à tout autre travail de semblable nature."

2° L'échelle de salaires apparaissant à l'article IV, sera remplacée par la suivante:

"Métiers :	Zone I Zone II	
	\$ 1.30	\$ 1.25
Briqueleur, maçon, plâtrier . . .	1.20	1.15
Maçon (maçonnerie brute de so-	1.20	1.15
lage)	1.00	0.95
Poseur de blocs	1.05	1.00
Peintre, tapissier		
Peintre au pistolet		

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the counties of Drummond, Arthabaska and Nicolet, rendered obligatory by the decree number 658 of May 13, 1948, have submitted to him a request to amend the said decree, as amended, as follows:

1° Subsection "a" of section II will be replaced by the following:

"a) The decree applies to all operations pertaining to the construction, installation, rebuilding, repair, maintenance, demolition, permanent extensions and moving of buildings, roads, aqueducts, sewers, canals, tunnels, trestles, bridges, culverts, sustaining walls, dams, barrages, wells, levelling and earthwork, electrical installations and transmission lines (preparation of forms and laying of concrete for pillars only), heating systems, plumbing systems, digging operations, foundations, excavation, and to any other work of a similar nature."

2. The wage scale contained in section IV will be replaced by the following:

Trades :	Hourly rates Zones	
	I	II
Bricklayer, mason, plasterer . . .	\$ 1.30	\$ 1.25
Mason (foundation rough mas-	1.20	1.15
onry)	1.20	1.15
Block layer	1.00	0.95
Painter, paper hanger	1.05	1.00
Sprayman		

Peintre: travail exécuté à plus de 45 pieds de hauteur à l'extérieur d'un immeuble	1.20	1.15	Painter: work carried out outside a building at more than 45 ft. high.	1.20	1.15
Charpentier-menuisier	1.10	1.05	Carpenter-joiner	1.10	1.05
Mécanicien en tuyauterie et poseur d'appareils de chauffage	1.05	1.00	Pipe mechanic and steamfitter	1.05	1.00
Soudeur en tuyauterie	1.05	1.00	Pipe welder	1.05	1.00
Compagnon junior, 1ère année	0.90	0.85	Junior journeyman — 1st year	0.90	0.85
Ferblantier ou travailleur en métal en feuilles et couvreur.	1.05	1.00	Tinsmith or sheetmetal worker and roofer	1.05	1.00
Electricien	1.05	1.00	Electrician	1.05	1.00
Mécanicien de machines fixes ou portatives à vapeur; grues et malaxeurs	1.00	0.95	Stationary or portable steam engineman: cranes and mixers	1.00	0.95
Chauffeur de bouilloires à vapeur	0.90	0.85	Steam boiler fireman	0.90	0.85
Préposé aux machines fixes ou portatives à gazoline, grues et malaxeurs	0.80	0.75	Stationary or portable gasoline engine operator: cranes and mixers	0.80	0.75
Préposé aux tracteurs et compresseurs	0.90	0.85	Tractor and compressor operator	0.90	0.85
Poseur de tuile, linoléum, asphalte ou de caoutchouc et préclart	1.10	1.05	Tile, linoleum, asphalt or rubber layer	1.10	1.05
Poseur de fer ornemental	0.90	0.85	Ornamental iron erector.	0.90	0.85
Préposé au polissage du terrazo à sec	1.00	0.95	Terrazo polisher (dry process)	1.00	0.95
Préposé au polissage du terrazo humide	0.95	0.90	Terrazo polisher (wet process)	0.95	0.90
Foreur et préposé au sautage des mines	0.90	0.85	Driller and dynamite firer	0.90	0.85
Chauffeur de camion	0.80	0.75	Truck driver	0.80	0.75
Charretier	0.80	0.75	Carter	0.80	0.75
Manceuvre	0.80	0.75	Labourer (common worker)	0.80	0.75
Gardien de nuit, semaine de 70 heures	0.50	0.45	Night watchman — 70 hour week	0.50	0.45
Préposé aux machines fixes ou portatives à l'électricité de même qu'aux grues et malaxeurs à l'électricité	0.85	0.80	Operator — stationary or portable electric machines and electric cranes and mixers.	0.85	0.80
Poseur de marbre et terrazo	0.85	0.80	Marble and terrazo layer	0.85	0.80
Préposé aux ascenseurs	1.00	0.95	Elevator operator	1.00	0.95
Forgeron	0.95	0.90	Blacksmith	0.95	0.90
Chauffeur de pelles mécaniques.	0.90	0.85	Fireman (power shovels)	0.90	0.85
Sableur de planchers.	0.90	0.85	Floor polishers	0.90	0.85
Préposé aux pelles mécaniques de 48 heures par semaine	55.20	50.20"	Shovel operators (48 hours)	55.20	50.20"

3° Le premier alinéa du paragraphe "c" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"c) Pour les travaux exécutés en dehors d'un rayon de 5 milles des limites de la cité, ville ou municipalité où il a son domicile, l'employeur doit payer le transport de ses salariés ou les transporter à ses frais du lieu de son domicile aux lieux du chantier et vice-versa."

4° Le paragraphe "e" suivant sera ajouté à l'article IV:

"Le Comité paritaire chargé de l'application du présent décret pourra accorder, d'après la preuve jugée suffisante à tout salarié d'aptitudes mentales ou physiques restreintes, un certificat l'autorisant à un salaire réduit suivant la proportion que le Comité paritaire jugera de son incapacité."

5° L'article VI sera remplacé par le suivant: "VI. *Durée du travail*: La durée hebdomadaire du travail est de quarante-huit (48) heures, réparties comme suit: entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m., avec une limite de neuf (9) heures par jour, les lundi, mardi, mercredi et jeudi: de huit (8) heures le vendredi et de quatre (4) heures le samedi avant-midi.

Pour la période du 1er novembre au 1er mars de chaque année, la semaine de travail pourra être de quarante-huit (48) heures et la journée de huit (8) heures.

3. The first paragraph of subsection "c" of section IV will be replaced by the following:

"c) For operations carried out outside a radius of 5 miles from the limits of the city, town or municipality in which the employee lives, the employer shall pay the transportation expenses of his employee or take him, at his own costs, from the place of his residence to the job and vice versa."

4. The following subsection "e" will be added to section IV:

"The Parity Committee entrusted with the enforcement of the present decree may issue, upon sufficient proof, to every employee with limited mental or physical capacities, a certificate which authorizes the payment of reduced wages in proportion to the degree of incapacity."

5. Section VI will be replaced by the following: "VI. *Duration of labour*: The weekly duration of work consists of forty-eight (48) hours distributed as follows: between 7.00 a.m. and 6.00 p.m., with a limit of nine (9) hours per day, on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday, of eight (8) hours on Friday, and of four (4) hours Saturday morning.

For the period between November 1st and March 1st of each year, the week of work may be one of forty-eight (48) hours and the work day, of eight (8) hours.

Cependant, dans les deux cas, les employeurs devront aviser le Comité paritaire par écrit, des heures du commencement et de cessation du travail. Les employeurs qui n'avisent pas le Comité paritaire sont soumis aux heures suivantes: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi et jeudi de 8.00 a.m. à 5.00 p.m., le vendredi et de 8.00 a.m. à midi le samedi.

Tout travail exécuté en dehors de ces périodes journalières est considéré comme du travail supplémentaire et doit être rémunéré comme tel."

6° Les mots "à la pièce" apparaissant à l'article VIII seront remplacés par les mots "à forfait".

7° Le paragraphe "g" de l'article X sera remplacé par le suivant:

"g) *Taux de salaires*: Les taux de salaires minima des apprentis sont les suivants:

Métiers:	Zones	
	I	II
Briqueleur, maçon, plâtrier, poseur de tuile, poseur de blocs:		
1ère année	\$0.65	\$0.60
2ème année	0.75	0.70
3ème année	0.85	0.80
4ème année	1.00	0.95
Charpentier-menuisier:		
1ère année	0.625	0.575
2ème année	0.725	0.675
3ème année	0.825	0.775
4ème année	0.975	0.925
Électricien:		
1ère année	0.575	0.525
2ème année	0.675	0.625
3ème année	0.775	0.725
4ème année	0.925	0.875
Peintre-tapissier:		
1ère année	0.575	0.525
3ème année	0.675	0.625
3ème année	0.775	0.725
4ème année	0.90	0.85
Mécanicien en tuyauterie, poseur d'appareils de chauffage, soudeur en tuyauterie, ferblantier, travailleur de métal en feuille et couvreur:		
1ère année	0.50	0.45
2ème année	0.55	0.50
3ème année	0.625	0.575
4ème année	0.725	0.675"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 avril 1951. 29975-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que des parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers du bâtiment dans le district des Cantons de l'Est, rendue obligatoire par le décret numéro 1519 du 18 septembre 1947, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée de la façon suivante:

1° Le paragraphe "b" de l'article II sera remplacé par le suivant:

However, in both cases, the employers shall notify the Parity Committee, in writing, of the starting and finishing hours. The employers who do not notify the Parity Committee shall observe the following hours: 8.00 a.m. to 6.00 p.m. Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday; 8.00 a.m. to 5.00 p.m. Friday; and 8.00 a.m. to 12.00 (noon) Saturday.

All time worked outside these daily periods is considered as overtime and shall be remunerated accordingly."

6. The words "piece-work" mentioned in section VIII will be replaced by the word "contract".

7. Subsection "g" of section X will be replaced by the following:

g) *Wage rates*: The minimum wage rates of apprentices shall be the following:

Trades:	Hourly rates Zones	
	I	III
Bricklayer, mason, plasterer, tile layer and block layer:		
1st year	\$0.65	0.60
2nd year	0.75	0.70
3rd year	0.85	0.80
4th year	1.00	0.95
Carpenter joiner:		
1st year	0.625	0.575
2nd year	0.725	0.675
3rd year	0.825	0.775
4th year	0.975	0.925
Electrician:		
1st year	0.575	0.525
2nd year	0.675	0.625
3rd year	0.775	0.725
4th year	0.925	0.875
Painter, paper hanger:		
1st year	0.575	0.525
2nd year	0.675	0.625
3rd year	0.775	0.725
4th year	0.90	0.85
Steamfitter, pipe mechanic, pipe welder, tinsmith, sheet metal worker and roofer:		
1st year	0.50	0.45
2nd year	0.55	0.50
3rd year	0.625	0.575
4th year	0.725	0.765"

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 21, 1951. 29975-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the building trades in the Eastern Township District, rendered obligatory by the decree number 1519 of September 18, 1947, have submitted to him a request to amend the said decree, as amended, as follows:

1° Subsection "b" of section II will be replaced by the following:

"b) Ce décret s'applique aussi à la préparation de tuyauterie de tout genre, à tout travail assujéti à la Loi des Mécaniciens en tuyauterie (S.R.Q. 1941, chapitre 173) et à toute installation de tuyauterie fixe ou mobile pour quelque usage que ce soit, à l'intérieur ou à l'extérieur d'une bâtisse, de même qu'à tous les travaux de ferblantiers-couvreurs, travailleurs de métal en feuilles, de même que tous poseurs de brûleurs à l'huile et de foyers mécaniques."

2° Les dispositions apparaissant à la suite de la première échelle de salaires du paragraphe "a" de l'article IV seront remplacées par les suivantes:

"Nonobstant la cédule de salaires précédente, les taux minima suivants s'appliquent dans la cité de Sherbrooke et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites, aux salariés des métiers ci-après mentionnés:

Mécanicien en tuyauterie et poseur d'appareils de chauffage:

	<i>l'heure</i>
Entrepreneur (services personnels)	\$2.00
Compagnon	1.25
Soudeur en tuyauterie.	1.25
Compagnon junior, première année.	1.00
Ferblantier, travailleur de métal en feuilles et couvreur.	1.25

3° Le sous-paragraphe I du paragraphe "e" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"L'employé assujéti au décret a le privilège de travailler seulement quatre (4) heures le samedi."

4° Le deuxième alinéa du sous-paragraphe 4 du paragraphe "e" de l'article IV devient le sous-paragraphe 7 du même article.

5° Le sous-paragraphe 5 du paragraphe "e" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"5. Dans les métiers de mécaniciens en tuyauterie, poseurs d'appareils de chauffage, soudeurs en tuyauterie, ferblanterie ou travailleurs de métal et couvreurs, il ne peut y avoir qu'un (1) apprenti par compagnon."

6° Le mot "couvreurs" sera ajouté après les mots "ou des ferblantiers" apparaissant au sous-paragraphe 6 du paragraphe "e" de l'article IV.

7° Le sous-paragraphe 8 suivant sera ajouté au paragraphe "e" de l'article IV:

"8. Nonobstant les dispositions précédentes, dans la cité de Sherbrooke et un périmètre de cinq (5) milles d'un rayon de ses limites, les quarante-huit (48) heures formant la durée hebdomadaire du travail pour les mécaniciens en tuyauterie, poseurs d'appareils en chauffage, soudeurs en tuyauterie, ferblantiers ou travailleurs en métal en feuilles et couvreurs sont distribuées comme suit: huit (8) heures par jour, les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi, de 8.00 a.m. à 5.00 p.m. et tout travail exécuté entre 5.00 p.m. et 8.00 a.m. sera rémunéré au taux de salaire et demi."

8° Le paragraphe "1" suivant sera ajouté à l'article VII:

"1) Dispositions relatives aux mécaniciens en tuyauterie, ferblantiers ou travailleurs de métal en feuilles et couvreurs:

En plus des dispositions de l'article VII, une retenue de 2% du salaire de l'employé sera faite par l'employeur à partir du 1er mai 1951 et sera remise au moyen de timbres dans le livret de congés suivant les dispositions dudit article VII."

9° Les mots "deux (2) milles" apparaissant au sous-paragraphe 1 du paragraphe "g" de l'article X seront remplacés par les mots "cinq (5) milles".

10° Le sous-paragraphe 2 du paragraphe "g" de l'article X sera remplacé par le suivant:

"b) This decree also to pipe repairs of all kinds, to any work governed by the Pipe Mechanics Act, (R.S.Q. 1941, chapter 173), and to any stationary or movable pipe installation for any use whatsoever, in or outside a building, as well as to all operations carried out by tinsmiths, roofers, sheet metal workers, oil burner and mechanical stoker mechanics."

2° The provisions mentioned after the first wage scale of subsection "a" of section IV will be replaced by the following:

"Notwithstanding the foregoing wage scale, the following minimum rates apply, in the city of Sherbrooke and the territory comprised in a radius of five (5) miles from its limits, to the employees of the trades hereafter mentioned:

Pipe mechanic and steamfitter:

	<i>per hour</i>
Contractor (personal services)	\$2.00
Journeyman.	1.25
Pipe welder.	1.25
Junior journeyman, first year.	1.00
Tinsmith, sheet metal worker and roofer	1.25

3° Paragraph 1 of subsection "e" of section IV will be replaced by the following:

"Employees governed by the decree have the privilege of working but four (4) hours on Saturday."

4° The second sub-paragraph of paragraph 4 of subsection "e" of section IV becomes paragraph 7 of the same section.

5° Paragraph 5 of subsection "e" of section IV will be replaced by the following:

"5. In the following trades: pipe mechanic, steamfitter, pipe welder, tinsmith and roofer, there may be but one (1) apprentice per journeyman."

6° The word "roofers" will be added after the words or tinsmiths" mentioned in paragraph 6 of sub-section "e" of section IV.

7° The following paragraph 8 will be added to subsection "e" of section IV:

"8. Notwithstanding the foregoing provisions in the city of Sherbrooke and a perimeter of five (5) miles of radius from its limits, the forty-eight (48) hours which constitute the weekly duration of work for pipe mechanics, steamfitters, pipe welders, tinsmiths, sheet metal workers and roofers are distributed as follows: eight (8) hours per day Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and Saturday, from 8.00 a.m. to 5.00 p.m., and all time worked between 5.00 p.m. and 8.00 a.m. shall be paid at the rate of time and a half."

8° The following subsection "1" will be added to section VII:

"1) Provisions respecting pipe mechanics, steamfitters, pipe welders, tinsmith, sheet metal workers and roofers: Further to the provisions of section VII, a check of 2% shall be made on the wages of the employee by the employer from May 1st, 1951, and shall be given back in stamps in the vacation booklet, as per the provisions of the said section VII."

9° The words "two (2) miles" mentioned in paragraph 1 of subsection "g" of section X will be replaced by the words "five (5) miles."

10° Paragraph 2 of subsection "g" of section X will be replaced by the following:

"2. Dans la cité de Sherbrooke et un périmètre de cinq (5) milles de ses limites:

"2. In the city of Sherbrooke and a perimeter of five (5) miles from its limits:

Apprentis:	<i>l'heure</i>
Première année.....	\$0.55
Deuxième année.....	0.60
Troisième année.....	0.70
Quatrième année.....	0.75

Apprentice:	<i>per hour</i>
First year.....	\$0.55
Second year.....	0.60
Third year.....	0.70
Fourth year.....	0.75"

Les dispositions des présents amendements entrent en vigueur à compter du 1er mai 1951.

The provisions of the present amendments come into force from May 1, 1951.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY,

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 avril 1951. 29975-o

Department of Labour,
Québec, April 21, 1951. 29975-o

Département du Trésor

Department of Treasury

AVIS DE RACHAT PAR ANTICIPATION

NOTICE OF REDEMPTION

\$7,500,000 d'obligations de la Province de Québec à 4½% en date du 1er juillet 1926, échéant le 1er juillet 1956

\$7,500,000 Province of Quebec 4½% Debentures dated July 1, 1926, maturing July 1, 1956

Avis est donné par les présentes que toutes les obligations précitées sont par les présentes appelées pour rachat le 1er juillet 1951.

Notice is hereby given that all of the above mentioned Debentures are hereby called for redemption on July 1, 1951.

Le paiement du capital de ces obligations et de l'intérêt couru au 1er juillet 1951 sera effectué à compter du lundi 2 juillet 1951 en monnaie légale du Canada au bureau principal de la Banque de Montréal à Québec, Montréal ou Toronto, Canada, ou en monnaie légale des États-Unis d'Amérique à l'Agence de la Banque de Montréal, 64 Wall Street, New York, États-Unis d'Amérique, au choix du détenteur, sur remise des obligations et des coupons d'intérêt qui y sont annexés et qui échoient le 1er juillet 1951 ou postérieurement à cette date. Les obligations enregistrées devront être accompagnées de tous les documents nécessaires au transfert.

Payment of the principal amount of such Debentures and accrued interest to July 1, 1951 will be made on or after Monday, July 2, 1951 in lawful money of Canada at the principal office of the Bank of Montreal in Quebec or in Montreal or in Toronto, Canada, or in lawful money of the United States of America at the Agency of the Bank of Montreal, 64 Wall Street, New York, U.S.A., at the option of the holder, upon surrender of the Debentures and the interest coupons thereto attached maturing on or after July 1, 1951. Registered Debentures should be accompanied by all instruments requisite for transfer.

L'intérêt sur toutes ces obligations cessera de courir à compter du 1er juillet 1951.

Interest on all said Debentures will cease to accrue from and after July 1, 1951.

PROVINCE DE QUÉBEC
ONÉSIME GAGNON

PROVINCE OF QUEBEC
ONÉSIME GAGNON

29922-o
le 20 avril 1951. Trésorier de la Province

29922-o
April 20, 1951. Provincial Treasurer

Département du Trésor Assurances

Treasury Department Insurance

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

NOTICE OF CHANGE OF NAME

Avis est par les présentes donné que "Svea Fire and Life Insurance Company Limited" constituée en corporation conformément aux lois de la Suède, et enregistrée dans la Province sous le numéro 378, a changé son nom en celui de "Svea-Norman Insurance Company Limited".

Notice is hereby given that "Svea Fire and Life Insurance Company Limited" incorporated under the laws of Sweden, and registered in the Province under number 378, has changed its name of "Svea-Norman Insurance Company Limited".

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 19 avril 1951.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 19th of April 1951.

Pour le Trésorier de la Province,

For the Treasurer of the Province,

GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

29973-o

29973-o

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Avis est donné par les présentes que "The Paul Revere Life Insurance Company" enregistrée sous le numéro 512, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 121 qui l'autorise à compter du 20 mars 1951, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Vie, Accident, Maladie.

Le siège social de la compagnie est situé à Worcester, État du Massachusetts, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé M. Valmore A. de Billy, 80 rue St-Pierre, Québec, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 14 avril 1951.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,

29932-16-2-o Surintendant des Assurances.

Notice is hereby given that "The Paul Revere Life Insurance Company", registered under number 512, has obtained the license and certificate of registration number 121 authorizing it, as from the 20th of March, 1951, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Life, Accident, Sickness.

The head office of the company is situated at Worcester, State of Massachusetts, United States of America.

The company has appointed Mr Valmore A. de Billy, 80 St. Peter Street, Quebec, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 14th of April 1951.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,

29932-16-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Avis est donné par les présentes que "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du Comté d'Abitibi" constituée en corporation en vertu de la section II de la Loi des assurances de Québec et enregistrée sous le numéro 511, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 116 qui l'autorise, à compter du 10 avril 1951, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Incendie et accessoirement - vent, moyennant billet de dépôt, relativement à des bâtiments de ferme, des risques isolés, à l'exclusion des bâtiments de commerce ou servant à des fins de commerce ou de manufacture ou des risques extra-hasardés.

Le siège social de la compagnie est situé à Amos, comté d'Abitibi, province de Québec.

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 11 avril 1951.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,

29962-16-2-o Surintendant des assurances.

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du Comté d'Abitibi" incorporated in accordance with Division II of the Quebec Insurance Act and registered under number 511, has obtained the license and certificate of registration number 116 authorizing it, as from the 10th of April 1951, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Fire and supplementary thereto - wind, by means of deposit notes, concerning farm buildings, isolated risks, excluding buildings used for mercantile or manufacturing purposes or other extra-hazardous risks.

The head office of the company is situated at Amos, County of Abitibi, Province of Quebec.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 11th of April 1951.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,

29962-16-2-o Superintendent of Insurance.

Examen des Agronomes — Agronomists Examination

LA CORPORATION DES AGRONOMES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Tableau des inscriptions pour l'admission à l'exercice de la profession agronomique

Table of entries for admission to the practice of the Profession of Agronomist

Noms et prénoms Names and surnames	Age	Domicile	Institutions
Beaudoin, Marius.	29	St-Henri de Mascouche.	Institut Agricole d'Oka
Beaumier, Marcel.	27	La Trappe.	Institut Agricole d'Oka.
Bolduc, Philippe.	22	Thetford Mines.	Institut Agricole d'Oka
Bourget, Sylvio.	21	Notre-Dame de Lévis.	École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Brière, Jean-Paul.	33	Trois-Rivières.	Institut Agricole d'Oka.
Côté, Émile.	23	Napierville.	Institut Agricole d'Oka.
Côté, Louis-Marie.	21	Ste-Croix, Cté Lac St-Jean.	Institut Agricole d'Oka.
Couture, René.	25	Charny.	École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière
Crête, René.	22	Verdun.	Institut Agricole d'Oka.
Dufour, Ludger.	22	Baie St-Paul.	École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Flamand, André.	26	St-Patrice de Beauvillage.	Institut Agricole d'Oka.
Fortier, Gérard.	25	St-François-du-Lac.	Institut Agricole d'Oka.
Fortin, Jean-Marie.	26	St-Hubert.	École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Gauthier, Jean.	24	Montréal.	Institut Agricole d'Oka.

Giroux, Roger.....	23	L'Annonciation	Institut Agricole d'Oka.
Gravel, Jean-Paul.....	24	St-Martin.....	Institut Agricole d'Oka.
Gravel, Rosaire.....	24	Ste-Anne-de-Beaupré.....	Institut Agricole d'Oka.
Jutras, Pierre.....	22	Montréal.....	Macdonald College.
Lafontaine, André.....	24	Beaconsfield.....	Institut Agricole d'Oka.
Lambert, Josaphat.....	26	Ste-Anne-de-la-Pocatière.....	Macdonald College.
Loiselle, Roland.....	22	Verdun.....	Macdonald College.
Montpetit, Paul.....	25	St-Étienne.....	Institut Agricole d'Oka.
Ouellet, René.....	27	Cap-Rouge.....	Institut Agricole d'Oka.
Paradis, André.....	22	Montréal.....	Institut Agricole d'Oka.
Paupé, J.-Fernand.....	27	Joliette.....	Institut Agricole d'Oka.
Raymond, René.....	25	Ste-Anne-de-la-Pocatière.....	École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Reeves, Roger.....	23	Pointe-aux-Trembles.....	Institut Agricole d'Oka.
Rousseau, Michel.....	23	Acton-Vale.....	Institut Agricole d'Oka.
Roy, Gérard.....	27	St-Arsène.....	École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Roy, Réal.....	22	Laval-des-Rapides.....	Institut Agricole d'Oka.
Simoneau, Claude.....	21	Giffard.....	École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Simard, Paul.....	30	Montréal.....	École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Villemur, Pierre.....	21	Montréal.....	Institut Agricole d'Oka.

Montréal, le 1er avril 1951.— Montreal, April 1, 1951.

Le Secrétaire-trésorier
de la Corporation des Agronomes
de la Province de Québec.
29911-15-2-o RENE MONETTE.

RENE MONETTE.
Secretary-Treasurer
of La Corporation des Agronomes
de la Province de Québec.

Greffes de Notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, que le Conseil de la Chambre des Notaires, à sa réunion qui a été tenue à Montréal, le 4 avril 1951, a accordé à Me Gaspard Ethier, notaire demeurant et exerçant à Montréal, district judiciaire de Montréal, la transmission des minutes, répertoire et index de Mes J.-A. St-Pierre et A. Jolicœur, notaires décédés.

Montréal, 14 avril 1951.

Le Secrétaire-Trésorier de la Chambre
des Notaires,
29935-o ARTHUR COURTOIS.

Notarial Records

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that the Council of the Board of Notaries, at its meeting held in Montreal, on the 4th of April 1951, has granted to Me Gaspard Ethier, Notary residing and practising at Montreal, Judicial District of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of Mes J.-A. St-Pierre and A. Jolicœur, deceased Notaries.

Montreal, April 14th 1951.

ARTHUR COURTOIS,
Secretary-Treasurer of the Board
of Notaries.

Lettres patentes

Avis est donné par l'honorable Ministre des affaires municipales que le Lieutenant-gouverneur en conseil a décrété, le 18 avril 1951, l'émission des lettres patentes suivantes, concernant la ville des Sept-Iles, dans le comté de Saguenay, à savoir:

Canada,
Province de Québec,
[L.S.] GASPARD FAUTEUX

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la Foi.

A tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,

SALUT.

LETTRES PATENTES

ATTENDU que, depuis 1945, le comté de Saguenay et le Nouveau-Québec bénéficient d'un développement particulièrement extraordinaire;

ATTENDU qu'un nouveau chemin de fer, parcourant une distance d'environ 360 milles est en voie de construction et qu'il reliera Sept-Iles au Nouveau-Québec;

Letters Patent

Notice is hereby given by the Honourable the Minister of Municipal Affairs that the Lieutenant-Governor in Council has enacted, on the 18th day of April, 1951, the issue of the following letters patent, respecting the town of Sept-Iles, in the county of Saguenay, to wit:

Canada,
Province of Québec,
[L.S.] GASPARD FAUTEUX

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

LETTERS PATENT

WHEREAS, since 1945, the county of Saguenay and New Quebec benefit by a most extraordinary development;

WHEREAS a new railway, running a distance of about 360 miles, is under construction and this will link Sept-Iles with New Quebec;

ATTENDU qu'une partie de la municipalité du canton de Letellier a été érigée en municipalité de ville, dans le comté de Saguenay, sous le nom de la "municipalité de la ville des Sept-Iles", et cela, en vertu de la Loi 14-15 George VI, chapitre 69;

ATTENDU que l'article 11 de ladite loi décrète ce qui suit:

"Les membres actuels du conseil de la municipalité du canton de Letellier et ses officiers municipaux continuent d'occuper leurs charges jusqu'à l'assermentation des membres du conseil de la ville des Sept-Iles qui seront élus à la première élection générale."

ATTENDU que l'article 13 de la dite loi décrète ce qui suit:

"Lorsque dans l'opinion du Lieutenant-gouverneur en conseil, le progrès, le développement industriel et l'intérêt de cette région du Saguenay l'exigeront, il pourra décréter toute disposition supplémentaire, accessoire ou dérogoire à la présente Loi et à la Loi des cités et villes, et émettre, à cette fin, des lettres patentes qui régiront la ville et la corporation municipale des Sept-Iles.

"Le ministre des affaires municipales donnera avis de l'émission de ces lettres patentes en les publiant dans la *Gazette officielle de Québec*."

"Le présent article sera en vigueur jusqu'au premier juin 1953."

ATTENDU que l'érection de cette nouvelle ville nécessite la confection d'un autre rôle d'évaluation et la préparation d'une liste des électeurs afin que tous ceux qui y ont droit légitimement puissent exercer leur droit de vote et afin de permettre à ceux qui y ont droit légitimement de poser leur candidature lors de la première élection générale pour élire et choisir le maire et les autres membres du conseil municipal de ladite nouvelle ville;

ATTENDU que si le présent ordre en conseil n'était pas adopté, la première élection générale, qui serait tenue pour élire ledit conseil municipal, aurait lieu au commencement de mai, ce qui ne serait pas à propos dans les circonstances actuelles;

ATTENDU qu'il est conforme à l'intérêt public, ainsi qu'à la bonne administration des affaires de la municipalité de la nouvelle ville, de même qu'aux meilleurs intérêts des électeurs municipaux, que la première élection générale, dans et pour ladite ville des Sept-Iles, soit ajournée pendant la période de temps nécessitée par les circonstances actuelles et ci-après mentionnée;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 18 avril 1951, Nous déclarons et ordonnons par les présentes lettres patentes, qui entreront en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

1) Que la première élection générale, pour élire le maire et les membres du conseil municipal de ladite ville des Sept-Iles, soit ajournée à la date ci-après, savoir:

a) la présentation des candidats aux fonctions de maire et d'échevins de ladite ville des Sept-Iles aura lieu mercredi, le 29 août 1951, et le scrutin, s'il est nécessaire, le 5 septembre 1951, ou si c'est un jour férié, le jour suivant;

2) Que les qualifications requises pour être candidat et pour avoir droit de vote à cette élection soient généralement celles qui prévoit la Loi des cités et villes, mais avec les modifications suivantes, lesquelles, en cas de conflit, prévaudront sur toute autre loi générale ou spéciale:

a) pour être candidat aux fonctions de maire ou d'échevins, il sera nécessaire d'avoir été domi-

WHEREAS a part of the municipality of the township Letellier was erected into a town municipality, in the county of Saguenay, under the name of "municipality of the town of Sept-Iles", under the Act 14-15 George VI, chapter 69.

WHEREAS section 11 of the said Act enacts as follows:

"The present members of the council of the municipality of the township of Letellier and its municipal officers shall remain in office until the members of the council of the town of Sept-Iles to be elected at the first general election shall be sworn in."

WHEREAS section 13 of the said Act enacts as follows:

"When in the opinion of the Lieutenant-Governor in Council, the progress and industrial development and the interests of this region of the Saguenay shall require it, the latter may enact any supplementary, accessory or derogatory provision to this act, and to the Cities and Towns Act, and issue for such purpose, letters patent to govern the town and municipal corporation of Sept Iles.

"The Minister of Municipal Affairs shall give notice of the issue of such letters patent by publishing the same in the *Quebec Official Gazette*."

"This section shall be in force until the first of June, 1953."

WHEREAS the erection of this new town requires the compiling of a new valuation roll and the preparation of a list of electors in order that all those lawfully qualified to vote may exercise their right to vote and so as to permit those lawfully qualified to be nominated as candidates for the first general election, to elect and choose the mayor and the other members of the municipal council of the said new town.

WHEREAS if the present Order in Council be not adopted, the first general election, which would be held to elect the said municipal council, would be held at the beginning of May, which would not be expedient under the present circumstances;

WHEREAS it is conformable to public interest and also to the good administration of the affairs of the municipality of the new town, likewise in the best interests of the municipal electors, that the first general election, in and for the said town of Sept-Iles be adjourned for the period of time required by the present circumstances hereinafter mentioned.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an order dated the 18th day of April, 1951, We declare and order by these present letters patent, which will come into force as from the date of their publication in the *Quebec Official Gazette*.

1) That the first general election, to elect the mayor and members of the municipal council of the said town of Sept-Iles, be adjourned to the date hereinafter mentioned, to wit:

a) The nomination of candidates to the office of mayor and aldermen of the said town of Sept-Iles will be held on Wednesday, the 29th day of August, 1951, and the polling, if necessary, on the 5th day of September, 1951, or if this be a holiday, on the following day.

2) That the qualifications required to be candidate or to have the right to vote at this election be, in general, those set forth in the Cities and Towns Act, but with the following modifications, which in the case of conflict, will prevail over any other general or special law.

a) candidates for the office of mayor or alderman, are required to have been domiciled in the

ciés dans le territoire qui forme maintenant la ville des Sept-Iles, pendant au moins deux ans avant le jour de la présentation des candidats:

b) pour les fins de la présente élection, le maire et les autres membres actuels du conseil municipal des Sept-Iles seront considérés posséder toutes les qualifications foncières requises pour être candidats et pour exercer, pendant ce premier mandat, les fonctions municipales à eux confiés par les électeurs;

c) quant aux locataires, seuls devront être inscrits sur la liste des électeurs et auront droit de vote à ladite élection, les locataires qui seront domiciliés dans le territoire qui forme maintenant la ville des Sept-Iles depuis au moins le premier janvier 1950, et cela, même si leur nom n'est pas inscrit sur le rôle de perception des taxes pour ladite ville.

3) Que la liste des électeurs soit dressée de manière à entrer en vigueur en temps utile pour servir à cette élection générale;

4) Que l'arrêté en conseil portant le numéro 417, en date du 18 avril 1951, fasse partie de la loi 14-15 George VI, chapitre 69, comme s'il eût été incorporé dans ladite loi.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous nos FÉAUX sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-huitième jour d'avril en l'année mil neuf cent cinquante et un de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quinzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
29977-0 JEAN BRUCHÉSI.

**L'Evêque Catholique Romain de Gaspé
The Roman Catholic Bishop of Gaspé**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze avril 1951, constituant en corporation "L'Evêque Catholique Romain de Gaspé" — "The Roman Catholic Bishop of Gaspé".

Le siège social de ladite corporation est situé à Gaspé.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 18 avril 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29965-0 JEAN BRUCHÉSI.

territory which now constitutes the town of Sept-Iles, for at least two years before day of the nomination of candidates;

b) For the purposes of the present élection, the present mayor and other members of the municipal council of Sept-Iles will be considered as possessing the landed qualifications required of candidates and to exercise, during this first term, the municipal offices confided to them by the electors;

c) As regards tenants, only those who have been domiciled in the territory which now constitutes the town of Sept-Iles since, at least, the first of January, 1950, shall have their names entered on the list of electors and be entitled to vote at the said election, even though their names are not entered on the Tax collection roll of the said town;

3) That the list of electors be drawn up so that it will come into force in due time to serve for the said general election;

4) That the order in council bearing No. 417, dated the 18th day of April, 1951, will form part of the Act 14-15 George VI, chapter 69, as though incorporated in the said Act.

OL ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are, hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this eighteenth day of April, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty-one and the fifteenth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,
29977 Under Secretary of the Province.

**L'Evêque Catholique Romain de Gaspé
The Roman Catholic Bishop of Gaspé**

Notice is hereby given that under the provisions of the Roman Catholic Bishops Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of April, 1951, incorporating "L'Evêque Catholique Romain de Gaspé" — "The Roman Catholic Bishop of Gaspé".

The corporate seat of the said corporation is at Gaspé.

Given at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of April, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
29965 Under Secretary of the Province.

Ordre de Cour

Province de Québec, District de Chicoutimi, N° 14,854, (Dans la Cour Supérieur. La Chaîne-Coopérative du Saguenay, demanderesse, vs La Société Coopérative Agricole de Shipshaw défenderesse & L. B. Gagnon & Cie, opposant.

Sur ordre de l'Honorable juge Alfred Savard, donné le douzième jour d'avril mil neuf cent cinquante et un, vu l'allégation d'insolvabilité de la dite défenderesse La Société Coopérative

Rule of Court

Province of Quebec, District of Chicoutimi, No. 14,854. In the Superior Court. La Chaîne Coopérative du Saguenay, plaintiff; vs La Société Coopérative Agricole de Shipshaw, defendant; & L. B. Gagnon & Cie, opposant

Upon order of Honourable Justice Alfred Savard, given on the twelfth day of April, nineteen hundred and fifty-one, seeing the allegation of insolvency of the said defendant, "La Société

Agricole de Shipshaw, district the Chicoutimi, les créanciers de la dite défenderesse qui n'auraient pas encore produit leur réclamation, sont maintenant appelés à le produire en cette cause au bureau du protonotaire de la Cour Supérieure pour ce district à Chicoutimi, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674 du Code de Procédure Civile.

Chicoutimi, 17 avril 1951.

29969-16-2-o LÉONIDAS GAGNÉ,
P.C.S.

Coopérative Agricole de Shipshaw," district of Chicoutimi, the creditors of the said defendant who have not yet filed their claims, are now called upon to file same in this case, at the office of the Prothonotary of the Superior Court for the said district, at Chicoutimi, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, pursuant to articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

Chicoutimi, April 17, 1951.

29969-16-2 LÉONIDAS GAGNÉ,
P.S.C.

Sièges sociaux

Canada, Province de Québec, District de Québec.

H. MORIN INC.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "H. Morin Inc." constituée en corporation par Lettres Patentes accordées le 26 janvier 1951 et enregistrées le 6 février 1951, et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, a établi son bureau au N° 203 rue du Pont dans la cité de Québec.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son principal bureau d'affaires.

Donné à Québec ce vingt-septième jour de janvier 1951.

29943-o Le Secrétaire,
L. E. LANGIS GALIPEAULT.

CRACK & FOWLER INCORPORATED

Avis de situation du siège social

Avis est donné que la compagnie "Crack & Fowler Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-sept février 1951 et ayant son siège social en la cité de Granby a établi son bureau au numéro 600 rue Principale.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Granby, le seize mars 1951.

29961 Le Président,
A. M. CRACK

Head Offices

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

H. MORIN INC.

NOTICE

Notice is hereby given that the company "H. Morin Inc.", incorporated by letters patent issued on January 26, 1951, and registered on February 6, 1951, and having its head office in the city of Quebec, has established its office at No. 203 du Pont Street, in the city of Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this twenty-seventh day of January, 1951.

29943 L. E. LANGIS GALIPEAULT,
Secretary.

CRACK & FOWLER INCORPORATED

Notice of the Situation of the Head Office

Notice is hereby given that the "Crack & Fowler Incorporated", incorporated by letters patent, on the twenty-seventh day of February 1951 and having its head office in the city of Granby, has established its office at number 600 Main street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Granby, this sixteenth day of March 1951.

29961-o A. M. CRACK,
President.

Soumissions

Province de Québec

VILLE DE NICOLET
(COMTÉ DE NICOLET)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions, pour obligations" seront reçues par le soussigné, Armand Proulx, greffier, Hôtel de Ville, Nicolet, comté de Nicolet, jusqu'à 8 heures P.M. mardi le 8 mai 1951, pour l'achat de \$66,000.00 d'obligations de la ville de Nicolet, datées 1er avril 1951 et remboursables par séries du 1er avril 1952 au 1er avril 1971 inclusivement

Tenders

Province of Quebec

TOWN OF NICOLET
(COUNTY OF NICOLET)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Armand Proulx, Clerk, Town Hall, Nicolet, county of Nicolet, up to eight o'clock in the evening, Tuesday, the eighth day of May, 1951, for the purchase of \$66,000 of bonds of the Town of Nicolet, dated the 1st day of April 1951, and redeemable serially from the 1st of April, 1952, to the 1st of

avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½ par années payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$66,000.00—20 ans

Année	Capital
1er avril 1952.	\$3,000.00
1er avril 1953	3,500.00
1er avril 1954.	3,000.00
1er avril 1955.	3,500.00
1er avril 1956.	3,000.00
1er avril 1957.	3,500.00
1er avril 1958.	3,000.00
1er avril 1959.	3,500.00
1er avril 1960.	3,000.00
1er avril 1961.	3,500.00
1er avril 1962.	3,000.00
1er avril 1963.	3,500.00
1er avril 1964.	3,000.00
1er avril 1965.	3,500.00
1er avril 1966.	3,000.00
1er avril 1967.	3,500.00
1er avril 1968.	3,500.00
1er avril 1969.	3,500.00
1er avril 1970.	3,500.00
1er avril 1971.	3,500.00

April, 1971, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually the 1st of April and 1st of October of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tables of Redemption—\$66,000—20 years

Year	Capital
1st April, 1952	\$3,000.00
1st April, 1953	3,500.00
1st April, 1954	3,000.00
1st April, 1955	3,500.00
1st April, 1956	3,000.00
1st April, 1957	3,500.00
1st April, 1958	3,000.00
1st April, 1959	3,500.00
1st April, 1960	3,000.00
1st April, 1961	3,500.00
1st April, 1962	3,000.00
1st April, 1963	3,500.00
1st April, 1964	3,000.00
1st April, 1965	3,500.00
1st April, 1966	3,000.00
1st April, 1967	3,500.00
1st April, 1968	3,500.00
1st April, 1969	3,500.00
1st April, 1970	3,500.00
1st April, 1971	3,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque à charte, dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Nicolet.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi le 8 mai 1951, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville de Nicolet, comté de Nicolet.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Nicolet (Comté de Nicolet), ce 18ième jour d'avril 1951.

Le Greffier,
ARMAND PROULX,
 Hôtel de Ville,
 Nicolet, (Cté Nicolet).

29966-o

Province de Québec

PAROISSE DE REPENTIGNY
 (Comté de l'Assomption)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Marie-Smith Sénécal, secrétaire-trésorier, Repentigny, comté de l'Assomption, jusqu'à 8 heures p.m., lundi le 14 mai 1951, pour l'achat de \$300,000 d'obligations de la paroisse de Repentigny, datées du 1er mai 1951 et remboursables par séries du 1er mai 1952 au 1er mai 1966 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3¾% par année payable semi-annuellement les

Capital and interest are payable at the chartered bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at Nicolet.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date, under the authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, the 8th day of May, 1951, at eight o'clock in the evening, at the Town Hall of Nicolet county of Nicolet.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Nicolet (County of Nicolet), this 18th day of April, 1951.

ARMAND PROULX,
 Clerk,
 Town Hall,
 Nicolet, (County of Nicolet).

29966

Province of Quebec

PARISH OF REPENTIGNY
 (County of l'Assomption)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Marie Smith Sénécal, secretary-treasurer, Repentigny, county of l'Assomption, up to 8 o'clock P.M. Monday the 14th of May, 1951, for the purchase of \$300,000 of bonds of the parish of Repentigny, dated May 1st, 1951, and redeemable serially from the 1st of May 1952, to the 1st of May 1966, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3¾% per annum, payable semi-annually, on the 1st of

1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$300,00 — 15 ans

Année	Capital
1er mai 1952.	\$ 3,000.00
1er mai 1953.	3,000.00
1er mai 1954.	4,000.00
1er mai 1955.	4,000.00
1er mai 1956.	4,000.00
1er mai 1957.	4,000.00
1er mai 1958.	4,500.00
1er mai 1959.	4,500.00
1er mai 1960.	4,500.00
1er mai 1961.	4,500.00
1er mai 1962.	5,000.00
1er mai 1963.	5,000.00
1er mai 1964.	5,500.00
1er mai 1965.	5,500.00
1er mai 1966.	239,000.00

May and 1st of November of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption — \$300,000 — 15 years

Year	Capital
1st May, 1952.	\$ 3,000.00
1st May, 1953.	3,000.00
1st May 1954.	4,000.00
1st May, 1955.	4,000.00
1st May, 1956.	4,000.00
1st May, 1957.	4,000.00
1st May, 1958.	4,500.00
1st May, 1959.	4,500.00
1st May, 1960.	4,500.00
1st May, 1961.	4,500.00
1st May, 1962.	5,000.00
1st May, 1963.	5,000.00
1st May, 1964.	5,500.00
1st May, 1965.	5,500.00
1st May, 1966.	239,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Québec, à Montréal ou à Repentigny.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil, qui sera tenue lundi, le 14 mai 1951, à 8 heures p.m., à la salle municipale de Repentigny.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Repentigny (Comté de l'Assomption), ce 11 avril 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
MARIE-SMITH SÉNÉCAL,
Repentigny, (Cté L'Assomption), Qué. 29931-0

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Quebec, Montreal, or Repentigny.

The said bonds may, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, if such redemption be partial the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, May 14, 1951, at 8 o'clock P.M., in the Municipal Hall of Repentigny.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Repentigny, (County of l'Assomption), April 11, 1951.

MARIE SMITH SÉNÉCAL,
Secretary-Treasurer.
Repentigny (Co. l'Assomption) Que. 29931

Vente — Loi de faillite

Dans l'affaire de Andréa Lemelin, propriétaire de salle de danse, de Laurierville, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné, par le soussigné, que MARDI, le VINGT-DEUX MAI, 1951, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église paroissiale de Ste-Julie, à Laurierville, sera vendu à l'enchère publique l'immeuble suivant:

Ce terrain ou emplacement connu et désigné au cadastre officiel pour le canton de Somerset-Nord, comté de Mégantic, comme étant une partie du lot numéro deux cent soixante (Ptie N° 260, Somerset-Nord), contenant quatre-vingt-deux pieds de chaque côté (82') en profondeur, par cent pieds (100') de largeur; borné au nord-est par la route, au sud-est par Josaphat Pelchat et des deux autres côtés par Alphonse Paquet, ensemble avec bâtisse dessus érigée.

Ce terrain est sujet à une rente foncière annuelle.

Sale — Bankruptcy Act

In the matter of Andréa Lemelin, proprietor of dancing hall, of Laurierville, authorized assignor.

Notice is hereby given, by the undersigned that on TUESDAY, the TWENTY-SECOND day of MAY 1951, at TEN o'clock in the forenoon at the parochial church door of Ste-Julie, at Laurierville, will be sold at public auction the following immoveable:

That certain land or emplacement known and designated on the official cadastre for the Township of North-Somerset, county of Megantic as being part of lot number two hundred and sixty (Pt. no. 260 North-Somerset), measuring in depth on both sides eighty-two feet (82') by one hundred (100') in width; bounded to the north-east by the public road, to the south-east by Josaphat Pelchat and by the land of Alphonse Paquet on the other sides, together with building thereon erected.

Said piece of land subject to an annual ground rent.

Cette vente est faite en conformité à l'article 55 de la Loi 1949 sur la faillite et aura l'effet du décret.

Conditions de vente: Comptant.
Pour plus de renseignements, s'adresser au soussigné.

Le Syndic,
B. FEENEY. Office:
Bureau: 42 St-Jean-Baptiste,
Princeville. 29947-16-2-o

Said sale is pursuant to art. 55 of the Bankruptcy Act 1949, and will have the effect of a sheriff's sale.

Condition of sale: Cash.
For further informations, apply to:

B. FEENEY,
Trustee.
42 St. Jean-Baptiste street,
Princeville, Que. 29947-16-2-o

Vente par licitation

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, N° 290590. John Joseph Coutu, demandeur, vs Gérard Lacasse Es-Qual. et Al., défendeurs.

AVIS

Avis est donné en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, rendu le 22ième jour du mois de mars 1951, dans une cause portant le numéro 290590 des dossiers de la Cour supérieure du district de Montréal, dans la quelle, John Joseph Coutu, fabricant de pneumatiques, de Holyoke, Massachusetts comté d'Hampden, dans les États-Unis d'Amérique, demandeur, et Gérard Lacasse, manufacturier des cité et district de Montréal, en sa qualité de curateur à Edward Coutu, Peter Coutu, et à demoiselle Emma Coutu, tous trois internés pour démence dans l'État du Massachusetts, l'un des États-Unis d'Amérique; et Marie Coutu, fille majeure et usant de ses droits, en religion Sœur Mary Adèle de la communauté des Sœurs de la Charité de la Providence de l'Hôpital de la Providence de Holyoke, Massachusetts, dans les États-Unis d'Amérique, et Rose Coutu, fille majeure et usant de ses droits, en religion Sœur Mary Théophane, des Sœurs de la Charité de la Providence, de l'Hôpital St-Vincent de Worcester, Massachusetts, dans les États-Unis d'Amérique, défendeurs, ordonnant la licitation des immeubles désignés comme suit:

a) "Quatre lots de terre situés en la paroisse de Saint Hubert, connus sous les numéros trente-deux, trente-trois, trente-quatre et trente-cinq de la subdivision officielle du lot originaire N° cent onze (111-32-33-34-35) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint Hubert dans le comté de Chambly, sans bâtisses dessus érigées, ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées aux dits immeubles."

b) "Un emplacement situé dans la cité de Saint Lambert, comté de Chambly, compose comme suit:

1° d'un lot de terre connu et désigné sous le numéro deux de la subdivision du lot numéro deux mille quatre cent huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro Cent soixante-deux (162-2408-2) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint Antoine de Longueuil, mesurant, ledit lot, sept pieds de longueur par quatre vingt cinq pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, plus ou moins;

2° d'un lot de terre connu et désigné sous le numéro deux mille quatre cent sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent soixante-deux (162-2407) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint Antoi-

Sale by Licitiation

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 290590. John Joseph Coutu, plaintiff, vs Gérard Lacasse Es-Quality et Al, defendants.

NOTICE

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court of Montreal rendered on the 22nd day of March 1951, in a cause bearing number 290590 of the records of the Superior Court, wherein John Joseph Coutu, manufacturer of pneumatics of Holyoke, Massachusetts, county of Hampden, in one of the United States of America, is plaintiff and Gérard Lacasse, manufacturer of the city and district of Montreal, in his quality of curator of Edward Coutu, Peter Coutu, and Miss Emma Coutu, all three interned for insanity in the State of Massachusetts one of the United States of America; and Marie Coutu spinster of the full age of majority, in religion, Sister Mary Adèle, of the Community of the Sisters of Charity of the Providence, of the Providence Hospital of Holyoke, Massachusetts, in the United States of America and Rose Coutu, spinster of the full age of majority, in religion, Sister Mary Théophane, of the Sisters of the Charity of the Providence of St-Vincent Hospital of Worcester, Massachusetts, in the United States of America are defendants, ordering the licitation of the immoveables designated as follows, to wit:

(a "Four vacant lots of land situated in the Parish of St. Hubert, each lot measuring twenty-five feet in front by one hundred feet in depth, and known under numbers thirty-two, thirty-three, thirty-four and thirty-five of the official subdivision of original lot number one hundred and eleven (111-32, 33, 34, 35) upon the plan and official Book of Reference of the Parish of St. Hubert in the County of Chambly, without any building, as the whole now is presently with its servitudes actives and passives apparent or occult attached to said immoveables"

b) An emplacement situated in the city of St. Lambert, in the County of Chambly, composed.

1. of one lot of land known and designated under number two of the subdivision number two thousand four hundred and eight of the official subdivision of the original lot number one hundred and sixty-two (162-2408-2) upon the official plan and book of reference of the Parish of St. Antoine of Longueuil, measuring said lot, seven feet in length by eighty five feet in depth, the whole english measure, more or less.

2. of one lot of land known and designated under number two thousand four hundred and seven of the official subdivision of original lot number one hundred and sixty-two (162-2407) upon the official plan and Book of reference of

ne de Longueuil mesurant, ledit lot, vingt-cinq pieds de longueur par quatre vingt-cinq pieds de profondeur, le tout mesure anglaise plus ou moins; avec une bâtisse (cottage) semi-détachée y érigée, et avec le droit de mitoyenneté dans le mur nord-ouest dudit immeuble; ledit immeuble portant le numéro civique 326 de la rue Walnutt tel que ledit immeuble se trouve présentement avec tous ses droits, circonstances et dépendances sans exceptions ni réserves, ledit emplacement borné en front par l'avenue Walnut, en arrière par une ruelle commune et d'un côté par le lot N° (162-2408-1) et de l'autre par le lot (162-2406).

c) "Un lot de terre, vague, étant connu et désigné sous le numéro Deux cent quatre-vingt-dix-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro Trois cent quarante-deux (342-298) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint Laurent, ayant front sur la rue Clark en la cité de Montréal, mesurant, ledit lot, vingt-cinq pieds de longueur par cent vingt-quatre pieds de profondeur, mesure anglaise plus ou moins, avec toutes circonstances y attachées et ainsi que le tout se poursuit et comporte."

Un dépôt de \$20.00 quant aux immeubles désignés au paragraphe a, qui seront vendus en bloc et un dépôt de \$1,500.00 quant aux immeubles désignés au paragraphe b, lesquels devront être vendus en bloc, et un dépôt de \$24.00, quant à l'immeuble désigné au paragraphe c, devront être faits par tout enchérisseur pour que soient reçus son offre et son enchère sur l'un ou l'autre desdits immeubles.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère au plus offrant et dernier enchérisseur, le 17ème jour de Mai 1951, à 10.30 heures du matin, Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice à Montréal, Chambre 31, ou dans toute autre chambre que l'Honorable Juge désignera, sujets aux charges, clauses, conditions indiquées au cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, le 6 avril 1951.

Le Procureur du demandeur,
29878-15-2-o ÉMILE PELLETIER,
4 Notre Dame est
ch 604
Montreal

the Parish of St. Antoine of Longueuil, measuring said lot, twenty-five feet in length by eighty five feet in depth, the whole english measure and more or less; said emplacement bounded in front by Walnut Avenue, in rear by a common lane, and on one side by the official lot number 162-2408-1 and on the other side by the official lot number 162-2406 upon the said official plan and Book of Reference with a building (cottage) semi-detached thereon erected, and the right of mitoyenneté with the north west gable wall of the said building; the said immoveable bearing civic number 326 Walnut Avenue in the city of St. Lambert as the whole now subsists with all its rights, circumstances and dependencies without exception nor reserve."

c) Of a vacant lot of land known and designated under number two hundred and ninety-eight of the official subdivision of original lot number three hundred and forty-two (342-298) upon the official Plan and Book of Reference of the Parish of St. Laurent, having front on Clark Street in the city and district of Montreal, measuring said lot, twenty-five feet in length by one hundred and twenty-four feet in depth, english measure more or less, with all its circumstances and dependencies thereon attached and as it subsists presently."

A deposit of \$20.00 concerning the immoveables designated in paragraph a) to be sold in one block, and a deposit of \$1,500.00 concerning the immoveables designated in paragraph b) to be sold in one block as a whole, and a deposit of \$24.00 concerning the immoveable designated in paragraph c) shall be made by any bidder in order that his bid and offer be received as to any of the said immoveables.

The above described immoveables shall be offered at public auction and adjudged to the highest and last bidder on the seventeenth day of May 1951, at ten thirty o'clock in the forenoon sitting the Court in the Court Room number 31 of the Court House in Montreal, or in any other room the Honourable Judge may designate subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of Charges deposited in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Montreal, April 6, 1951.

ÉMILE PELLETIER,
Attorney for Plaintiff.
4 Notre Dame est
ch 604
Montreal

Ventes pour taxes

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE MÉGANTIC

Avis public est par le présent donné par Édouard Houde, sec. trés. que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique dans le village de Inverness, au lieu où

Sales for Taxes

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF MEGANTIC

Public notice is hereby given by Édouard Houde, sec. treas. that the undermentioned lands will be sold at public auction, in the village of Inverness, at the place where the county

le conseil de comté tient ses sessions, MERCREDI, le 13 JUIN 1951, à DIX heures du matin, tel que fixé par règlement, à défaut de paiement des taxes auxquelles ils sont affectées et des frais encourus.

council holds its sittings, on WEDNESDAY, the 13th of JUNE 1951, at TEN o'clock a.m. as enacted by a by-law, in default of payment of taxes due thereon and costs incurred.

Municipalités Municipalities	Cantons Townships	Appartenant à Owned By	Rangs Ranges	Lots	Eten. Surf.	Taxes
Leeds Est	Leeds	John Mc. Donald	15	P-12	12ac.	\$ 12.95
Leeds Est	Leeds	John Mc. Donald	15	P-13A	7ac.	10.72
Leeds Est	Leeds	John Mc. Donald	15	P-13C & D	8ac.	94.79
Leeds Est	Leeds	John Mc. Donald	15	P-17A	50ac.	45.73
Leeds Est	Leeds	John Mc. Donald	16	P-11, P-12.	98ac.	92.20
Leeds Est	Leeds	Jos & L.P. Cham- pagne	13	P-19	41ac.	34.73
Leeds Est	Leeds	Jos. & L.P. Cham- pagne	13	P-20	116ac.	46.36
S. C. Marie	Thetford	Archélas Quirion.	11	10-D	35ac.	18.64
Plessisville vil.	Plessisville	Émile Labrie	—	70-1-2	—	268.99
Plessisville vil.	Plessisville	Alphonse Mailhot	—	4-A-2	—	254.64
Irlande sud	Irlande	Roland Picard & Gédéon Payeur	4	211	100ac.	97.23

MUNICIPALITÉ DE ST-ANT. DE PONTBRIAND

MUNICIPALITY OF ST' ANT. OF PONTBRIAND

Un terrain contenant 34 acres, plus ou moins, étant partie du lot cadastral N° 19-A du 2ème rang du canton de Thetford pris dans le coin nord-ouest du dit lot sur la moitié de sa longueur, borné au nord-ouest à Albert Jacques, au nord-est à Mme Achille Paradis: au sud-est à Armand Dumas et au sud-ouest à Ronaldo Huppé. Connue comme appartenant à Gérard Demers. Taxes dues: \$38.97.

A piece of land containing 34 acres, more or less, being part of lot 19-A of the 2nd range of the township of Thetford, taken from the north-west corner of that lot on the half of its length, bounded at the north-west by Albert Jacques, at the north-east by Mrs. Achille Paradis, to the south-east by Armand Dumas and at the south-west by Ronaldo Huppé. Known to belong to Gérard Demers. Taxes due: \$38.97.

Un emplacement de 1/2 acre, plus ou moins, sans mesures précises, et formant partie du lot cadastral N° 13D du 3ème rang du canton de Thetford, borné au sud-est au chemin public entre le 3ème et 4ème rangs: au sud-ouest à Adelard Bolduc: au nord-ouest à Louis Morin et au nord-est à Louis Morin et Mde Alyre Dumas. Connue comme appartenant à Pierre Noël Landry. Taxes dues: \$1.26.

A lot of 1/2 acre, more or less, and being part of lot 13D of the 3rd range of the township of Thetford, bounded at the south-east by the public road between ranges 3rd and 4th, at the south-west by Adelard Bolduc, at the north-west by Louis Morin and at the North-east by Louis Morin and Mrs. Alyre Dumas. Known to belong to Pierre Noël Landry. Taxes due: \$1.26.

Un emplacement de 1/4 d'acre, plus ou moins, pris dans et formant partie du lot cadastral N° 13D du 5ème rang du canton de Thetford, borné au sud-ouest au chemin public, au nord-ouest à Alphonse Turgeon, au nord-est et au sud-est à Senaf Rousseau. Connue comme appartenant à Arémis Talbot. Taxes dues: \$12.79.

A piece of land of 1/4 acre, more or less, being part of lot 13D of the 5th range of the township of Thetford, bounded at the south-west by the public road, at the north-west by Alphonse Turgeon, at the north-east and south-east by Senaf Rousseau. Known to belong to Arémis Talbot. Taxes due: \$12.79.

MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE STE-JULIE

MUNICIPALITY OF THE PARISH OF STE JULIE

Une pointe de terre située à Ste-Julie Station, Comté de Mégantic, et connue au cadastre officiel du Canton de Somerset-Nord comme étant une partie du lot numéro cent quatre vingt-dix-sept (Pt. N° 197) mesurant trente pieds de largeur en front au chemin public du village et cent trente pieds de longueur dans la ligne sud-est, bornée en front au sud-ouest au chemin public, du côté sud-est au lot cent quatre vingt-dix-huit, appartenant à Alcide Daigle, de l'autre côté au nord-ouest et en arrière au nord-est à la rivière Barbue, cette pointe de terre comprenant toute la partie dudit lot comprise entre la rivière et le lot numéro cent quatre-vingt-dix-huit du susdit cadastre, sans bâtisse dessus. Connue comme appartenant à Paul-Émile Gagné. Taxes dues \$2.00.

A piece of land situated at Ste. Julie Station, County of Megantic, and known to the official cadaster of the township of Somerset-North as being part of lot number one hundred and ninety-seven (Pt. No. 197) having thirty feet of width in front at the public road of the village and one hundred and thirty feet of length in the south-east line, bounded in front at the south-west by the public road, on the south-east side by lot one hundred and ninety-eight, belonging to Alcide Daigle, on the other side at the north-west and in the back at the north-east by the Barbue river, this piece of land containing the whole part of the lot which is situated between the river and lot one hundred and ninety-eight of the cadaster above mentioned, without building. Known to belong to Paul Emile Gagné. Taxes due: \$2.00.

Une terre située dans le deuxième rang du Canton de Somerset-Nord, en la paroisse de Ste-Julie, contenant en superficie, cent trente-et-une acres, plus ou moins, connue et désignée au cadastre officiel du dit Canton de Somerset-Nord comme étant les lots numéros Dix-neuf et

A land situated in the second range of the township of Somerset-North, in the parish of Ste. Julie, containing in surface, one hundred and thirty-one acres, more or less, known and designated at the official cadaster of the said township of Somerset-North as being lots numbers

vingt (19 & 20), sauf et à distraire des dits lots la partie vendue à Armand Nadeau, le vingt-sept juin mil neuf cent quarante-neuf et enregistré au Bureau d'Enregistrement de Mégantic, à Inverness, sous le No. 90,209;

Une autre terre située dans les mêmes rang, Canton et paroisse, contenant cent quatre acres, en superficie, connue et désignée au cadastre officiel dudit Canton de Somerset-Nord, comme étant le lot numéro vingt-et-un (21);

Un autre morceau de terre situé dans le troisième rang du dit canton de Somerset-Nord, en la paroisse de Ste-Julie, connu et désigné au cadastre officiel du dit Canton de Somerset-Nord comme étant toute la partie du lot numéro cinquante-huit (—P. 58), qui se trouve située entre la rivière Bécancour et le cordon entre les deuxième et troisième rangs, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

Un autre terrain situé dans le deuxième rang du Canton de Somerset-Nord, en la paroisse de Ste-Julie, connu et désigné au cadastre officiel du dit Canton de Somerset-Nord comme étant la moitié nord-est du lot numéro vingt-trois (½ n. e. 23) et borné comme suit: — aux deux bouts aux cordons des rangs, d'un côté, au nord-est, au lot numéro vingt-quatre appartenant à Léon Laflamme ou représentants, et de l'autre côté, au sud-ouest, au résidu du dit lot numéro vingt-trois appartenant à Emery Vézina ou représentants; il est bien entendu que ce dernier terrain est sous billet de location et le vendeur ne vend et transporte à l'acquéreur que les droits et intérêts qu'il a et peut y avoir en vertu du susdit billet de location. Connue comme appartenant à Philippe Smith. Taxes dues: \$84.50.

Plessisville 14 avril 1951.

29941-16-2-o Le Secrétaire-trésorier,
ÉDOUARD HOUDE.

Nineteen and twenty (19 & 20), except the part of the said lots sold to Armand Nadeau, on June the twenty-seventh nineteen forty-nine and registered at the Registry Office for Megantic, at Inverness, under No. 90,209;

An other land situated in the same range, township and parish, containing one hundred and four acres, in surface, known at the official cadaster of the township of Somerset-North as being lot twenty-one (21);

An other piece of land situated in the third range of the township of Somerset-North, in the parish of Ste. Julie, known at the official cadaster of the township of Somerset-North, as being the whole part of lot number fifty-Eight (P. 58), which is located between the Bécancour river and the line between ranges second and third with buildings thereon erected, circumstances and dependancies;

An other land situated on the second range of the township of Somerset-North, in the parish of Ste. Julie, known at the official cadaster of the said township of Somerset-North as being the north-east half of lot Twenty-three (½ n. e. 23) and bounded as follows; — at both ends by range line, on one side, at the north-east, by lot number twenty-four belonging to Leon Laflamme or representatives, and on the other side, at the south-west, by the balance of said lot number twenty-three belonging to Emery Vezina or representatives: its understood that this last piece of land is under location ticket and the seller sells and transfers to the buyer only the rights and interests that he has or can have under that location ticket. Known to belong to Philippe Smith. Taxes due: \$84.50.

Plessisville April 14th, 1951.

29941-16-2-o EDOUARD HOUDE,
Secretary-Treasurer.

Canada, Province de Québec

MUNICIPALITÉ DE COMTÉ N° 3 DE GASPÉ

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la municipalité de comté N° 3 de Gaspé, que JEUDI, le QUATORZIÈME jour de JUIN mil neuf cent cinquante-un, à DIX heures de l'avant-midi, au palais de justice de Ste. Anne des Monts. Les immeubles ci-dessous mentionnés seront vendus pour défaut de paiement des taxes municipales, scolaires, religieuses et autres frais auxquels ils sont tenus et affectés sujet néanmoins au paiement de ce qui pourrait être dû au gouvernement provincial pour le prix desdits lots, à moins que ces diverses sommes et les frais alors encourus ne soient payés, savoir:

Canada, Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE COUNTY NO. 3 OF GASPÉ

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the Municipality of County No. 3 of Gaspé that on THURSDAY, the FOURTEENTH day of JUNE, one thousand nine hundred and fifty-one, at TEN o'clock in the forenoon, in the Court House of Ste. Anne des Monts, the immovables hereinafter mentioned will be sold for non-payment of municipal and school taxes and church apportionments and other costs owing and affecting the same, subject, nevertheless, to payment of what may be due to the Provincial Government for the price of said lots, unless these various amounts and costs incurred be paid, to wit:

Corporation municipale de Sainte-Madeleine — Municipal corporation of Sainte-Madeleine

Propriétaires Owners	Lot	Rang Range	Canton Township	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes seol. School taxes	Taxes rel. Church taxes	Frais & intérêts Costs & interest	Total
Léo Langlois	P. 7	1	Taschereau	\$ 8.16		\$99.20		\$107.36

Étant une terre de la contenance de cinquante acres, avec bâtisses, bornée vers le Nord par le Fleuve St-Laurent, vers l'Est par la propriété de Léopold Fournier, vers le Sud par la ligne de division entre le premier et le deuxième rang et vers l'Ouest par la propriété d'Antoine Caron.

Being a farm containing fifty acres — with buildings, bounded towards the north by the St. Lawrence river, towards the east by the property of Léopold Fournier, towards the south by the division line between the first and second range and towards the west by the property of Antoine Caron.

Propriétaires — Owners	Lot	Rang — Range	Canton — Township	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Taxes rel. — Church taxes	Frais & intérêts — Costs & interest	Total
------------------------------	-----	--------------------	-------------------------	-----------------------------------------	----------------------------------------	---------------------------------------	----------------------------------------------	-------

Sylvio Gagnon P. 9 1. Taschereau 6.98 | \$ 8.65 | 33.85 | | 49.48

Étant une terre de la contenance de cinquante acres bornée vers le Nord par la Fleuve St-Laurent, vers l'Est par le lot 8 de Raoul Gaumont, vers le Sud par la ligne de division entre le premier et le deuxième rang et vers l'Ouest par le résidu du lot 9 de Siméon et Alexandre Gagnon. Being a farm containing fifty acres; bounded towards the north by the St. Lawrence river, towards the east by lot 8 belonging to Raoul Gaumont, towards the south by the deviation line between the first and second range and towards the west by the residue of lot 9 belonging to Siméon and Alexandre Gagnon.

Herménégilde Champion . P. 8 1. Seigneurie de Rivière Madeleine | 14.57 | 2.00 | 29.55 | | 46.12

Étant un terrain tenu sous bail à rente, de la contenance d'un quart d'acre de superficie, plus ou moins, avec bâtisses dessus construites, borné vers le Nord et vers l'Est par la propriété de Georges-Henri Gagnon, vers le Sud par le chemin royal et vers l'Ouest par la propriété d'Alexandre Gagnon. Being a lot of land held under rental lease, containing one quarter of an acre in superficial area, more or less, with the buildings thereon erected, bounded towards the north and towards the east by the property of Georges Henri Gagnon, towards the south by the King's Highway and towards the west by the property of Alexandre Gagnon.

Commission scolaire de Sacré-Cœur Deslandes — School Commission of Sacré-Cœur Deslandes

Désiré Vallée, Sr.	34	5	Tourelle		5.60	41.75		47.35
Alfred Parent	31	5	Tourelle		18.97	60.75		79.72
Joseph Lantin	34	10	Tourelle		19.12			19.12
Eugène Therrien & André Gagnon.	32	9	Tourelle		14.19	22.75		36.94

Commission scolaire de Saint-Bernard des Laes — School Commission of Saint-Bernard des Laes

La Cie de Bois Radisson	½ N.E.13	6	Tourelle		47.47		3.15	50.62
La Cie de Bois Radisson	15	7	Tourelle		58.10		3.68	61.78
Omer St-Laurent (Alfred).	27	6	Tourelle		8.90		1.08	9.98
André Meikle	19 & 20	7	Tourelle		40.48		2.31	42.79
Gérard Marin	26	7	Tourelle		8.90		.83	9.73
Eugène Laflamme	7	8	Tourelle		28.61		1.72	30.33
Lionel Derooy	7	8	Tourelle		23.45		1.46	24.91
Johnny Truchon	13	8	Tourelle		35.20		2.40	37.60
Ernest Levesque Sr. & Louis Levesque.	16	8	Tourelle		42.65		2.77	45.42
Germain Blanchette	27	8	Tourelle		17.81		1.18	18.99
Marcel Pelletier	13	9	Tourelle		40.29		3.15	53.44
Hébert Pelletier	15	9	Tourelle		35.69		2.07	37.76
Isidore Chassé	18	9	Tourelle		49.99		2.89	52.88
Alphée Gagné	19	9	Tourelle		40.74		2.39	43.13
Jacques Derooy	22	9	Tourelle		54.47		2.78	57.25
Aimé Dubé	25	10	Tourelle		21.96		2.38	24.34
Roland Dubé	25	11	Tourelle		20.25		1.30	21.55
Maurice Althot	26	10	Tourelle		45.50		2.46	47.96
Philippe Althot Jr.	27	10	Tourelle		43.59		2.47	46.06
Philippe Althot Sr.	20 & 28	11	Tourelle		20.25		1.30	21.55
François Gagné	21	11	Tourelle		29.17		1.75	30.92
Emerode Champagne	23 & 24	11	Tourelle		23.57		1.47	25.04
Alphonse Lavoie	27	11	Tourelle		31.50		1.86	33.36
Léon Althot	28	11	Tourelle		25.85		1.58	27.43
Omer St-Louis	12	E	Cap-Chat		19.53		1.26	20.79
Ethelbert Levesque	10	E	Cap-Chat		20.73		1.32	22.05
Adrien Béchard	1	D	Cap-Chat		10.93		.93	11.86
André Lepage	15	H	Cap-Chat		20.73		1.42	22.15
Pierre-Paul Lepage	14	H	Cap-Chat		22.73		1.52	24.25
Ludger Girard	12	G	Cap-Chat		46.44		2.61	49.05
Léonard Pouliot	14	G	Cap-Chat		18.40		1.31	19.71
Georges Collin	13	G	Cap-Chat		31.80		2.13	33.93
Romulus Perrée	15	G	Cap-Chat		52.47		3.24	55.71
Paul Beaudin	8	F	Cap-Chat		25.12		1.54	26.66
Louis-Marie St-Laurent ..	9	F	Cap-Chat		39.90		2.63	42.53
Paul-Émile Lafontaine ..	10	F	Cap-Chat		33.64		2.32	35.96
Venant Pelletier	7	F	Cap-Chat		15.57		1.16	16.73
Ovila Guignanrd	8	C	Cap-Chat		41.09		2.44	43.53
Lucien Paul Pelletier ..	4	E	Cap-Chat		19.44		1.49	23.43
Joseph Cloutier	22	10	Tourelle		18.20		1.20	19.40
Gérard Pelletier	14	9	Tourelle		16.50		1.07	17.57

Corporation municipale de la paroisse Saint-Joachim de Tourelle
Municipal corporation of the parish of Saint-Joachim de Tourelle

Napoléon Therrien P. 13-D .. 1. Tourelle 12.90 | 69.85 | | 82.75

Étant un terrain ou emplacement avec bâtisses dessus construites, borné vers le Nord par le Fleuve St-Laurent, vers l'Est par la propriété de Samuel Levesque, vers le Sud par le chemin royal et vers l'Ouest par la propriété d'Alfred Lepage. Being a lot of land or emplacement — with buildings thereon erected, bounded on the north by the St. Lawrence river, on the east by the property of Samuel Levesque, on the south by the King's Highway and on the west by the property of Alfred Lepage.

Corporation scolaire de Cap-Chat (paroisse) — School Corporation of Cap-Chat (parish)

Propriétaires — Owners	Lot	Rang — Range	Canton — Township	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Taxes rel. — Church taxes	Frais & intérêts — Costs & interest	Total
Jean Roch Perree	41-B	1.....	Cap-Chat	5.76	60.24			66.00
Jean Roch Perree	P. 16-2	2.....	Cap-Chat64	1.75			2.39
Cette partie du lot 16-2 mesurant une largeur de deux arpens et quart sur une profondeur de quatorze arpens, est bornée comme suit: — vers le Nord par le résidu du lot 16-2 de J. Bte Perrée, vers l'Est par le lot 16-1 Lepage, vers le Sud par la ligne de division entre le deuxième et le troisième rang et vers l'Ouest par le lot 17-1 de Patrice Fournier.				That part of lot 16-2 measuring two arpens and one quarter in width by a depth of fourteen arpens, and bounded as follows: towards the north by the residue of lot 16-2 of J. Bte Perrée, towards the east by lot 16-1, Lepage, towards the south by the division line between the second and third range and towards the west by lot 17-1 of Patrice Fournier.				
Louis-Marie Lepage	44.....	1.....	Cap-Chat		37.95			37.95
Sauf et à distraire dudit lot un terrain ou emplacement avec bâtisses y érigées appartenant à André-Albert Fournier, ledit terrain ainsi distraint mesurant une largeur de trois cent pieds au Fleuve St-Laurent et de deux cent vingt-cinq pieds (225') à la ligne Sud sur une profondeur s'étendant du Fleuve St-Laurent en courant vers le Sud jusqu'à cent pieds (100') de l'emprise Sud du chemin royal, ledit terrain, borné vers le Nord par le Fleuve St-Laurent, vers l'Est et le Sud par le résidu du lot 44 de et vers l'Ouest par le lot 45 de Patrice Fournier.				Save and to be deducted from said lot, an emplacement or lot of land with buildings thereon erected, belonging to André-Albert Fournier, the said lot of land deducted, measuring a width of three hundred feet at the St. Lawrence river and two hundred and twenty-five feet (225') in the south line by a depth extending from the St. Lawrence river and running southward up to one hundred feet (100') from the south right-of-way of the King's Highway, the said lot of land is bounded on the north by the St. Lawrence river, towards the east and south by the residue of lot 44 and towards the west by lot 45 of Patrice Fournier.				
Louis-Marie Lepage	16-1	2.....	Cap-Chat		20.10			20.10

Corporation municipale de Christie — Municipal corporation of Christie

Léopaul Rioux	P. 38-B	1.....	Christie	13.00	24.80		.39	37.69
Consistant en un terrain ou emplacement de cent pieds de largeur par cent pieds de profondeur, avec bâtisses, borné vers le Nord, vers le Sud et l'Ouest par Eloi Daraiche et vers l'Est par Jean-Louis Vallée.				Consisting of a lot of land or emplacement measuring one hundred feet in width by one hundred feet in depth — with buildings — bounded on the north, the south and the west by Eloi Daraiche and on the east by Jean-Louis Vallée.				
Evail Rioux	P. 40-B	1.....	Christie	10.60			.39	10.99
Consistant en un terrain sujet à une rente foncière en faveur de l'Oeuvre et Fabrique de la paroisse de Ste Marthe de Gaspé, avec bâtisses, ledit terrain borné comme suit: vers le Nord par François Vallée, vers l'Est et le Sud par l'Oeuvre et Fabrique de Ste-Marthe de Gaspé et vers l'Ouest par Joseph Maloney.				Consisting of a lot of land subject to ground rent in favour of the "Oeuvre et Fabrique" of the parish of Ste-Marthe de Gaspé — with buildings, the said lot of land being bounded as follows: on the north by François Vallée, on the east and on the south by the "Oeuvre et Fabrique" of Ste-Marthe de Gaspé and on the west by Joseph Maloney.				
Nazaire Lizotte	38, 39-A & 39-B	2.....	Christie	25.14			.39	25.53
Charles Eugène Dion	P. 42-B	1.....	Christie	12.28	21.35		.39	34.02
Consistant en un terrain de cinquante pieds par cinquante pieds avec bâtisses, ledit terrain étant borné comme suit: — vers le Nord, le Sud et l'Ouest par la propriété de Nil Dion et vers l'Ouest par la propriété de madame Eva Langlois.				Consisting of a lot of land fifty feet by fifty feet — with buildings — the said lot of land being bounded as follows: On the north, the south and the west by the property of Nil Dion and on the west by the property of Madame Eva Langlois.				
Yvon Lefrançois	53.....	2.....	Christie	13.16			.39	13.55
Adhémar Dion	51.....	1.....	Christie	26.93			.39	27.32

Corporation scolaire Sainte-Anne des Monts (village)
School Corporation of Sainte-Anne des Monts (village)

Olivier Pelletier (Ach.)	P. 25-F	1.....	Fief Ste-Anne des Monts Notre Dame.	179.14	122.82			301.96
Un terrain de soixante pieds (60') de largeur sur une profondeur de cent quarante-cinq pieds (145'), plus ou moins, avec bâtisses dessus construites, borné vers le Nord par le Fleuve St-Laurent, vers l'Est par la propriété d'Alphonse Tanguay, vers le Sud par celle de Romuald Pelletier et vers l'Ouest par la propriété de Conrad Chenel.				A lot of land sixty feet (60') in width by a depth of one hundred and forty-five feet (145'), more or less — with buildings thereon erected — bounded on the north by the St-Lawrence river, on the east by the property of Alphonse Tanguay, on the south by that of Romuald Pelletier and on the west by the property of Conrad Chenel.				

Corporation municipale de Sainte-Anne des Monts
Municipal corporation of Sainte-Anne des Monts

Gabriel Daraiche				3.20	4.60			7.80
Une maison construite sur partie du lot 38-C, 1er rang Fief Ste Anne des Monts.				A house erected on part of lot 38-C, 1st range, Fief Ste-Anne des Monts.				

Louis Vallée	53.22	20.90	74.12
--------------------	-------	-------	-------	-------

Une maison et autres bâtisses construites sur partie du lot 24-A, 1er rang Fief Ste Anne des Monts Notre Dame. A house and other buildings erected on part of lot 24-A, 1st range Fief Ste-Anne des Monts Notre Dame.

Adélarde Chenel et Héritiers légaux de feu — and legal heirs of late Marie Chenard.	47-C	1.	Fief Ste-Anne des Monts Notre Dame.	7.69	13.13	20.82
-------------------------------------------------------------------------------------	----------------	------------	-------------------------------------	------	-------	-------	-------

Étant un terrain de forme irrégulière, sis et situé au premier rang de la paroisse de Ste-Anne des Monts, mesurant à la ligne Nord une largeur de cent pieds et huit pouces (100'.8) et de cent quarante-deux pieds et quatre pouces (142'.4) à la ligne Sud sur une profondeur de deux cent trente-trois pieds et huit pouces (233'.8) à la ligne Est et de cent quatre-vingt-huit (188') pieds à la ligne Ouest, à l'exception de toutes les bâtisses des sus construites, appartenant à monsieur Adélarde Chenel, monsieur Jean Marc Chenel et monsieur Adjutor Parent.

Being a lot of land of irregular figure, lying and situate in the first range of the parish of Ste-Anne des Monts, measuring at the north line a width of one hundred feet and eight inches (100'.8) and one hundred and forty-two feet and four inches (142'.4) at the south line by a depth of two hundred and thirty-three feet and eight inches (233'.8) in the east line and one hundred and eighty-eight feet (188') in the west line, with the exception of all buildings thereon erected, belonging to Mr. Adélarde Chenel, Mr. Jean Marc Chenel and Mr. Adjutor Parent.

Donné à Ste Anne des Monts, ce douze avril mil neuf cent cinquante-un Given at Ste-Anne des Monts, this twelfth day of April, one thousand nine hundred and fifty-one.

Le Secrétaire-trésorier corporation comté N° 3 de Gaspé, Secretary-Treasurer, Corporation of 29948-16-2-o LOUIS PHILIPPE LANGELIER of County No. 3, Gaspé.

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ET HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

ABITIBI

ABITIBI

Canada, Province de Québec
Cour Supérieure

District de Rouyn-Noranda, { LAFORTUNE & GAGNÉ
N° 2280 { LIMITEE, corps poli-
que et social légalement consti-
tuté en corporation ayant son siège social en la cité de Rouyn, district de Rouyn-Noranda, demandeur, vs J. ARMAND NADEAU, commerçant domicilié à Normétal, district d'Abitibi.

Un emplacement situé à Normétal portant le numéro 42-35, rang 10, canton Desmeloizes avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Normétal le MERCREDI TRENTE MAI 1951 à DEUX heures de l'après-midi, (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FERDINAND GERVAIS.
Amos le 17 avril, 1951. 29950-16-2-o
[Première insertion: 21 avril 1951]

Canada, Province of Quebec,
Superior Court

District of Rouyn-Noranda, { LAFORTUNE & GAGNÉ
No. 2280 { LIMITEE, a body poli-
tic and corporate, having its
head office in the city of Rouyn, district of Rouyn-Noranda, plaintiff; vs J. ARMAND NADEAU, trader, domiciled at Normetal, district of Aibitibi.

An emplacement situate at Normetal, bearing number 42-35 range 10, township of Desmeloizes, with buildings thereon erected circumstances and dependencies.

To be sold at the parish church door of Normetal, on WEDNESDAY, the THIRTIETH of MAY, 1951, at TWO o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

FERDINAND GERVAIS,
Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, April 17, 1951. 29950-16-2
[First insertion: April 21, 1951]

Canada, Province de Québec
Cour Supérieure

District d'Abitibi, { DAVID GOURD, mar-
N° 8215. - { chand d'Amos district
d'Abitibi, demandeur, vs,
OMER GERMAIN, de Val d'Or, & OVILA JUBINVILLE de Malartic, maintenant de Montréal, défendeurs.

Un certain emplacement situé dans la ville de Malartic, connu et désigné comme étant le numéro 440, de la subdivision du bloc numéro 3 (3-440), aux Plan et Livre de renvoi officiels, pour le canton Fournière avec toutes les bâtisses ci-dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Malartic, le SAMEDI VINGT-SIX

Canada, Province of Quebec,
Superior Court

District of Aibitibi { DAVID GOURD, mer-
No. 8215 { chant of Amos, district
of Aibiti, plaintiff; vs
OMER GERMAIN of Val d'Or, & OVILA JUBINVILLE, of Malartic, now of Montreal, district of Montreal, defendants.

A certain emplacement situate in the town of Malartic known, and designated as being lot number 440 of the subdivision of Block No.3 (3-440) on the official plan and in the book of reference for the township of Fournière—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parish church door of Malartic, on SATURDAY, the TWENTY-SIX of

MAI 1951 à 2 heures de l'après-midi heure avancée.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FERDINAND GERVAIS,
Amos, le 17 avril 1951 29949-16-2-0
[Première insertion: 21 avril 1951]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Cour de Magistrat

Canada, Province de Québec, District de Kamouraska, N° 15578 } **L LOUIS CAOUET-TE**, marchand d'accessoires d'automobiles, de la cité de Rivière-du-Loup, demandeur; vs **LEO MALENFANT**, de St-Benoit de Packington, défendeur.

"Un immeuble faisant partie du lot N° 31 (p-31) du rang 8 de Packington contenant un demi-acre carré borné au nord à la route, à l'ouest à Omer St-Pierre, au sud et à l'est à André-Albert Beaulieu, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Packington, MARDI, le VINGT-DEUXIÈME jour du mois de MAI 1951, à DEUX heures et DEMIE de l'après-midi.

Le Shérif,
P. E. MARTIN,
Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup, 18 avril 1951. 29970-16-2-0
[Première insertion: 21 avril 1951]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour de Magistrat

Canada, Province de Québec, District de Kamouraska, N° 15819. } **LUDGER LAJOIE**, industriel, de St-Eusèbe, demandeur, vs **CAMILLE PLOURDE**, du même lieu, défendeur.

"Le lot numéro 44, rang 8, du canton Cabano, borné au nord par Jean Paul Briand, au sud par Lucien Michaud, à l'Est à la ligne du rang 9 et à l'ouest à la ligne du rang 7, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Eusèbe, MARDI, le PREMIER jour du mois de MAI, 1951, à DEUX heures et DEMIE de l'après-midi.

Le Shérif,
P. E. MARTIN,
Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup, le 27 mars 1951. 29783-13-2-0
[Première insertion: 31 mars 1951]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
C. S. District de Montréal

Montréal, à savoir: } **PAUL ÉMILE LABROSSE**, N° 296371 } SE, demandeur, vs **DAME SIMONE THERRIEN**, veuve de Wilfrid Bleau, défenderesse.

Un lot de terre ou emplacement sis et situé en la paroisse de l'Île Bizard, comté de Jacques-Cartier, district de Montréal, ayant front avenue Des Vignes, connu et désigné sous le no cinquante-trois de la subdivision officielle du lot original no quatre-vingt-dix-neuf (no 99-53) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de l'Île Bizard, mesurant 75 pieds de largeur sur 110 pieds de profondeur, et contenant une superficie de 8,250 pieds carrés, plus ou moins, mesure anglaise: avec une bâtisse dessus construite et

MAY, 1951, at TWO o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office, Amos, April 17, 1951.
FERDINAND GERVAIS,
Sheriff.
Amos, April 17, 1951. 29949-16-2
[First insertion: April 21, 1951]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Magistrate's Court

Canada, Province of Quebec, District of Kamouraska, No. 15578 } **L LOUIS CAOUET-TE**, dealer in automobile parts, of the city of Rivière-du-Loup, plaintiff, vs **LEO MALENFANT**, of St-Benoit de Packington, defendant.

An immovable forming part of lot No. 31 (Pt-31) of range 8 of Packington; containing one half of a square acre, bounded on the north by the highway, on the west by Omer St-Pierre, on the south and east by André-Albert Beaulieu — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parish church door of Packington: on TUESDAY, the TWENTY-SECOND day of the month of MAY, 1951, at HALF PAST TWO o'clock in the afternoon.

P. E. MARTIN,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup, April 18, 1951. 29970-16-2
[First insertion: April 21, 1951]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Magistrate's Court

Canada, Province of Quebec, District of Kamouraska, No. 15819. } **LUDGER LAJOIE**, industrialist, of St-Eusèbe, plaintiff; vs **CAMILLE PLOURDE**, of the same place, defendant.

Lot number 44, range 8, of the township of Cabano, bounded on the north by Jean Paul Briand, on the south by Lucien Michaud, on the east by the line of range 9 and on the west by the line of range 7—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of St-Eusèbe, on TUESDAY, the FIRST day of the month of MAY 1951, at HALF PAST TWO o'clock in the afternoon.

P. E. MARTIN,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup, March 27, 1951. 29783-13-2
[First insertion: March 31, 1951]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
S. C. District of Montreal

Montreal, to wit: } **PAUL ÉMILE LABROSSE**, No. 296371 } SE, plaintiff, vs **DAME SIMONE THERRIEN**, widow of Wilfrid Bleau, defendant.

A lot of land or emplacement being and situate in the parish of "Île Bizard", county Jacques-Cartier, district of Montreal, fronting on "Des Vignes" Avenue, known and designated under No. fifty-three of the official subdivision of original lot No. ninety-nine (No. 99-53) of the official plan and book of reference for the parish of "Île Bizard", measuring 75 feet in width by 110 feet in depth, and containing a superficial area of 8,250 square feet, more or less, English measure: with a building thereon erected and dependen-

dépendances, ayant front sur ladite avenue Des Vignes (no civique 284).

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Raphaël de l'Île Bizard, le VINGT-CINQ MAI 1951, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
CAISSE & HURTEAU.

Bureau du Shérif,
Montréal, 17 avril 1951. 29944-16-2-o
[Première insertion: 21 avril 1951]

cies, fronting on said "Des Vignes" Avenue (civic No. 284).

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Raphaël de l'Île Bizard, on the TWENTY-FIFTH of MAY, 1951, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, April 17, 1951. 29944-16-2
[First insertion: April 21, 1951]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
C. S. District de Montréal

Montréal, à savoir: } CHARLES SHARE, de
N° 283931 } la cité et du district de
Montréal, faisant affaires seules sous les nom et raison sociale de "Share Fur Co.", demandeur, vs JOSEPH ALBERT SYLVESTRE, défendeur.

Un lot de terre situé au Cap St-Martin, paroisse de St-Elzéar, comté de Laval, ayant front sur le Boulevard Taschereau, connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-dix-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro six cent cinquante-six (656-97) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin, comté de Laval, borné en front au sud-ouest par le chemin public, au nord-ouest par le lot N° 656-96, au nord-est par la partie non subdivisée du lot N° 656 et au sud-est par le lot N° 656-98; mesurant cinquante pieds de largeur par cent vingt pieds de profondeur, contenant en superficie six mille pieds, mesure anglaise, (6000), à distraire la partie vendue au Gouvernement de la Province de Québec suivant acte devant J.-A. Guy, N.P., le 24 décembre, 1934, enregistré sous N° 47233, l'immeuble vendu au Gouvernement, suivant ce dernier acte, est décrit comme suit: partie des lots (656-95, 96, 97) du cadastre de Saint-Martin, borné au nord-ouest par le lot N° 94 de ladite subdivision dudit lot N° 656, au nord-est par le résidu des lots Nos 95, 96 et 97 de ladite subdivision, au sud-est par le lot N° 98, de ladite subdivision, au sud-ouest par le chemin public actuel connu sous le nom de Boulevard Taschereau; mesurant environ dix pieds et soixante-quinze centièmes de pieds dans la ligne nord-ouest, cent cinquante-et-un pieds et cinq dixièmes de pieds dans la ligne nord-est, neuf pieds et cinq dixièmes de pied dans la ligne sud-est, contenant en superficie mille cinq cents trente-trois pieds (1533) pieds, plus ou moins et sans garantie de mesure précise, le tout mesure anglaise.

Avec toutes les bâtisses dessus construites, comprenant: maison couverte en imitation de brique, un poulailler, un garage et avec tous droits indivis qui peuvent appartenir au défendeur dans un puits et sur lequel puits M. Germain Lamoureux possède tous les autres droits indivis.

Pour être vendu, à monbureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROIS-MAI 1951, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$155.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Rhéaume, en date du 16 avril 1951.

Le Shérif,
CAISSE & HURTEAU,

Bureau du Shérif,
Montréal, 17 avril 1951. 29946-16-2-o
[Première insertion: 21 avril 1951]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
S. C. District of Montreal

Montreal, to wit: } CHARLES SHARE, of the
No. 283931 } city and district of Montreal, carrying on business alone under the firm name and style of "Share Fur Co.", plaintiff, vs JOSEPH ALBERT SYLVESTRE, defendant.

A lot of land situate at Cap St-Martin, parish of St-Elzéar, county of Laval, fronting on Taschereau Boulevard, known and designated as number ninety-seven of the official subdivision of original lot number six hundred and fifty-six (656-97) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Martin, county of Laval, bounded in front on the southwest by the public road, on the northwest by lot No. 656-96, on the northeast by the unsubdivided part of lot No. 656 and on the southeast by lot No. 656-98; measuring fifty feet in width by one hundred and twenty feet in depth, containing a superficial area of six thousand feet, English measure (6000), to be deducted, the part sold to the Quebec Provincial Government according to a deed passed before J. A. Guy, N.P., on the 24th day of December, 1934, registered under No. 47233, the immovable sold to the Government, according to the said deed, is described as follows, to wit: Part of lots (656-95, 96, 97) of the cadastre for Saint-Martin, bounded on the northwest by lot No. 94 of the said subdivision of said lot No. 656; on the northeast by the residue of lots 95, 96 and 97 of said subdivision, on the south-east by lot No. 98, of said subdivision, on the southwest by the public road, actually known as "Boulevard Taschereau", measuring about ten feet and seventy-five hundredths of a foot in the northwest line, one hundred and fifty-one feet and five tenths of a foot in the northeast line, nine feet and five tenths of a foot in the southeast line, containing a superficial area of one thousand five hundred and thirty-three feet (1533), more or less and without warranty as to exact measurement, the whole English measure.

With all the buildings thereon erected, comprising: a house covered in imitation brick, a henhouse, a garage and with all undivided rights which may belong to the defendant in and to well and in and to which said well, Mr. Germain Lamoureux owns all the other undivided rights.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-THIRD day of MAY, 1951, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$155.00 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Rhéaume, dated the 16th day of April, 1951.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, April 17, 1951. 29946-16-2
[First insertion: April 21, 1951]

Fieri Facias de Terris
C. S. District de Montréal

Montréal, à savoir: } **EMILE LEBEL**, deman-
N 294717 } deur, vs **JACQUES**
LINCOURT, défendeur.

"Un emplacement ayant front sur la rue Fleury, connu et désigné comme étant le coin sud-ouest des rues Fleury et De Martigny, en la cité de Montréal, mesurant trente-neuf pieds de largeur en front sur la rue Fleury, par une profondeur de soixante-dix-sept pieds le long de la rue De Martigny, mesures anglaises, plus ou moins, connu et désigné comme étant la moitié nord-est des lots nos deux cent-quatre-vingt-treize, deux cent quatre-vingt-quatorze et deux cent quatre-vingt-quinze de la subdivision officielle du lot originaire N° cent soixante-trois (163-Moitié N.E. 293, 294 et 295) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, borné le dit emplacement comme suit: en front au nord-ouest par la rue Fleury, en profondeur au sud-est par le lot 163-296, dudit cadastre, au nord-est par la rue De Martigny et de l'autre côté, au dus-ouest par le résidu ou partie sud-ouest des lots Nos 163-293-294 et 295 dudit cadastre. Avec toutes les bâtisses dessus érigées et notamment une maison et ses dépendances en voie de construction."

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQ MAI 1951, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
CAISSE & HURTEAU.

Bureau du Shérif,
Montréal, 17 avril 1951. 29945-16-2-o
[Première insertion: 21 avril 1951]

QUÉBEC

Fieri Facias
Cour de Magistrat

Québec, à savoir: } **ALFRED SÉVIGNY** ca-
N° 134876 } mionneur, domicilié en
la cité de Québec; contre **NORBERT ROUS-**
SEAU, domicilié à St-Apollinaire, P.Q. à savoir:

Le lot N° 78 (soixante-dix-huit) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Apollinaire, comté de Lotbinière, et le lot No.-490 (quatre cent quatre-vingt-dix) du cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Croix, comté de Lotbinière, étant une terre contenant deux arpents de front sur quarante arpents de profondeur, plus ou moins, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. A distraires des dits lots la partie vendue au chemin de fer et celle vendue au Ministère de la Voirie, suivant leurs titres, ainsi que le garage.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Apollinaire, comté de Lotbinière, le ONZIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
AIMÉ DION.

Bureau du Shérif,
Québec, 5 avril 1951. 29837-14-2-o
[Première insertion: 7 avril 1951].
[Seconde insertion: 21 avril 1951.]

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure,

District de } **JEAN PAUL ROCHELEAU**,
St-Hyacinthe. } cultivateur, de la paroisse de
N° 6073. } St-Pie, comté de Bagot, district
de Saint-Hyacinthe, demandeur;
vs **LUCIEN NORMANDIN**, cultivateur, de

Fieri Facias de Terris
S. C. District of Montreal

Montreal, to wit: } **EMILE LEBEL**, plaintiff,
No. 294717 } vs **JACQUES LIN-**
COURT, defendant.

An emplacement fronting on Fleury street, known and designated as being the southwest corner of Fleury and De Martigny streets, in the city of Montreal, measuring thirty-nine feet in width in front on Fleury street, by a depth of seventy-seven feet along De Martigny street, English measure and more or less, known and designated as being the northeast half of lots Nos. two hundred and ninety-three, two hundred and ninety-four and two hundred and ninety-five of the official subdivision of original lot number one hundred and sixty-three (163-N.E. half 293, 294 and 295) on the official plan and in the book of reference for the parish of Sault-au-Récollet, bounded, the said emplacement, as follows: In front to the northwest by Fleury street, in depth to the southeast by lot 163-296, of said cadastre, on the northeast by De Martigny street and on the other side, to the southwest by the residue of southwest part of lots Nos. 163-293-294 and 295 of said cadastre. With all the buildings thereon erected and in particular a house and its dependencies under construction.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIFTH day of MAY, 1951, at TEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, April 17, 1951. 29945-16-2
[First insertion: April 21, 1951]

QUEBEC

Fieri Facias
Magistrate's Court

Quebec, to wit: } **ALFRED SÉVIGNY**, car-
No. 134876 } ter, domicilié in the city
of Quebec, against **NORBERT ROUSSEAU**,
domiciled at St-Apollinaire, P.Q., to wit:

Lot No. 78 (seventy-eight) of the official cadastre for the parish of St-Apollinaire, county of Lotbinière, and lot No. 490 (four hundred and ninety) of the official cadastre for the parish of Ste-Croix, county of Lotbinière, being a farm measuring two arpents in front by forty arpents in depth, more or less—with buildings thereon erected circumstances and dependencies. To be deducted from said lots the part sold to the railway and that part sold to the Department of Roads, according to their title deeds, and also the garage.

To be sold at the church door of the parish of St-Apollinaire, county of Lotbinière, on the ELEVENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, April 5, 1951. 29837-14-2
[First insertion: April 7, 1951]
[Second insertion: April 21, 1951]

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court,

District of } **JEAN PAUL ROCHELEAU**,
St-Hyacinthe. } farmer, of the parish of Saint-
No. 6073. } Pie, county of Bagot, district of
Saint-Hyacinthe, plaintiff; vs
LUCIEN NORMANDIN, farmer, of Saint-Cé-

St-Césaire, comté de Rouville, district de St-Hyacinthe, défendeur;

Saisie comme appartenant au défendeur:

Une ferme située sur la rivière Saint-Césaire, connue et décrite comme étant le lot numéro trois cent trente (No: 330) du cadastre de la paroisse de Saint-Césaire, dans le comté de Rouville. Avec les bâtisses et autres constructions y érigées.

Pour être vendue, à la porte de l'église paroissiale de Saint Césaire, comté de Rouville, district de Saint-Hyacinthe, le JEUDI, VINGT-SIXIÈME jour d'AVRIL 1951, à 10.30 hres de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Saint-Hyacinthe, le 16 mars 1951. 29733-12-2-o
[Première insertion: 24 mars 1951]

saire, county of Rouville, district of Saint-Hyacinthe, defendant;

Seized as belonging to the defendant:

A farm situate on the Saint-Cesaire River, known and designated as being lot number three hundred and thirty (No: 330) of the cadastre for the parish of Saint-Cesaire, in the county of Rouville, With the buildings and other constructions thereon erected.

To be sold at the parochial church-door of the parish of Saint-Cesaire, county of Rouville, district of Saint-Hyacinthe, on THURSDAY, APRIL 26, 1951, at 10.30 in the forenoon.

Sheriff's Office,
Saint-Hyacinthe, March 16, 1951. 29733-12-2-o
[First insertion: Marc 24, 1951]

Le Shérif,

R. BOUSQUET,

R. BOUSQUET,

Sheriff.

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 16

Index of the Quebec Official Gazette, No. 16

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

382, section "B" — Métiers de barbier et coiffeur dans l'Île de Montréal <i>et al.</i>	1266
382, section "C" — Industrie du verre dans les cités de Québec, Lévis <i>et al.</i>	1269
382, section "E" — Industrie et métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau <i>et al.</i>	1268

ASSEMBLÉES:

La Compagnie de Chemin de Fer Alma & Jonquières.	1260
La Compagnie des Tramways de Montréal	1261

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1247

AVIS DIVERS:

Association des Instituteurs Catholiques de Montréal (Formation).	1262
Astoria Shirt Limited (Directeurs).	1264
Canada Flushwood Door Limited (Directeurs).	1263
Charles Shrybman Limited (Directeurs)	1263
Dominion Bridge Recreation Club Inc. (Règlements).	1265
Holy Cross Credit Union (Fondation).	1261
La Caisse Populaire de St-Luc (Fondation)	1265
L'Association des Employés de Eastern Dress (Eastern Dress Employees' Association) (Formation)	1266
L'Association des Professeurs des Écoles Normales Catholiques du Québec (Existence terminée)	1264
L'Unité Économique de Thetford Mines (Fondation).	1265
Pembroke Electric Light Co., Limited (Dépôt de plans)	1261
Quebec Sheet Metal Co. Ltd. (Directeurs)	1263
Syndicat Catholique National du Textile de Méthot et Frères Ltée Laine du Cap St-Ignace (Formation)	1262
Syndicat Coopératif de Cases et Entrepôts Frigorifiques de Victoriaville (Fondation).	1265

ORDERS IN COUNCIL:

382, part "B" — Barber and hairdressing trades in the Island of Montreal <i>et al.</i>	1266
382, part "C" — Glass processing industry in the cities of Quebec, Lévis <i>et al.</i>	1269
382, part "E" — Construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau <i>et al.</i>	1268

MEETINGS:

The Alma & Jonquieres Railway Company	1260
Montreal Tramways Company	1261

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1247

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association des Instituteurs Catholiques de Montréal (Formation).	1262
Astoria Shirt Limited (Directeurs)	1264
Canada Flushwood Door Limited (Directeurs).	1263
Charles Shrybman Limited (Directeurs)	1263
Dominion Bridge Recreation Club Inc. (By-Laws)	1265
Holy Cross Credit Union (Fondation)	1261
La Caisse Populaire de St-Luc (Fondation)	1265
L'Association des Employés de Eastern Dress (Eastern Dress Employees' Association) (Formation)	2166
L'Association des Professeurs des Écoles Normales Catholiques du Québec (Existence terminated)	1264
L'Unité Économique de Thetford Mines (Fondation).	1265
Pembroke Electric Light Co., Limited (Deposit of plans).	1261
Quebec Sheet Metal Co. Ltd. (Directeurs)	1263
Syndicat Catholique National du Textile de Méthot et Frères Ltée Laine du Cap St-Ignace (Formation)	1262
Syndicat Coopératif de Cases et Entrepôts Frigorifiques de Victoriaville (Fondation).	1265

Syndicat des Métiers de la Construction de Charlevoix (Formation)	1262	Syndicat des Métiers de la Construction de Charlevoix (Formation)	1262
Syndicat National Catholique des Employés du Corduroy de St-Hyacinthe (Formation)	1262	Syndicat National Catholique des Employés du Corduroy de St-Hyacinthe (Formation)	1262
The Monsanto Employees' Association — Montreal Plant (Formation)	1265	The Monsanto Employees' Association — Montreal Plant (Formation)	1265
The Stelco Employees Credit Union, Notre-Dame Works, Montreal (Foundation)	1263	The Stelco Employees Credit Union, Notre Dame Works, Montreal (Foundation)	1263
Wendell Mineral Products Limited (Directeurs)	1264	Wendell Mineral Products Limited (Directeurs)	1264
CHARTES — ABANDON DE:		CHARTERS — SURRENDER OF:	
Amcan Furs Limited	1272	Amcan Furs Limited	1272
Artrust Holding Corporation	1271	Artrust Holding Corporation	1271
B. Wigdor Inc.	1272	B. Wigdor Inc.	1272
Employing Printers Association of Montreal Incorporated	1272	Employing Printers Association of Montreal Incorporated	1272
Ideal Securities Corp.	1272	Ideal Securities Corp.	1272
Mansions, Limited.	1272	Mansions, Limited.	1272
Monthew Limited.	1273	Monthew Limited.	1273
Montreal Mart Inc.	1273	Montreal Mart Inc.	1273
Palace Hotel Co. Ltd.	1273	Palace Hotel Co. Ltd.	1273
R. M. Rainville & Co. Ltd.	1273	R. M. Rainville & Co. Ltd.	1273
St. Lawrence Wood Heel Limited.	1273	St. Lawrence Wood Heel Limited.	1273
The St. Lawrence Progressive Real Estate Company Limited	1271	The St. Lawrence Progressive Real Estate Company Limited	1271
Trans-Canada Export Limited.	1274	Trans-Canada Export Limited.	1274
COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:		COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:	
Monarch Overall Manufacturing Company, Limited	1274	Monarch Overall Manufacturing Company, Limited.	1274
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AGRICULTURE:		AGRICULTURE:	
<i>Industrie Laitière:</i>		<i>Dairy Industry:</i>	
Ordonnance N° 51-Sp-IV — Drummondville.	1274	Order No. 51-Sp-IV — Drummondville	1274
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
Municipalité scolaire de:		School Municipality of:	
Farnham-Ouest, paroisse de.	1276	Farnham-West, parish of	1276
La Grande Fresnière (Protestante)	1275	La Grande Fresnière (Protestant)	1275
St-Casimir, paroisse de	1276	St-Casimir, parish of	1276
St-Eustache, paroisse de (Catholique)	1275	St-Eustache, parish of (Catholic)	1275
St-Gérard Majella	1275	St-Gérard Majella	1275
St-Nicolas, paroisse de.	1276	St-Nicolas, parish of	1276
TERRES ET FORÊTS:		LANDS AND FOREST:	
<i>Service du Cadastre:</i>		<i>Cadastral Branch:</i>	
Acton Vale, village de	1276	Acton Vale, village of	1276
Otis, canton de	1277	Otis, township of	1277
St-Vincent-de-Paul, paroisse de.	1276	St-Vincent-de-Paul, parish of.	1276
TRAVAIL:		LABOUR:	
Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton, juridiction de Québec (Prélèvement)	1277	Parity Committee of the Paper Box Industry, Quebec Jurisdiction (Levy)	1277
Comité conjoint de l'industrie de la construction du district des Cantons de l'Est (Prélèvement)	1281	Building Trades Joint Committee of the Eastern Townships District (Levy)	1281
Comité paritaire de l'industrie de la chaussure de la province de Québec (Prélèvement)	1280	Joint Committee of the Shoe Industry of the Province of Quebec (Levy)	1280
Comité paritaire de l'industrie de la construction des comtés de Roberval Lac St-Jean <i>et al</i> (Prélèvement)	1278	Parity Committee of the Construction Industry of the Counties of Roberval, Lake St. John <i>et al</i> (Levy)	1278
Employés de garage dans les cité de Québec, Lévis <i>et al</i> (Modification)	1283	Garage employees in the cities of Quebec, Lévis <i>et al</i> (Amendment)	1283

Industrie de la construction dans la région de Québec (Modification)	1285	Construction industry in the district of Québec (Amendment)	1285
Industrie de la construction dans les comtés de Drummond, Arthabaska et Nicolet (Modification)	1285	Construction industry in the counties of Drummond, Arthabaska and Nicolet (Amendment)	1285
Métiers du bâtiment dans le district des Cantons de l'Est (Modification)	1287	Building trades in the Eastern Townships District (Amendment)	1287
TRÉSOR:		TREASURY:	
Avis de rachat d'obligations.	1289	Notice of redemption of bonds	1289
TRÉSOR:		TREASURY:	
<i>Assurances:</i>		<i>Insurance:</i>	
La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté d'Abitibi	1290	La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté d'Abitibi	1290
Svea-Nornan Insurance Company Limited	1289	Svea-Nornan Insurance Company Limited	1289
The Paul Revere Life Insurance Company	1290	The Paul Revere Life Insurance Company	1290
EXAMEN DES AGRONOMES:		AGRONOMISTS EXAMINATION:	
Candidats à l'étude de l'agronomie.	1290	Candidates to the study of agronomist.	1290
GREFFES DE NOTAIRES:		NOTARIAL RECORDS:	
Éthier, Gaspard, en faveur de	1291	Ethier, Gaspard, in favour of.	1291
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Achille Lafond Inc.	1248	Achille Lafond Inc.	1248
Ajax Investments Limited	1249	Ajax Investments Limited	1249
Allied Cigar Corp.	1249	Allied Cigar Corp.	1249
Carousel Children's Wear Inc.	1249	Carousel Children's Wear Inc.	1249
Central & South America Traders Corporation.	1250	Central & South America Traders Corporation.	1253
F. Didier & Fils Ltée.	1250	F. Didier & Fils Ltée.	1250
General Chemicals Ltd.	1250	General Chemicals Ltd.	1250
G. Labrecque & Fils Ltée.	1251	G. Labrecque & Fils Ltée.	1251
Humidity Wall Protector Ltd.	1251	Humidity Wall Protector Ltd.	1251
J. R. Lebreux & Cie Ltée.	1251	J. R. Lebreux & Cie Ltée.	1251
La Brique de Québec Ltée	1252	La Brique de Québec Ltée	1252
La Pierre de Taille Archambault Limitée — Archambault Cut Stone Limited	1252	La Pierre de Taille Archambault Limitée — Archambault Cut Stone Limited	1252
Lesieur & Frère Limitée	1252	Lesieur & Frère Limitée	1252
L'Évêque Catholique Romain de Gaspé — The Roman Catholic Bishop of Gaspé	1293	L'Évêque Catholique Romain de Gaspé — The Roman Catholic Bishop of Gaspé	1293
Lion Bottling Company	1253	Lion Bottling Company	1253
Mallard Investment Corp.	1253	Mallard Investment Corp.	1253
Outremont Electric Inc.	1253	Outremont Electric Inc.	1253
Paul Provisions Ltd.	1253	Paul Provisions Ltd.	1253
Pine Avenue Medical Building Ltd.	1254	Pine Avenue Medical Building Ltd.	1254
R. Cohen Inc.	1254	R. Cohen Inc.	1254
Sept-Iles, ville des	1291	Sept-Iles, town of.	1291
Sillery Transport Compagnie Limitée.	1254	Sillery Transport Compagnie Limitée.	1254
Snowdon Fur Ltd.	1255	Snowdon Fur Ltd.	1255
Stork Club Inc.	1255	Stork Club Inc.	1255
Style Plastics Company Limited.	1255	Style Plastics Company Limited.	1255
The Freemont Company Inc.	1256	The Freemont Company Inc.	1256
W. A. Snyder Ltd.	1256	W. A. Snyder Ltd.	1256
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:	
Baronet Sportswear Ltd.	1256	Baronet Sportswear Ltd.	1256
Canadian Sponging Co. Ltd.	1257	Canadian Sponging Co. Ltd.	1257
Daigle Lumber Limited.	1257	Daigle Lumber Limited.	1257
Donalda Mines Limited	1257	Donalda Mines Limited	1257
Frontenac Holdings Ltd.	1258	Frontenac Holdings Ltd.	1258
Hygrade Food Products Incorporated.	1258	Hygrade Food Products Incorporated	1258
Iberville Lumber Inc.	1258	Iberville Lumber Inc.	1258
John R. Anderson & Son Limited.	1258	John R. Anderson & Son Limited	1258
Kavanagh, Hodgson & Co. Limited	1259	Kavanagh, Hodgson & Co. Limited.	1259
Loudee Steel Corporation.	1259	Loudee Steel Corporation.	1259

Tailor-Maid Lingerie Manufacturing Company Limited	1259	Tailor-Maid Lingerie Manufacturing Company Limited	1259
Textile Merchants Ltd.	1259	Textile Merchants Ltd.	1259
The National Wallpaper & Paints Limited.	1260	The National Wallpaper & Paints Limited.	1260
The Upton Company Limited	1260	The Upton Company Limited	1260
W. C. Macdonald Incorporated (Correction)	1260	W. C. Macdonald Incorporated (Correction)	1260
ORDRE DE COUR:		RULE OF COURT:	
La Chaine Coopérative du Saguenay vs La Société Coopérative Agricole de Shipshaw	1293	La Chaine Coopérative du Saguenay vs La Société Coopérative Agricole de Shipshaw	1293
SIÈGES SOCIAUX:		HEAD OFFICES:	
Crack & Fowler Incorporated	1294	Crack & Fowler Incorporated	1294
H. Morin Inc.	1294	H. Morin Inc.	1294
SOUSSIONS:		TENDERS:	
Nicolet, ville de	1294	Nicolet, town of	1294
Repentigny, paroisse de	1295	Repentigny, parish of	1295
VENTE, LOI DE FAILLITE:		SALE, BANKRUPTCY ACT:	
Lemelin, Andréa.	1296	Lemelin, Andréa.	1296
VENTE PAR LICITATION:		SALE BY LICITATION:	
Coutu vs Lacasse <i>et al.</i>	1297	Coutu vs Lacasse <i>et al.</i>	1297
VENTES POUR TAXES:		SALES FOR TAXES:	
Gaspé N° 3, comté de	1300	Gaspé No. 3, county of.	1300
Mégantic, comté de	1298	Mégantic, county of.	1298
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
ABITIBI:		ABITIBI:	
Gourd vs Germain <i>et al.</i>	1303	Gourd vs Germain <i>et al.</i>	1303
Lafortune & Gagné Limitée vs Nadeau	1303	Lafortune & Gagné Limitée vs Nadeau	1303
KAMOURASKA:		KAMOURASKA:	
Caouette vs Malenfant	1304	Caouette vs Malenfant	1304
Lajoie vs Plourde.	1304	Lajoie vs Plourde.	1304
MONTREAL:		MONTREAL:	
Labrosse vs Therrien.	1304	Labrosse vs Therrien.	1304
Lebel vs Lincourt.	1306	Lebel vs Lincourt.	1306
Share vs Sylvestre	1305	Share vs Sylvestre	1305
QUÉBEC:		QUÉBEC:	
Sévigny vs Rousseau	1306	Sévigny vs Rousseau	1306
SAINT-HYACINTHE:		SAINT HYACINTHE:	
Rocheleau vs Normandin	1306	Rocheleau vs Normandin	1306

29976-o

29976-o